



Institut des comptes nationaux

Comptes nationaux

Comptes des administrations publiques 2011



Eurosystème

Contenu de la publication

Les comptes des administrations publiques de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC1995).

Les comptes des administrations publiques sont établis par la Banque nationale de Belgique en collaboration étroite avec le Bureau fédéral du Plan. La confection de ces comptes n'est possible que grâce à la coopération de nombreuses administrations fédérales, communautaires et régionales qui participent à l'élaboration des données de base.

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations annuelles, dont les résultats sont diffusés sur le site Internet de la Banque nationale de Belgique. Une première estimation est diffusée à la fin du mois de mars sous la forme de tableaux des principales recettes et dépenses des administrations publiques. La seconde estimation présente les comptes complets détaillés, qui sont intégrés et repris dans la publication des comptes nationaux du mois d'octobre. Les estimations sont totalement en ligne avec les données transmises à la fin du mois de mars et septembre dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs ([Procédure déficit excessif PDE](#)). Vu l'importance de la révision méthodologique apportée à la confection des comptes des administrations locales, la publication contient exceptionnellement les comptes détaillés révisés de la période 2001 - 2010.

Cette publication présente les données relatives aux finances publiques pour la période allant de 2001 à 2011. Elle se compose d'un bref commentaire des évolutions les plus récentes, de tableaux reprenant les données statistiques et, occasionnellement, d'une partie de précisions méthodologiques sur les comptes des administrations publiques. Dans la partie relative aux tableaux, le premier chapitre présente les recettes et les dépenses publiques selon un schéma élaboré au niveau européen. Le deuxième reprend les comptes des différents sous-secteurs des administrations publiques, tandis que le troisième donne le détail des différentes recettes fiscales et parafiscales par sous-secteur receveur. Enfin, le quatrième chapitre fournit une information sur les différentes prestations sociales à charge des administrations publiques.

Les comptes ont été établis sur la base des données disponibles au 28 mars 2012.

Avant-propos

Depuis plusieurs années déjà, l'ICN, lorsqu'il établit les comptes des administrations publiques, est confronté à une insuffisance de données de base de qualité en ce qui concerne le sous-secteur des administrations locales. En 2011, d'importants progrès au niveau de la mise à disposition des données de base ont permis à l'ICN de modifier en profondeur sa méthode de compilation des statistiques relatives aux administrations locales. L'ICN remercie les autorités de tutelle pour leur collaboration et continue de plaider pour qu'elles s'efforcent d'améliorer encore l'exhaustivité et la qualité des données disponibles, de même que la ponctualité de leur transmission. L'adaptation méthodologique, commentée abondamment dans le chapitre "Nouveautés méthodologiques", entraîne une révision des comptes des administrations publiques pour la période 2004 - 2010, de sorte qu'il a été décidé, contrairement aux années précédentes, de publier en mars des comptes détaillés mis à jour.

Il est essentiel que tous les acteurs de la société, a fortiori dans un environnement macroéconomique incertain, disposent de statistiques en général, et de statistiques des administrations publiques en particulier, qui soient de qualité et fiables. C'est la raison pour laquelle les autorités européennes imposent elles aussi des obligations supplémentaires dont le but est de se faire une idée plus précise de la situation financière des différents niveaux de pouvoir. Cela explique également qu'une attention accrue soit accordée à la qualité des données de base que l'ICN doit traiter dans le cadre de ses processus statistiques.

L'ICN s'efforce lui aussi de respecter les exigences supplémentaires en imposant de plus en plus aux différents niveaux de pouvoir d'établir des reportings standardisés, comme par exemple pour le suivi des garanties offertes par les administrations publiques ou pour les données à fournir aux fins d'analyses des participations en capital prises par les administrations publiques. Cette tendance à l'harmonisation des reportings se poursuivra sans relâche à l'avenir.

L'ICN rappelle qu'en vertu du règlement européen 679/2010, un État membre est dans l'obligation de fournir à l'autorité statistique, en l'occurrence l'ICN, toutes les données que l'ICN juge pertinentes pour l'établissement des comptes des administrations publiques. La qualité des données de base constitue, comme le démontre une nouvelle fois l'adaptation de la compilation des statistiques des pouvoirs locaux, un élément essentiel du processus statistique. Pour Eurostat aussi, la qualité des données de base revêt désormais un caractère important, comme l'atteste la mise en place de Upstream Dialogue Visits récurrentes, dont la

première en Belgique a eu lieu du 5 au 7 mars 2012. L'ICN se propose dès lors de prendre les mesures nécessaires pour que la transmission à Eurostat des statistiques des administrations publiques se fonde sur une base légale plus claire, où le rôle des différentes instances nationales serait clairement défini.

Le Président du Conseil d'administration
de l'Institut des comptes nationaux

Régis Massant

Bruxelles, mars 2012

Table des matières

Avant-propos	3
Commentaire	7
Tableaux	9
1. Tableaux synoptiques	11
1.1 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'ensemble des administrations publiques	12
1.2 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement du pouvoir fédéral	13
1.3 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des communautés et régions	14
1.4 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales	15
1.5 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations de sécurité sociale	16
1.6 Détail du solde de financement des communautés et régions	17
2. Comptes	19
2.1 Administrations publiques (S.13)	20
2.2 Pouvoir fédéral (S.1311)	27
2.3 Communautés et régions (S.1312)	34
2.4 Administrations locales (S.1313)	41
2.5 Administrations de sécurité sociale (S.1314)	48
3. Impôts et cotisations sociales effectives par type	55
3.1 Reçus par les administrations publiques (S.13)	56
3.2 Reçus par le pouvoir fédéral (S.1311)	61
3.3 Reçus par les communautés et régions (S.1312)	66
3.4 Reçus par les administrations locales (S.1313)	71
3.5 Reçus par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	76
3.6 Reçus par les institutions de l'Union européenne (S.212)	81
3.7 Prélèvements pour financer d'autres sous-secteurs	86
4. Détail des prestations sociales	87
4.1 Payées par les administrations publiques (S.13)	88
4.2 Payées par le pouvoir fédéral (S.1311)	89
4.3 Payées par les communautés et régions (S.1312)	90
4.4 Payées par les administrations locales (S.1313)	91
4.5 Payées par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	92

Nouveautés méthodologiques	93
Publications de l'ICN et personnes de contact	103
Remarques générales	107
Signes conventionnels	109
Liste des abréviations	111

Commentaire

La révision de la méthodologie d'établissement des comptes des pouvoirs locaux a conduit à une amélioration du solde de financement des administrations locales et de l'ensemble des administrations publiques de 0,2 p.c. du PIB. Cette amélioration résulte d'une révision à la hausse des recettes, en particulier des taxes locales et des dividendes reçus, combinée à une révision à la baisse de dépenses découlant principalement des prestations sociales et de la consommation intermédiaire.

Pour l'ensemble des administrations publiques, le solde de financement de 2011 établi dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs présente, un déficit de 3,7 p.c. du PIB, en amélioration de 0,1 % du PIB par rapport à 2010. Dans le cadre du SEC 1995, le solde de financement n'inclut pas les paiements nets d'intérêts résultant d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux. Ainsi défini, le solde SEC 1995 présente un déficit de 3,9 p.c. du PIB.

TABLEAU 1 DÉPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES SELON LA PROCÉDURE DES DÉFICITS EXCESSIFS¹

	2007	2008	2009	2010	2011
<i>(En millions d'euros)</i>					
Recettes totales	161.676	168.804	163.763	173.194	182.412
dont:					
Recettes fiscales et parafiscales	145.011	150.630	145.549	153.445	160.563
Dépenses totales	161.850	172.213	182.771	186.686	196.121
Dépenses primaires	148.883	158.979	170.409	174.764	183.925
dont:					
Rémunérations	39.624	41.837	43.483	44.768	46.465
Prestations sociales	74.559	80.217	86.055	88.673	92.983
Charges d'intérêts	12.967	13.234	12.362	11.921	12.196
Solde primaire	12.794	9.825	-6.647	-1.571	-1.513
Solde de financement selon la procédure déficits excessifs	-173	-3.409	-19.008	-13.492	-13.709
<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Recettes totales	48,2	48,8	48,1	48,9	49,4
dont:					
Recettes fiscales et parafiscales	43,2	43,5	42,8	43,3	43,5
Dépenses totales	48,2	49,8	53,7	52,7	53,1
Dépenses primaires	44,4	45,9	50,1	49,3	49,8
Charges d'intérêts	3,9	3,8	3,6	3,4	3,3
Solde primaire	3,8	2,8	-2,0	-0,4	-0,4
Solde de financement selon la procédure déficits excessifs	-0,1	-1,0	-5,6	-3,8	-3,7

Source: ICN

¹ Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, le solde de financement est corrigé pour inclure les paiements nets d'intérêts résultant d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux.

Les recettes ont augmenté de 0,5 p.c. du PIB et se sont établies à 49,4 p.c. du PIB en 2011. Quant aux dépenses primaires, elles ont augmenté de 0,5 p.c. du PIB et se sont élevées à 49,8 p.c. du PIB en 2011. Les charges d'intérêts ont, quant à elles, régressé de 0,1 p.c. du PIB pour représenter 3,3 p.c. du PIB.

La croissance *des recettes* est due à l'évolution à la fois des recettes fiscales et parafiscales (0,2 p.c. du PIB) et des recettes non fiscales et non parafiscales (0,3 p.c. du PIB).

L'accroissement des recettes fiscales et parafiscales résulte d'un gonflement des recettes fiscales, qui provient essentiellement des impôts directs des sociétés où les enrôlements ont enregistré une forte augmentation. Les cotisations sociales sont restées stables en proportion du PIB. Les recettes non fiscales et non parafiscales augmentent essentiellement sous l'effet des paiements au titre de commissions pour garanties et de dividendes effectués par des institutions financières suite aux interventions des administrations publiques lors de la crise financière.

L'augmentation *des dépenses* primaires est essentiellement imputable aux autres dépenses en capital en capital (+0,3 p.c. du PIB) et aux prestations sociales (+0,2 p.c. du PIB). Les autres dépenses en capital ont été influencées en 2011 par la décision d'une liquidation encadrée du Holding Communal qui a vu les régions reprendre une partie de ses dettes et abandonner des billets de trésorerie à hauteur de 0,2 p.c. du PIB.

La baisse *des charges d'intérêts* s'explique uniquement par l'évolution favorable du taux d'intérêt implicite, le taux d'endettement des administrations publiques ayant augmenté.

L'évolution du *solde de financement* de l'ensemble des administrations publiques est le résultat de développements différents selon les sous-secteurs.

Le *pouvoir fédéral* a enregistré un déficit de 3,4 p.c. du PIB en 2011, en augmentation par rapport au déficit de 3,0 p.c. du PIB observé en 2010.

Les *communautés et régions* ont clôturé l'année 2011 avec un déficit de 0,2 p.c. du PIB, en amélioration de 0,5 p.c. du PIB vis-à-vis de l'année précédente.

Les comptes des *administrations locales* se sont clôturés, comme en 2010, en équilibre.

Les *administrations de sécurité sociale* ont affiché un déficit de 0,1 p.c. du PIB, comme en 2010.

TABLEAU 2 BESOIN (-) OU CAPACITÉ (+) DE FINANCEMENT DES SOUS-SECTEURS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES SELON LA PROCÉDURE DES DÉFICITS EXCESSIFS

	2007	2008	2009	2010	2011
	<i>(En millions d'euros)</i>				
Pouvoir fédéral (S.1311)	-3.686	-5.627	-14.231	-10.782	-12.438
Communautés et régions (S.1312)	1.255	-94	-2.521	-2.350	-888
Administrations locales (S.1313)	566	725	152	-88	-158
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	1.691	1.586	-2.408	-273	-225
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-173	-3.409	-19.008	-13.492	-13.709
	<i>(En pourcentage du PIB)</i>				
Pouvoir fédéral (S.1311)	-1,1	-1,6	-4,2	-3,0	-3,4
Communautés et régions (S.1312)	0,4	0,0	-0,7	-0,7	-0,2
Administrations locales (S.1313)	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	0,5	0,5	-0,7	-0,1	-0,1
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-0,1	-1,0	-5,6	-3,8	-3,7

Source: ICN

Tableaux

1. Tableaux synoptiques

1.1 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	119.383,9	121.325,0	128.538,6	133.818,1	139.396,0	145.011,0	150.630,3	145.549,1	153.445,3	160.563,2
Impôts directs	45.817,5	45.797,7	48.421,3	51.247,8	52.637,3	54.595,4	56.976,6	51.690,7	55.258,5	58.728,7
Ménages	37.091,0	37.237,7	38.821,5	40.594,7	40.674,9	42.186,3	44.744,3	42.513,5	44.961,1	47.020,0
Sociétés	8.449,4	8.214,8	9.373,3	10.446,7	11.786,2	12.193,5	12.093,0	9.008,1	10.131,4	11.567,9
Autres secteurs	277,1	345,2	226,5	206,4	176,2	215,6	139,3	169,1	166,0	140,8
Impôts indirects	33.872,4	34.888,0	37.507,3	39.330,3	41.621,5	42.665,8	43.206,3	42.541,8	45.498,3	46.627,4
Cotisations sociales effectives	38.438,1	39.248,9	40.433,4	41.367,2	42.983,9	45.534,1	48.077,3	49.081,9	50.198,7	52.540,6
Impôts en capital	1.255,9	1.390,4	2.176,6	1.872,8	2.153,3	2.215,7	2.370,1	2.234,7	2.489,8	2.666,5
Cotisations sociales imputées	5.949,5	6.053,2	6.280,1	6.434,8	6.954,7	7.315,2	7.752,5	8.180,4	8.460,9	9.052,1
Intérêts reçus	886,3	827,2	628,3	599,8	675,3	831,3	1.117,4	885,0	751,1	750,0
Autres revenus de la propriété	1.654,5	1.501,5	1.038,7	1.381,0	1.547,8	1.612,5	1.902,4	1.698,6	2.326,0	2.958,9
Transferts courants en provenance des autres secteurs	1.063,4	1.079,9	1.109,5	1.375,2	1.464,8	1.358,1	1.552,9	1.369,0	1.501,9	1.570,5
Ventes courantes de biens et services produits	4.162,5	4.389,9	4.561,5	4.955,1	5.236,2	5.386,7	5.679,2	5.894,2	6.532,7	7.319,4
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	195,0	5.275,4	369,9	881,1	270,5	161,5	169,2	186,2	175,8	198,0
Total Recettes	133.295,1	140.452,1	142.526,6	149.445,1	155.545,3	161.676,3	168.803,9	163.762,5	173.193,7	182.412,1
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	111.370,0	117.490,2	121.938,9	128.488,0	133.705,1	139.656,4	149.742,0	158.983,3	164.963,5	172.511,3
Rémunérations des salariés	32.531,5	33.833,1	34.663,6	36.422,0	38.092,7	39.623,9	41.836,6	43.483,0	44.768,0	46.465,2
Consommation intermédiaire et impôts payés	10.234,9	10.429,5	10.665,8	10.958,9	11.418,4	11.743,8	12.499,1	13.114,8	13.419,6	13.704,9
Subventions aux entreprises	3.208,6	3.680,0	3.396,7	4.826,2	5.524,0	6.487,4	7.197,4	7.398,7	8.758,8	9.543,8
Prestations sociales	59.791,0	63.276,1	66.343,6	69.007,4	71.096,6	74.559,2	80.216,6	86.055,1	88.672,6	92.983,3
En espèces	42.355,1	44.339,8	46.020,7	47.649,5	49.290,1	51.587,5	54.969,8	58.927,4	60.673,1	63.344,6
En nature fournies par des producteurs marchands	17.435,9	18.936,3	20.322,9	21.357,9	21.806,5	22.971,7	25.246,8	27.127,7	27.999,5	29.638,7
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	2.515,9	2.819,6	3.099,8	3.325,8	3.548,4	3.768,2	4.192,4	4.664,9	5.086,9	5.488,1
Transferts courants aux entreprises	661,0	664,6	670,9	699,0	718,5	717,4	189,5	202,0	200,2	203,7
Transferts courants au reste du monde	2.427,1	2.787,3	3.098,5	3.248,7	3.306,5	3.302,5	3.610,4	4.064,8	4.057,4	4.122,3
Charges d'intérêts	15.453,5	14.713,2	13.915,8	13.083,4	12.821,2	13.117,1	13.402,2	12.639,6	12.369,6	12.770,0
Dépenses en capital	6.880,4	8.750,1	7.373,5	15.827,5	8.027,3	9.226,3	9.237,3	11.425,9	9.800,9	11.413,4
Formation brute de capital fixe	4.445,9	4.548,6	4.606,7	5.067,9	5.002,1	5.236,5	5.355,2	5.761,6	5.768,2	6.255,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-155,7	23,7	22,6	-49,4	-465,1	7,5	26,6	22,1	-178,9	-155,6
Transferts en capital aux autres secteurs	2.590,2	4.177,8	2.744,2	10.809,0	3.490,3	3.982,3	3.855,5	5.642,2	4.211,6	5.313,3
Total Dépenses	133.703,9	140.953,5	143.228,2	157.398,9	154.553,6	161.999,8	172.381,5	183.048,8	187.134,0	196.694,7
Epargne brute	5.020,7	1.582,9	4.125,4	5.119,8	6.595,2	6.525,6	3.120,4	-10.281,3	-6.805,0	-5.733,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-408,8	-501,4	-701,6	-7.953,8	991,7	-323,5	-3.577,6	-19.286,3	-13.940,3	-14.282,6
Solde primaire	15.044,7	14.211,8	13.214,2	5.129,6	13.812,9	12.793,6	9.824,6	-6.646,7	-1.570,7	-1.512,6
p.m. Capacité (+) ou besoin de financement (-) selon la "Procédure déficit excessif"	-231,8	-290,8	-379,0	-7.550,4	1.214,3	-173,2	-3.409,4	-19.008,2	-13.491,9	-13.708,7
p.m. Impôts indirects (y compris les impôts cédés aux institutions de l'Union européenne)	35.472,9	36.588,2	39.023,0	41.017,1	43.367,6	44.575,0	45.287,2	44.178,1	47.192,0	48.382,4

1.2 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU POUVOIR FÉDÉRAL

(millions d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Recettes	73.944,0	79.391,3	79.197,7	84.041,7	86.848,1	89.163,1	93.593,1	87.246,2	94.021,8	98.953,0
Recettes fiscales et parafiscales	69.195,4	69.744,2	74.921,9	78.498,6	81.553,4	83.909,2	87.523,8	81.300,3	87.052,8	90.757,6
Impôts directs	41.859,5	41.462,1	43.928,1	46.615,7	47.703,9	49.107,5	52.232,7	46.221,8	49.653,5	52.763,2
Ménages	33.337,8	33.101,4	34.559,4	36.191,9	35.996,1	36.947,3	40.277,6	37.313,4	39.650,1	41.333,7
Sociétés	8.244,6	8.015,5	9.142,2	10.217,4	11.531,6	11.944,6	11.815,8	8.739,3	9.837,4	11.288,7
Autres secteurs	277,1	345,2	226,5	206,4	176,2	215,6	139,3	169,1	166,0	140,8
Impôts indirects	25.863,0	26.415,0	28.554,0	29.855,3	31.674,1	32.383,5	32.825,6	32.491,6	34.737,4	35.289,1
Cotisations sociales effectives	1.389,3	1.768,7	1.825,5	1.904,2	1.971,9	2.255,5	2.293,9	2.402,0	2.468,3	2.502,2
Impôts en capital	83,6	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	193,6	203,1
Cotisations sociales imputées	1.861,4	1.760,8	1.726,4	1.722,8	1.807,3	1.866,5	1.957,8	2.045,9	2.090,3	2.271,5
Intérêts reçus	592,6	573,5	433,9	418,5	436,5	445,1	599,7	526,9	431,9	421,6
Autres revenus de la propriété	570,4	451,7	223,9	520,5	496,9	639,7	884,7	720,9	1.390,3	1.763,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs	517,8	551,0	485,8	682,9	775,5	647,8	726,9	624,2	552,4	625,8
Ventes courantes de biens et services produits	839,5	947,0	1.023,5	1.307,5	1.407,1	1.456,4	1.693,6	1.814,6	2.245,1	2.858,2
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	279,8	327,6	192,1	158,8	128,0	146,1	150,6	163,7	179,8	166,7
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	82,7	5.032,3	187,0	728,1	145,8	49,2	50,9	43,1	73,1	81,8
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	4,4	3,2	3,2	4,0	97,6	3,1	5,1	6,6	6,1	6,1
Dépenses	74.635,1	78.624,4	79.872,6	92.026,5	87.011,6	92.999,1	99.388,1	101.755,3	105.252,1	111.964,6
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	58.573,0	62.124,8	65.259,1	70.261,1	73.489,7	77.773,2	84.237,8	85.528,4	90.805,9	96.780,2
Rémunérations des salariés	7.034,6	7.205,2	7.154,1	7.546,7	7.802,8	8.060,5	8.522,8	8.674,8	8.714,2	8.963,5
Consommation intermédiaire et impôts payés	2.339,6	2.323,8	2.343,5	2.394,3	2.328,9	2.589,8	3.008,7	2.809,8	3.064,4	3.078,1
Subventions aux entreprises	1.336,4	1.637,5	1.267,7	2.030,6	2.357,0	2.960,1	3.361,7	3.567,9	4.266,3	4.442,5
Prestations sociales	6.154,8	6.564,5	5.816,8	6.032,4	6.184,5	7.233,6	7.687,0	8.225,1	8.394,0	8.875,6
En espèces	5.015,2	5.304,7	5.760,5	5.943,4	6.125,1	7.176,2	7.648,0	8.075,3	8.190,6	8.589,2
En nature fournies par des producteurs marchands	1.139,6	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	39,0	149,8	203,4	286,4
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	382,6	450,8	425,9	573,8	533,5	483,5	512,8	696,2	795,8	918,7
Transferts courants aux entreprises	516,7	519,4	513,4	526,7	546,2	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0
Transferts courants au reste du monde	2.351,3	2.711,0	2.998,6	3.148,4	3.202,0	3.162,8	3.461,3	3.952,4	3.918,2	3.984,9
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	27.115,6	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0	48.924,7
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	11.341,4	12.275,2	12.486,2	12.924,7	13.530,6	13.846,4	15.070,6	15.367,0	18.260,5	17.592,2
Charges d'intérêts	14.642,3	13.737,6	13.040,3	12.439,5	12.331,8	12.393,2	12.493,8	11.845,9	11.582,8	11.858,9
Dépenses en capital	1.419,8	2.762,0	1.573,2	9.325,9	1.190,1	2.832,7	2.656,5	4.381,0	2.863,4	3.325,5
Formation brute de capital fixe	535,0	439,4	430,4	510,2	53,2	623,2	736,8	812,5	601,9	592,4
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-182,5	2,9	7,7	-82,8	-430,4	8,5	7,3	3,1	-9,9	9,8
Transferts en capital aux autres secteurs	1.020,5	2.173,5	458,9	8.736,3	1.511,5	2.143,3	1.830,2	3.440,8	2.112,5	2.575,3
Transferts en capital aux autres administrations publiques	46,8	146,2	676,2	162,2	55,8	57,7	82,2	124,6	158,9	148,0
Epargne brute	558,0	-1.605,0	93,8	485,6	579,7	-1.218,3	-3.366,1	-10.362,7	-8.639,7	-9.977,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-691,1	766,9	-674,9	-7.984,8	-163,5	-3.836,0	-5.795,0	-14.509,1	-11.230,3	-13.011,6

1.3 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Recettes	36.816,5	39.053,8	40.922,1	43.137,3	45.057,9	47.455,7	50.024,7	49.135,5	50.767,0	55.033,6
Recettes fiscales et parafiscales	5.467,7	5.961,8	6.395,7	6.981,6	7.439,7	7.774,2	7.796,8	6.899,9	8.010,3	8.621,2
Impôts directs	813,1	1.000,4	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.015,3	948,9	563,3	987,7	1.128,7
Ménages	813,1	1.000,4	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.015,3	948,9	563,3	987,7	1.128,7
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	3.450,5	3.640,9	3.774,9	4.145,5	4.408,2	4.668,3	4.604,0	4.246,7	4.686,3	4.988,1
Cotisations sociales effectives	31,8	28,5	37,8	37,5	41,7	37,6	45,4	40,1	40,1	41,0
Impôts en capital	1.172,3	1.292,0	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.296,2	2.463,4
Cotisations sociales imputées	3.054,8	3.222,8	3.429,8	3.639,0	3.850,1	4.054,0	4.354,5	4.619,2	4.808,2	5.146,4
Intérêts reçus	132,9	90,0	106,7	78,3	108,1	182,4	220,9	162,9	113,7	112,7
Autres revenus de la propriété	77,8	92,6	111,0	112,5	89,8	94,0	91,6	121,2	149,3	404,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs	242,1	272,1	302,5	380,2	401,4	397,2	434,1	343,7	520,5	514,2
Ventes courantes de biens et services produits	1.964,6	2.051,7	2.070,0	2.106,9	2.311,6	2.282,2	2.326,9	2.362,5	2.504,7	2.526,7
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	22.488,0	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6	31.911,6
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	3.325,3	3.553,9	3.754,0	3.967,9	4.169,2	4.502,7	4.760,9	5.120,0	5.339,2	5.623,5
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	31,5	35,8	30,4	35,7	45,7	41,4	40,2	39,6	40,9	45,3
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	31,8	134,5	491,0	123,3	42,2	48,0	69,3	106,2	137,6	127,3
Dépenses	37.198,5	39.028,1	40.931,2	42.760,3	44.519,1	46.201,2	50.118,3	51.656,6	53.116,6	55.921,1
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	32.645,8	34.541,1	35.875,5	37.827,1	39.743,0	41.496,9	44.276,3	46.330,5	47.723,2	49.692,7
Rémunérations des salariés	14.737,0	15.380,5	15.981,7	16.650,7	17.322,2	18.070,2	19.150,0	20.033,8	20.616,4	21.473,7
Consommation intermédiaire et impôts payés	4.392,0	4.593,2	4.752,4	4.771,3	5.163,8	5.269,0	5.462,8	5.935,0	5.799,2	5.957,9
Subventions aux entreprises	950,4	971,7	898,6	1.313,0	1.299,4	1.407,2	1.428,1	1.268,0	1.475,9	1.569,5
Prestations sociales	5.053,8	5.280,3	5.745,6	6.118,4	6.457,3	6.828,9	7.384,7	7.912,2	8.178,2	8.600,1
En espèces	3.503,5	3.707,5	3.955,7	4.197,6	4.427,4	4.682,9	5.004,3	5.320,3	5.500,3	5.843,3
En nature fournies par des producteurs marchands	1.550,3	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.591,9	2.677,9	2.756,8
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	1.483,0	1.679,7	1.917,5	1.967,7	2.099,4	2.305,0	2.620,3	2.829,9	3.075,0	3.258,1
Transferts courants aux entreprises	83,6	84,2	91,3	99,9	99,3	98,7	106,4	112,5	114,7	117,0
Transferts courants au reste du monde	75,8	76,3	78,4	81,2	84,8	87,1	87,8	92,7	86,9	95,3
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	5.870,2	6.475,2	6.410,0	6.824,9	7.216,8	7.430,8	8.036,2	8.146,4	8.376,9	8.621,1
Charges d'intérêts	660,1	665,9	593,5	456,8	364,8	461,2	521,2	600,6	637,8	721,2
Dépenses en capital	3.892,6	3.821,1	4.462,2	4.476,4	4.411,3	4.243,1	5.320,8	4.725,5	4.755,6	5.507,2
Formation brute de capital fixe	2.104,4	2.008,0	2.068,4	2.042,8	2.074,8	2.081,5	2.215,7	2.283,6	2.550,2	2.696,8
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	3,7	4,7	-3,9	9,4	2,9	5,0	11,9	3,3	-144,0	-140,4
Transferts en capital aux autres secteurs	1.291,6	1.346,1	1.895,0	1.768,3	1.745,4	1.606,3	1.744,3	1.926,3	1.828,8	2.417,2
Transferts en capital aux autres administrations publiques	492,9	462,3	502,7	655,9	588,2	550,3	1.348,9	512,3	520,6	533,6
Epargne brute	2.275,0	2.384,5	2.369,4	2.945,0	2.912,4	3.355,2	2.919,2	8,8	-68,7	1.983,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-382,0	25,7	-9,1	377,0	538,8	1.254,5	-93,6	-2.521,1	-2.349,6	-887,5

1.4 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES

(millions d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Recettes	17.663,7	19.029,0	19.272,6	20.339,9	21.532,7	22.741,6	23.747,9	24.361,2	24.675,0	25.843,8
Recettes fiscales et parafiscales	5.857,6	6.253,9	6.391,8	6.638,9	7.049,2	7.679,4	7.026,4	8.122,2	8.039,8	8.520,2
Impôts directs	2.250,0	2.391,6	2.421,0	2.529,0	2.789,2	3.267,1	2.547,9	3.589,2	3.291,4	3.491,6
Ménages	2.250,0	2.391,6	2.421,0	2.529,0	2.789,2	3.267,1	2.547,9	3.589,2	3.291,4	3.491,6
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	3.587,4	3.842,3	3.949,1	4.087,4	4.241,5	4.391,8	4.457,1	4.511,6	4.729,1	5.008,7
Cotisations sociales effectives	20,2	20,0	21,7	22,5	18,5	20,5	21,4	21,4	19,3	19,9
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	1.018,1	1.053,6	1.107,2	1.055,3	1.278,1	1.374,9	1.419,4	1.493,4	1.539,3	1.610,0
Intérêts reçus	132,4	136,2	135,9	140,3	173,6	227,7	262,4	197,5	187,3	187,3
Autres revenus de la propriété	1.006,3	957,2	703,8	748,0	961,1	878,8	926,1	856,5	786,4	790,5
Transferts courants en provenance des autres secteurs	181,8	181,9	204,7	213,1	248,0	268,6	313,0	294,0	323,1	324,6
Ventes courantes de biens et services produits	1.302,3	1.353,3	1.426,5	1.502,0	1.473,9	1.600,1	1.610,1	1.662,6	1.721,8	1.871,7
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	7.511,0	8.325,9	8.579,1	9.139,3	9.549,8	9.991,2	10.870,9	11.016,3	11.348,4	11.794,0
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	53,0	148,6	65,9	56,4	49,2	32,4	40,3	40,2	28,7	29,2
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	506,2	473,1	516,1	697,7	603,8	562,4	1.168,1	539,5	551,5	563,9
Dépenses	18.257,3	19.453,1	19.326,9	20.389,4	21.761,6	22.175,1	23.023,3	24.209,4	24.762,7	26.002,1
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	15.647,0	16.132,1	16.201,6	17.051,5	18.253,6	18.840,5	19.650,4	20.740,2	21.500,2	22.317,8
Rémunérations des salariés	9.693,8	10.131,4	10.378,6	11.032,7	11.727,5	12.211,3	12.830,0	13.372,4	13.956,4	14.476,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	2.754,3	2.733,0	2.764,7	2.956,7	3.061,5	2.990,5	3.098,6	3.386,6	3.519,9	3.583,2
Subventions aux entreprises	314,2	320,7	326,6	332,1	397,4	383,9	283,0	261,5	279,0	299,3
Prestations sociales	2.148,7	2.221,0	1.956,3	1.935,5	2.158,5	2.240,8	2.442,6	2.588,2	2.638,0	2.797,3
En espèces	1.764,3	1.797,3	1.708,6	1.682,7	1.917,6	2.000,6	2.156,1	2.298,0	2.350,6	2.468,1
En nature fournies par des producteurs marchands	384,4	423,7	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	290,2	287,4	329,2
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	513,9	527,4	523,8	551,5	666,6	703,7	740,6	810,9	818,9	873,1
Transferts courants aux entreprises	60,7	61,0	66,2	72,4	73,0	72,7	83,1	89,0	85,0	86,7
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	161,4	137,6	185,4	170,6	169,1	237,6	172,5	231,6	203,0	202,1
Charges d'intérêts	585,0	645,6	649,1	548,5	498,2	645,4	736,7	565,1	487,3	487,6
Dépenses en capital	2.025,3	2.675,4	2.476,2	2.789,4	3.009,8	2.689,2	2.636,2	2.904,1	2.775,2	3.196,7
Formation brute de capital fixe	1.732,4	2.013,0	2.067,2	2.464,7	2.825,9	2.472,5	2.353,2	2.617,1	2.526,6	2.897,6
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	23,1	16,1	18,8	24,0	-37,6	-6,0	7,4	15,7	-25,0	-25,0
Transferts en capital aux autres secteurs	267,1	644,0	384,1	293,8	216,2	217,2	264,2	255,9	257,9	308,4
Transferts en capital aux autres administrations publiques	2,7	2,3	6,1	6,9	5,3	5,5	11,4	15,4	15,7	15,7
Epargne brute	872,5	1.629,6	1.839,9	1.985,8	2.127,9	2.660,9	2.152,4	2.476,2	2.107,3	2.445,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-593,6	-424,1	-54,3	-49,5	-228,9	566,5	724,6	151,8	-87,7	-158,3

1.5 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

(millions d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Recettes	50.511,5	51.401,8	56.234,0	58.327,8	61.280,6	64.445,4	69.306,7	70.238,5	75.214,2	79.143,1
Recettes fiscales et parafiscales	38.863,2	39.365,1	40.829,2	41.699,0	43.353,7	45.648,2	48.283,3	49.226,7	50.342,4	52.664,2
Impôts directs	894,9	943,6	1.051,5	1.053,9	1.104,2	1.205,5	1.247,1	1.316,4	1.325,9	1.345,2
Ménages	690,1	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9	1.066,0
Sociétés	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	279,2
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	971,5	989,8	1.229,3	1.242,1	1.297,7	1.222,2	1.319,6	1.291,9	1.345,5	1.341,5
Cotisations sociales effectives	36.996,8	37.431,7	38.548,4	39.403,0	40.951,8	43.220,5	45.716,6	46.618,4	47.671,0	49.977,5
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	15,2	16,0	16,7	17,7	19,2	19,8	20,8	21,9	23,1	24,2
Intérêts reçus	470,1	369,3	326,6	324,8	331,2	359,8	384,4	372,3	362,8	345,9
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	121,7	74,9	116,5	99,0	39,9	44,5	78,9	107,1	105,9	105,9
Ventes courantes de biens et services produits	56,1	37,9	41,5	38,7	43,6	48,0	48,6	54,5	61,1	62,8
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	4.532,6	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7	16.860,7
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	6.424,8	6.826,4	6.761,9	6.865,0	7.205,1	7.055,8	7.680,7	7.657,3	10.185,1	9.037,7
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	27,8	58,7	86,6	60,9	29,8	38,5	37,8	63,3	33,1	41,7
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	174,7	0,0	0,0	0,0	200,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses	49.253,6	52.271,7	56.197,3	58.624,3	60.435,3	62.753,9	67.720,3	72.646,4	75.486,9	79.368,3
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	49.160,7	52.163,4	56.142,7	58.562,8	60.275,1	62.678,1	67.653,5	72.576,2	75.378,7	79.267,2
Rémunérations des salariés	1.066,1	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,9	1.333,8	1.402,0	1.481,0	1.551,9
Consommation intermédiaire et impôts payés	749,0	779,5	805,2	836,6	864,2	894,5	929,0	983,4	1.036,1	1.085,7
Subventions aux entreprises	607,6	750,1	903,8	1.150,5	1.470,2	1.736,2	2.124,6	2.301,3	2.737,6	3.232,5
Prestations sociales	46.433,7	49.210,3	52.824,9	54.921,1	56.296,3	58.255,9	62.702,3	67.329,6	69.462,4	72.710,3
En espèces	32.072,1	33.530,3	34.595,9	35.825,8	36.820,0	37.727,8	40.161,4	43.233,8	44.631,6	46.444,0
En nature fournies par des producteurs marchands	14.361,6	15.680,0	18.229,0	19.095,3	19.476,3	20.528,1	22.540,9	24.095,8	24.830,8	26.266,3
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	136,4	161,7	232,6	232,8	248,9	276,0	318,7	327,9	397,2	438,2
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	21,5	19,1	19,7	52,6	61,3	19,7	52,3	42,1
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	167,9	145,8	205,5	210,8	135,6	181,0	183,8	212,3	212,1	206,5
Charges d'intérêts	7,8	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,6	6,3	19,8
Dépenses en capital	85,1	102,4	46,9	60,8	159,7	74,8	66,3	67,6	101,9	81,3
Formation brute de capital fixe	74,1	88,2	40,7	50,2	48,2	59,3	49,5	48,4	89,5	68,9
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	11,0	14,2	6,2	10,6	17,2	15,5	16,8	19,2	12,4	12,4
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	94,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne brute	1.315,2	-826,2	-177,7	-296,6	975,2	1.727,8	1.414,9	-2.403,6	-203,9	-185,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	1.257,9	-869,9	36,7	-296,5	845,3	1.691,5	1.586,4	-2.407,9	-272,7	-225,2

1.6 DÉTAIL DU SOLDE DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Communauté flamande	1.787,4	-320,5	85,6	149,0	293,7	571,3	1.027,0	-60,3	-1.099,6	-975,8
Communauté française	-57,1	-88,9	-32,0	-10,5	7,6	15,6	-32,6	59,6	-265,3	-726,0
Région wallonne	135,8	-6,3	-71,7	-100,3	-46,5	16,2	242,4	-56,8	-812,5	-394,1
Région de Bruxelles-Capitale	121,7	10,6	63,7	-92,7	65,3	-55,4	38,0	-49,5	-303,8	-261,4
Communauté germanophone	-2,9	-3,4	-4,7	2,2	1,2	0,2	2,1	3,9	-11,7	-7,3
Commission communautaire française	-3,1	-1,4	-5,0	-7,3	1,6	-8,9	5,5	0,1	-6,7	-0,1
Commission communautaire flamande	16,6	23,8	23,0	14,7	20,9	0,9	-5,2	20,1	4,9	3,9
Commission communautaire commune	0,8	3,3	8,8	-7,6	-4,2	6,0	10,3	3,0	4,8	-0,1
Ajustement statistique	-45,8	0,8	-42,0	43,4	37,5	-7,2	-33,0	-13,7	-31,2	11,3
Total	1.953,4	-382,0	25,7	-9,1	377,1	538,7	1.254,5	-93,6	-2.521,1	-2.349,6

2. Comptes

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	43.292,1	47.032,3	48.632,4	49.892,6	52.394,2	54.939,8	57.083,1	60.398,5	62.336,4	64.219,2
Production marchande (P.11)	1.487,2	1.771,3	1.822,8	1.848,9	1.950,1	2.092,4	2.161,9	2.157,2	2.123,7	2.203,3
Production pour usage final propre (P.12)	212,0	246,6	288,6	314,7	335,4	362,0	387,5	405,6	399,7	429,3
Autre production non marchande (P.13)	41.592,9	45.014,4	46.521,0	47.729,0	50.108,7	52.485,4	54.533,7	57.835,7	59.813,0	61.586,6
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	1.959,6	2.144,6	2.278,5	2.397,9	2.669,6	2.781,8	2.837,3	3.116,4	3.370,8	3.900,1
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	39.633,3	42.869,8	44.242,5	45.331,1	47.439,1	49.703,6	51.696,4	54.719,3	56.442,2	57.686,5
Total Ressources	43.292,1	47.032,3	48.632,4	49.892,6	52.394,2	54.939,8	57.083,1	60.398,5	62.336,4	64.219,2
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	8.767,2	10.185,2	10.324,6	10.640,0	10.930,9	11.376,8	11.690,9	12.503,9	13.105,2	13.410,3
Valeur ajoutée brute (B.1b)	34.524,9	36.847,1	38.307,8	39.252,6	41.463,3	43.563,0	45.392,2	47.894,6	49.231,2	50.808,9
Consommation de capital fixe (K.1)	4.181,1	4.291,0	4.449,0	4.560,3	5.004,7	5.434,1	5.733,1	6.020,2	5.709,7	6.001,5
Valeur ajoutée nette (B.1n)	30.343,8	32.556,1	33.858,8	34.692,3	36.458,6	38.128,9	39.659,1	41.874,4	43.521,5	44.807,4
Total Emplois	43.292,1	47.032,3	48.632,4	49.892,6	52.394,2	54.939,8	57.083,1	60.398,5	62.336,4	64.219,2
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	30.343,8	32.556,1	33.858,8	34.692,3	36.458,6	38.128,9	39.659,1	41.874,4	43.521,5	44.807,4
Total Ressources	30.343,8	32.556,1	33.858,8	34.692,3	36.458,6	38.128,9	39.659,1	41.874,4	43.521,5	44.807,4
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	30.326,2	32.531,5	33.833,1	34.663,6	36.422,0	38.092,7	39.623,9	41.836,6	43.483,0	44.768,0
Salaires et traitements bruts (D.11)	21.681,5	23.212,8	23.995,5	24.507,2	25.911,6	26.946,1	27.941,1	29.463,1	30.375,0	31.137,0
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	8.644,7	9.318,7	9.837,6	10.156,4	10.510,4	11.146,6	11.682,8	12.373,5	13.108,0	13.631,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	3.078,2	3.369,2	3.784,4	3.876,3	4.075,6	4.191,9	4.367,6	4.621,0	4.927,6	5.170,1
A destination des administrations publiques	2.778,6	3.057,6	3.450,9	3.561,7	3.734,4	3.898,5	4.059,7	4.298,6	4.593,0	4.788,5
A destination des autres secteurs	299,6	311,6	333,5	314,6	341,2	293,4	307,9	322,4	334,6	381,6
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	5.566,5	5.949,5	6.053,2	6.280,1	6.434,8	6.954,7	7.315,2	7.752,5	8.180,4	8.460,9
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	17,6	24,6	25,7	28,7	36,6	36,2	35,2	37,8	38,5	39,4
Total Emplois	30.343,8	32.556,1	33.858,8	34.692,3	36.458,6	38.128,9	39.659,1	41.874,4	43.521,5	44.807,4
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	17,6	24,6	25,7	28,7	36,6	36,2	35,2	37,8	38,5	39,4
Impôts sur la production et les importations (D.2)	32.404,4	33.872,4	34.888,0	37.507,3	39.330,3	41.621,5	42.665,8	43.206,3	42.541,8	45.498,3
Impôts sur les produits (D.21)	27.497,4	28.924,9	29.581,5	32.107,1	34.003,0	35.356,2	37.091,5	37.062,4	36.326,5	39.006,8
Taxe du type TVA (D.211)	16.999,3	18.020,4	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8	23.175,8	24.796,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	9.866,5	10.230,4	10.683,0	11.542,6	12.219,9	12.403,9	12.779,1	12.522,4	12.267,3	13.286,9
Autres impôts sur la production (D.29)	4.907,0	4.947,5	5.306,5	5.400,2	5.327,3	6.265,3	5.574,3	6.143,9	6.215,3	6.491,5
Subventions (D.3)	-3.200,4	-3.208,6	-3.680,0	-3.396,7	-4.826,2	-5.524,0	-6.487,4	-7.197,4	-7.398,7	-8.758,8
Subventions sur les produits (D.31)	-1.366,1	-1.332,3	-1.620,4	-1.158,6	-2.094,8	-2.075,7	-2.284,8	-2.207,3	-1.755,8	-1.982,9
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-1.366,1	-1.332,3	-1.620,4	-1.158,6	-2.094,8	-2.075,7	-2.284,8	-2.207,3	-1.755,8	-1.982,9
Autres subventions sur la production (D.39)	-1.834,3	-1.876,3	-2.059,6	-2.238,1	-2.731,4	-3.448,3	-4.202,6	-4.990,1	-5.642,9	-6.775,9

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Revenus de la propriété (D.4)	3.317,4	2.982,5	2.670,5	2.041,8	2.342,9	2.597,2	2.827,5	3.369,8	2.958,2	3.421,7
Intérêts (D.41)	1.426,9	1.328,0	1.169,0	1.003,1	961,9	1.049,4	1.215,0	1.467,4	1.259,6	1.095,7
En provenance des administrations publiques	338,9	441,7	341,8	374,8	362,1	374,1	383,7	350,0	374,6	344,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	293,4	384,9	261,5	286,2	299,0	300,6	313,6	255,3	303,5	295,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	45,5	56,8	80,3	88,6	63,1	73,5	70,1	94,7	71,1	48,7
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.088,0	886,3	827,2	628,3	599,8	675,3	831,3	1.117,4	885,0	751,1
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	1.018,8	850,7	792,9	603,3	548,1	614,9	743,2	1.045,8	697,2	587,9
Revenus distribués des sociétés (D.42)	1.759,4	1.499,7	1.343,4	842,5	1.170,5	1.376,5	1.435,7	1.715,4	1.516,8	2.094,9
Dividendes (D.421)	1.720,7	1.457,1	1.312,1	810,1	1.136,5	1.329,3	1.382,2	1.655,0	1.478,5	2.058,4
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	38,7	42,6	31,3	32,4	34,0	47,2	53,5	60,4	38,3	36,5
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	14,7	15,3	15,0	15,6	16,8	17,6	18,8	23,1	16,7	17,0
Loyers (D.45)	116,4	139,5	143,1	180,6	193,7	153,7	158,0	163,9	165,1	214,1
Total Ressources	32.539,0	33.670,9	33.904,2	36.181,1	36.883,6	38.730,9	39.041,1	39.416,5	38.139,8	40.200,6
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	17.189,7	15.904,0	15.060,6	14.296,3	13.451,0	13.205,6	13.507,2	13.755,0	13.018,0	12.717,9
Intérêts (D.41)	17.185,7	15.895,2	15.055,0	14.290,6	13.445,5	13.195,3	13.500,8	13.752,2	13.014,2	12.714,2
Versés aux administrations publiques	338,9	441,7	341,8	374,8	362,1	374,1	383,7	350,0	374,6	344,6
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	11,9	17,9	18,0	26,6	28,0	42,1	33,7	62,7	55,4	25,8
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	9,3	31,4	17,0	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7	4,4	4,5
Versés aux administrations locales	56,3	34,7	51,0	51,6	38,8	52,3	61,9	30,2	5,0	3,2
Versés aux administrations de sécurité sociale	261,4	357,7	255,8	286,1	284,8	268,3	276,2	246,4	309,8	311,1
Versés aux autres secteurs	16.846,8	15.453,5	14.713,2	13.915,8	13.083,4	12.821,2	13.117,1	13.402,2	12.639,6	12.369,6
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	16.923,6	15.806,4	14.880,6	14.072,4	13.413,5	13.296,3	13.404,2	13.540,5	12.898,5	12.672,4
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	4	9	6	6	6	10	6	3	4	4
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	15.349,3	17.766,9	18.843,6	21.884,8	23.432,6	25.525,3	25.533,9	25.661,5	25.121,8	27.482,7
Total Emplois	32.539,0	33.670,9	33.904,2	36.181,1	36.883,6	38.730,9	39.041,1	39.416,5	38.139,8	40.200,6
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	15.349,3	17.766,9	18.843,6	21.884,8	23.432,6	25.525,3	25.533,9	25.661,5	25.121,8	27.482,7
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	44.733,3	45.817,5	45.797,7	48.421,3	51.247,8	52.637,3	54.595,4	56.976,6	51.690,7	55.258,5
Impôts sur le revenu (D.51)	43.316,6	44.047,4	44.064,0	46.578,5	48.894,0	50.746,6	52.671,1	54.989,8	49.705,1	53.162,6
En provenance des administrations publiques	54,6	49,7	104,9	25,8	28,0	41,6	52,9	-4,8	9,6	9,3
En provenance des autres secteurs	43.262,0	43.997,7	43.959,1	46.552,7	48.866,0	50.705,0	52.618,2	54.994,6	49.695,5	53.153,3
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	8.091,5	8.141,6	7.911,6	8.991,4	9.815,8	11.372,2	11.762,5	11.602,5	8.530,7	9.601,0
En provenance des ménages	35.028,9	35.666,0	35.843,1	37.398,9	38.912,5	39.241,8	40.725,3	43.280,2	41.033,7	43.428,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	141,6	190,1	204,4	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9	131,1	124,2
Autres impôts courants (D.59)	1.416,7	1.770,1	1.733,7	1.842,8	2.353,8	1.890,7	1.924,3	1.986,8	1.985,6	2.095,9
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.416,7	1.770,1	1.733,7	1.842,8	2.353,8	1.890,7	1.924,3	1.986,8	1.985,6	2.095,9
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	279,1	307,8	303,2	381,9	630,9	414,0	431,0	490,5	477,4	530,4
En provenance des ménages	1.096,6	1.425,0	1.394,6	1.422,6	1.682,2	1.433,1	1.461,0	1.464,1	1.479,8	1.533,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	41,0	37,3	35,9	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2	28,4	32,5

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	42.211,0	44.387,6	45.302,1	46.713,5	47.802,0	49.938,6	52.849,3	55.829,8	57.262,3	58.659,6
Cotisations sociales effectives (D.611)	36.644,5	38.438,1	39.248,9	40.433,4	41.367,2	42.983,9	45.534,1	48.077,3	49.081,9	50.198,7
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	21.928,0	23.174,6	23.743,6	24.358,5	24.961,4	26.072,1	27.649,4	29.141,2	29.679,4	30.340,7
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	21.928,0	23.174,6	23.743,6	24.358,5	24.961,4	26.072,1	27.649,4	29.141,2	29.679,4	30.340,7
A charge des administrations publiques	2.778,6	3.057,6	3.450,9	3.561,7	3.734,4	3.898,5	4.059,7	4.298,6	4.593,0	4.788,5
A charge des autres secteurs	19.149,3	20.117,0	20.292,7	20.796,8	21.227,0	22.173,6	23.589,7	24.842,6	25.086,4	25.552,2
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	11.576,6	11.963,4	12.112,2	12.512,4	12.714,7	13.024,4	13.851,5	14.406,9	14.647,5	14.992,6
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	11.569,7	11.958,8	12.110,3	12.511,1	12.713,4	13.023,3	13.850,5	14.405,9	14.646,4	14.991,5
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,9	4,6	1,9	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	3.139,9	3.300,1	3.393,1	3.562,5	3.691,1	3.887,4	4.033,2	4.529,2	4.755,0	4.865,4
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	3.092,1	3.252,7	3.345,0	3.514,4	3.641,8	3.833,3	3.979,6	4.468,1	4.693,9	4.804,3
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	47,8	47,4	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1
Cotisations sociales imputées (D.612)	5.566,5	5.949,5	6.053,2	6.280,1	6.434,8	6.954,7	7.315,2	7.752,5	8.180,4	8.460,9
Autres transferts courants (D.7)	46.433,1	45.719,9	48.551,1	52.649,5	56.589,7	59.521,1	62.490,4	67.628,9	67.561,0	71.946,4
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	95,8	96,0	105,4	123,2	140,4	133,8	132,8	143,2	151,4	154,4
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	45.374,9	44.656,5	47.471,2	51.540,0	55.214,5	58.056,3	61.132,3	66.076,0	66.192,0	70.444,5
Transferts de recettes fiscales	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	16.501,9	17.540,9	19.033,8	19.287,1	20.131,0	21.052,1	21.695,8	23.463,1	23.957,3	27.052,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	10.632,6	11.341,4	12.275,2	12.486,2	12.924,7	13.530,6	13.846,4	15.070,6	15.367,0	18.260,5
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	5.573,4	5.870,2	6.475,2	6.410,0	6.824,9	7.216,8	7.430,8	8.036,2	8.146,4	8.376,9
En provenance des administrations locales	137,8	161,4	137,6	185,4	170,6	169,1	237,6	172,5	231,6	203,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	158,1	167,9	145,8	205,5	210,8	135,6	181,0	183,8	212,3	212,1
Coopération internationale courante (D.74)	262,1	250,5	121,6	157,5	226,5	267,1	174,7	191,8	150,0	161,4
En provenance des états membres de l'Union européenne	160,0	184,7	15,0	101,2	126,9	127,6	97,9	49,2	49,5	31,8
En provenance des institutions de l'Union européenne	101,8	65,5	106,2	55,9	99,2	139,2	76,6	142,3	100,3	129,4
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2
Transferts courants divers (D.75)	700,3	716,9	852,9	828,8	1.008,3	1.063,9	1.050,6	1.217,9	1.067,6	1.186,1
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	700,3	716,9	852,9	828,8	1.008,3	1.063,9	1.050,6	1.217,9	1.067,6	1.186,1
En provenance des sociétés non financières	193,4	218,4	200,1	256,4	257,9	205,6	152,0	211,4	192,6	207,5
En provenance des sociétés financières	0,0	2,4	0,2	2,4	1,6	1,2	2,6	2,8	2,9	7,6
En provenance des ménages	506,9	496,0	507,3	570,0	639,0	649,8	733,1	812,4	770,8	971,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,1	145,3	0,0	109,8	207,3	162,9	191,3	101,3	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	145,3	0,0	109,8	207,3	162,9	191,3	101,3	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	148.726,7	153.691,9	158.494,5	169.669,1	179.072,1	187.622,3	195.469,0	206.096,8	201.635,8	213.347,2
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	54,7	49,7	104,9	25,8	28,0	41,6	52,9	-4,8	9,6	9,3
Impôts sur le revenu (D.51)	54,7	49,7	104,9	25,8	28,0	41,6	52,9	-4,8	9,6	9,3
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	39.890,7	42.355,1	44.339,8	46.020,7	47.649,5	49.290,1	51.587,5	54.969,8	58.927,4	60.673,1
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	31.585,1	33.475,4	35.021,1	36.369,2	37.718,4	38.824,8	40.637,1	43.247,2	46.471,4	47.954,6
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	5,0	35,0	37,0	39,0	41,8	43,5	45,9	48,7	52,1	52,4
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	5.586,7	5.968,2	6.171,5	6.449,3	6.627,7	7.090,9	7.439,7	7.868,9	8.284,7	8.583,2
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	2.713,9	2.876,5	3.110,2	3.163,2	3.261,6	3.330,9	3.464,8	3.805,0	4.119,2	4.082,9
Autres transferts courants (D.7)	50.580,8	50.250,6	53.741,6	58.399,6	62.481,5	65.616,5	68.369,2	74.061,8	75.125,9	79.791,3
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	133,2	144,3	145,2	157,5	172,3	171,3	170,1	183,4	193,9	197,8
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	45.374,9	44.656,5	47.471,2	51.540,0	55.214,5	58.056,3	61.132,3	66.076,0	66.192,0	70.444,5
Transferts de recettes fiscales	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6
Aux administrations locales	77,5	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7
Aux administrations de sécurité sociale	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	16.501,9	17.540,9	19.033,8	19.287,1	20.131,0	21.052,1	21.695,8	23.463,1	23.957,3	27.052,5
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	236,5	279,8	327,6	192,1	158,8	128,0	146,1	150,6	163,7	179,8
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	3.093,4	3.325,3	3.553,9	3.754,0	3.967,9	4.169,2	4.502,7	4.760,9	5.120,0	5.339,2
Aux administrations locales	6.842,6	7.511,0	8.325,9	8.579,1	9.139,3	9.549,8	9.991,2	10.870,9	11.016,3	11.348,4
Aux administrations de sécurité sociale	6.329,4	6.424,8	6.826,4	6.761,9	6.865,0	7.205,1	7.055,8	7.680,7	7.657,3	10.185,1
Coopération internationale courante (D.74)	552,7	579,0	682,5	666,8	703,1	710,9	713,0	784,8	743,1	867,9
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	67,9	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	1,8	19,5
Versée aux institutions de l'Union européenne	31,5	59,1	87,0	114,1	111,1	119,0	149,6	185,5	149,8	188,3
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	521,2	519,9	527,6	552,7	592,0	591,9	563,4	598,1	591,5	660,1
Transferts courants divers (D.75)	4.520,0	4.870,8	5.442,7	6.035,3	6.391,6	6.678,0	6.353,8	7.017,6	7.996,9	8.281,1
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	4.520,0	4.870,8	5.442,7	6.035,3	6.391,6	6.678,0	6.353,8	7.017,6	7.996,9	8.281,1
Versés aux sociétés non financières	519,6	516,7	519,4	513,4	526,7	547,2	1,3	6,1	8,1	2,4
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	459,5	470,1	514,7	588,7	762,3	526,5	490,9	577,4	783,2	948,4
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1.926,8	2.035,9	2.303,8	2.501,5	2.557,0	3.008,7	3.272,1	3.608,5	3.883,9	4.140,8
Versés au reste du monde	1.614,1	1.848,1	2.104,8	2.431,7	2.545,6	2.595,6	2.589,5	2.825,6	3.321,7	3.189,5
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,3	0,7	0,2	0,5	0,6	0,4	0,8	0,9	0,8	0,8
Versés aux institutions de l'Union européenne	1.417,6	1.621,5	1.905,7	2.222,8	2.351,8	2.389,1	2.381,2	2.536,2	2.990,4	2.856,9
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	1.116,9	1.338,2	1.610,7	1.960,5	2.124,2	2.139,9	2.148,7	2.233,0	2.739,3	2.684,3
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	196,2	225,9	198,9	208,4	193,2	206,1	207,5	288,5	330,5	331,8
Revenu disponible (B.6n)	58.200,5	61.036,5	60.308,2	65.223,0	68.913,1	72.674,1	75.459,4	77.070,0	67.572,9	72.873,5
Total Emplois	148.726,7	153.691,9	158.494,5	169.669,1	179.072,1	187.622,3	195.469,0	206.096,8	201.635,8	213.347,2

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	58.200,5	61.036,5	60.308,2	65.223,0	68.913,1	72.674,1	75.459,4	77.070,0	67.572,9	72.873,5
Total Ressources	58.200,5	61.036,5	60.308,2	65.223,0	68.913,1	72.674,1	75.459,4	77.070,0	67.572,9	72.873,5
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	34.546,6	36.393,6	38.585,0	40.748,9	42.726,7	44.549,9	46.722,9	50.535,7	53.224,8	55.128,9
Prestations sociales en nature (D.631)	16.761,1	17.435,9	18.936,3	20.322,9	21.357,9	21.806,5	22.971,7	25.246,8	27.127,7	27.999,5
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	1.347,4	1.403,7	1.544,0	1.724,1	1.780,7	1.904,8	2.013,6	2.256,6	2.437,8	2.457,9
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	12.616,5	12.957,9	14.136,0	16.504,9	17.314,6	17.571,5	18.514,5	20.284,3	21.658,0	22.372,9
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	12.616,5	12.957,9	14.136,0	16.504,9	17.314,6	17.571,5	18.514,5	20.284,3	21.658,0	22.372,9
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	2.797,3	3.074,3	3.256,3	2.093,9	2.262,6	2.330,2	2.443,6	2.705,9	3.031,9	3.168,7
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	2.797,3	3.074,3	3.256,3	2.093,9	2.262,6	2.330,2	2.443,6	2.705,9	3.031,9	3.168,7
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	17.785,5	18.957,7	19.648,7	20.426,0	21.368,8	22.743,4	23.751,2	25.288,9	26.097,1	27.129,4
Revenu disponible ajusté (B.7n)	23.653,9	24.642,9	21.723,2	24.474,1	26.186,4	28.124,2	28.736,5	26.534,3	14.348,1	17.744,6
Total Emplois	58.200,5	61.036,5	60.308,2	65.223,0	68.913,1	72.674,1	75.459,4	77.070,0	67.572,9	72.873,5
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	58.200,5	61.036,5	60.308,2	65.223,0	68.913,1	72.674,1	75.459,4	77.070,0	67.572,9	72.873,5
Total Ressources	58.200,5	61.036,5	60.308,2	65.223,0	68.913,1	72.674,1	75.459,4	77.070,0	67.572,9	72.873,5
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	56.394,3	60.305,7	63.178,8	65.654,0	68.797,0	71.510,1	74.668,1	79.966,1	83.569,9	85.686,0
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	34.546,6	36.393,6	38.585,0	40.748,9	42.726,7	44.549,9	46.722,9	50.535,7	53.224,8	55.128,9
Dépenses de consommation collective (P.32)	21.847,7	23.912,1	24.593,8	24.905,1	26.070,3	26.960,2	27.945,2	29.430,4	30.345,1	30.557,1
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	1	1	-4	4	1	3	-1	4	-6	-6
Epargne (B.8n)	1.805,4	729,7	-2.866,1	-434,9	115,1	1.161,1	792,5	-2.899,8	-15.991,0	-12.806,5
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	23.653,9	24.642,9	21.723,2	24.474,1	26.186,4	28.124,2	28.736,5	26.534,3	14.348,1	17.744,6
Total Ressources	23.653,9	24.642,9	21.723,2	24.474,1	26.186,4	28.124,2	28.736,5	26.534,3	14.348,1	17.744,6
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	21.847,7	23.912,1	24.593,8	24.905,1	26.070,3	26.960,2	27.945,2	29.430,4	30.345,1	30.557,1
Consommation collective effective (P.42)	21.847,7	23.912,1	24.593,8	24.905,1	26.070,3	26.960,2	27.945,2	29.430,4	30.345,1	30.557,1
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,8	1,1	-4,5	3,9	1,0	2,9	-1,2	3,7	-6,0	-6,0
Epargne (B.8n)	1.805,4	729,7	-2.866,1	-434,9	115,1	1.161,1	792,5	-2.899,8	-15.991,0	-12.806,5
Total Emplois	23.653,9	24.642,9	21.723,2	24.474,1	26.186,4	28.124,2	28.736,5	26.534,3	14.348,1	17.744,6

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	1.805,4	729,7	-2.866,1	-434,9	115,1	1.161,1	792,5	-2.899,8	-15.991,0	-12.806,5
Transferts en capital à recevoir (D.9)	3.735,6	1.993,3	7.276,6	3.731,5	3.578,9	3.167,4	2.990,7	3.981,8	3.073,2	3.360,8
Impôts en capital (D.91)	1.206,2	1.255,9	1.390,4	2.176,6	1.872,8	2.153,3	2.215,7	2.370,1	2.234,7	2.489,8
Aides à l'investissement (D.92)	632,5	555,2	559,2	565,4	720,7	643,1	611,1	605,4	627,1	717,3
En provenance des administrations publiques	622,8	538,7	549,7	561,4	715,7	639,1	607,1	605,4	617,1	679,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	84,5	45,8	87,4	58,7	59,8	50,9	56,8	82,1	104,8	158,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	538,3	492,9	462,3	502,7	655,9	588,2	550,3	523,3	512,3	520,6
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	9,7	16,5	9,5	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0	10,0	37,8
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	8,0	11,0	8,0	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0	10,0	37,8
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	1,7	5,5	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	1.896,9	182,2	5.327,0	989,5	985,4	371,0	163,9	1.006,3	211,4	153,7
En provenance des administrations publiques	1.639,3	3,7	61,1	623,6	109,3	104,5	6,4	837,1	35,2	15,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	1.365,8	1,0	58,8	617,5	102,4	4,9	0,9	0,1	19,8	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	99,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	825,6	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	3,3	2,7	2,3	6,1	6,9	5,3	5,5	11,4	15,4	15,7
En provenance des administrations de sécurité sociale	171,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,3	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	257,6	178,5	5.265,9	365,9	876,1	266,5	157,5	169,2	176,2	138,0
En provenance des sociétés non financières	211,6	130,0	5.216,8	308,4	809,6	108,7	84,3	90,4	114,8	71,6
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	21,4	28,4	29,7	32,8	35,4	32,9	43,7	40,0	46,6	44,7
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	24,6	20,1	19,4	24,7	31,1	124,9	29,5	38,8	14,8	21,7
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	4,5	6,9	3,8	1,8	5,7	20,6	11,0	12,0	10,6	17,5
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	20,1	13,2	15,6	22,9	25,4	104,3	18,5	26,8	4,2	4,2
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-4.776,5	-3.132,6	-4.788,6	-3.929,2	-11.634,0	-4.233,9	-4.595,8	-5.298,0	-6.294,5	-4.906,8
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-2.853,0	-2.938,7	-3.761,2	-2.249,8	-3.284,9	-3.398,2	-3.438,1	-3.675,0	-4.071,3	-4.135,4
Versées aux administrations publiques	-622,8	-538,7	-549,7	-561,4	-715,7	-639,1	-607,1	-605,4	-617,1	-679,5
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-1,7	-1,7	-0,9	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-49,5	-31,8	-75,7	-45,7	-45,4	-40,1	-45,6	-63,0	-77,8	-128,0
Versées aux administrations locales	-571,6	-505,2	-473,1	-515,7	-670,3	-598,9	-561,5	-542,4	-539,3	-551,5
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-2.230,2	-2.400,0	-3.211,5	-1.688,4	-2.569,2	-2.759,1	-2.831,0	-3.069,6	-3.454,2	-3.455,9
Versées aux sociétés non financières	-1.897,3	-2.001,7	-2.782,1	-1.321,1	-2.163,6	-2.407,3	-2.421,7	-2.567,0	-2.760,8	-2.802,6
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-132,1	-155,2	-141,6	-130,1	-152,5	-106,8	-162,3	-212,4	-285,5	-340,3
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-74,5	-80,3	-96,9	-110,2	-90,1	-76,6	-80,0	-91,5	-98,7	-86,1
Versées au reste du monde	-126,3	-162,8	-190,9	-127,0	-163,0	-168,4	-167,0	-198,7	-309,2	-226,9
Versées aux états membres de l'Union européenne	-3,5	-1,5	-26,0	-43,7	-11,2	-0,7	0,0	-0,1	-9,2	-2,9
Versées aux institutions de l'Union européenne	-27,7	-66,7	-22,7	-22,7	-39,5	-22,8	-22,8	-22,7	-85,9	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-95,1	-94,6	-142,2	-60,6	-112,3	-144,9	-144,2	-175,9	-214,1	-224,0

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-1.923,5	-193,9	-1.027,4	-1.679,4	-8.349,1	-835,7	-1.157,7	-1.623,0	-2.223,2	-771,4
Versés aux administrations publiques	-1.639,3	-3,7	-61,1	-623,6	-109,3	-104,5	-6,4	-837,1	-35,2	-15,7
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-174,3	-2,7	-2,3	-3,2	-4,0	-97,5	-3,1	-5,1	-6,6	-6,1
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	-58,8	-445,3	-77,9	-2,1	-2,4	-6,3	-28,4	-9,6
Versés aux administrations locales	-2,4	-1,0	0,0	-0,4	-27,4	-4,9	-0,9	-625,7	-0,2	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	-1.462,6	0,0	0,0	-174,7	0,0	0,0	0,0	-200,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-284,2	-190,2	-966,3	-1.055,8	-8.239,8	-731,2	-1.151,3	-785,9	-2.188,0	-755,7
Versés aux sociétés non financières	-74,6	-23,6	-813,0	-29,1	-7.738,8	-336,9	-453,9	-345,0	-1.432,1	-279,9
Versés aux sociétés financières	-0,9	-24,1	-75,1	-745,4	-266,2	-80,6	-411,0	-82,1	-165,0	-193,5
Versés aux ménages	-43,4	-31,6	-27,8	-143,3	-9,7	-46,7	-44,6	-46,1	-359,6	-34,3
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	-165,3	-110,9	-50,4	-138,0	-225,1	-267,0	-241,8	-312,7	-231,3	-248,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	-12,2	-6,3	-8,8	-9,4	-5,7	-9,4
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-165,3	-110,9	-50,4	-138,0	-212,9	-260,7	-233,0	-303,3	-225,6	-238,6
Total Variations des passifs et de la valeur nette	764,5	-409,6	-378,1	-632,6	-7.940,0	94,6	-812,6	-4.216,0	-19.212,3	-14.352,5
Variations des actifs	764,5	-409,6	-378,1	-632,6	-7.940,0	94,6	-812,6	-4.216,0	-19.212,3	-14.352,5
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	764,5	-409,6	-378,1	-632,6	-7.940,0	94,6	-812,6	-4.216,0	-19.212,3	-14.352,5
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	764,5	-409,6	-378,1	-632,6	-7.940,0	94,6	-812,6	-4.216,0	-19.212,3	-14.352,5
Total Variations des passifs et de la valeur nette	764,5	-409,6	-378,1	-632,6	-7.940,0	94,6	-812,6	-4.216,0	-19.212,3	-14.352,5
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	4.395,7	4.449,6	4.553,3	4.602,8	5.071,3	5.005,0	5.241,5	5.367,1	5.764,9	5.767,8
Formation brute de capital fixe (P.51)	4.399,2	4.445,9	4.548,6	4.606,7	5.067,9	5.002,1	5.236,5	5.355,2	5.761,6	5.768,2
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	4.212,8	4.230,8	4.286,6	4.326,1	4.761,5	4.672,4	4.885,6	4.980,0	5.393,5	5.370,0
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	4.644,2	4.503,9	4.587,0	5.010,6	5.069,9	5.514,0	5.093,5	5.143,0	5.602,2	5.524,7
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	4,2	8,9	0,1	0,5	0,2	0,1	0,6	10,4	3,0	4,2
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-435,6	-282,0	-300,5	-685,0	-308,6	-841,7	-208,5	-173,4	-211,7	-158,9
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	186,4	215,1	262,0	280,6	306,4	329,7	350,9	375,2	368,1	398,2
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	186,4	215,1	262,0	280,6	306,4	329,7	350,9	375,2	368,1	398,2
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-4.181,1	-4.291,0	-4.449,0	-4.560,3	-5.004,7	-5.434,1	-5.733,1	-6.020,2	-5.709,7	-6.001,5
Variation des stocks (P.52)	-3,5	3,7	4,7	-3,9	3,4	2,9	5,0	11,9	3,3	-0,4
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-366,8	-159,4	19,0	26,5	-52,8	-468,0	2,5	14,7	18,8	-178,5
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	83,4	-157,3	19,0	26,5	-52,8	-468,0	2,5	14,7	18,8	-166,3
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	-450,2	-2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-12,2
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	916,7	-408,8	-501,4	-701,6	-7.953,8	991,7	-323,5	-3.577,6	-19.286,3	-13.940,3
Total Variations des actifs	764,5	-409,6	-378,1	-632,6	-7.940,0	94,6	-812,6	-4.216,0	-19.212,3	-14.352,5

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	9.740,1	9.937,9	10.032,8	10.087,8	10.818,4	11.036,8	11.559,5	12.514,8	12.218,4	12.520,6
Production marchande (P.11)	400,1	401,9	425,2	416,9	455,1	499,3	545,1	564,9	519,9	568,4
Production pour usage final propre (P.12)	104,4	134,1	170,6	189,1	197,6	218,1	230,9	252,0	229,5	249,8
Autre production non marchande (P.13)	9.235,6	9.401,9	9.437,0	9.481,8	10.165,7	10.319,4	10.783,5	11.697,9	11.469,0	11.702,4
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	304,2	303,5	351,2	417,5	654,8	689,7	680,4	876,7	1.065,2	1.426,9
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	8.931,4	9.098,4	9.085,8	9.064,3	9.510,9	9.629,7	10.103,1	10.821,2	10.403,8	10.275,5
Total Ressources	9.740,1	9.937,9	10.032,8	10.087,8	10.818,4	11.036,8	11.559,5	12.514,8	12.218,4	12.520,6
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	2.238,2	2.309,7	2.236,0	2.335,0	2.377,1	2.294,1	2.543,5	3.020,5	2.808,4	3.063,3
Valeur ajoutée brute (B.1b)	7.501,9	7.628,2	7.796,8	7.752,8	8.441,3	8.742,7	9.016,0	9.494,3	9.410,0	9.457,3
Consommation de capital fixe (K.1)	568,2	569,0	565,9	569,9	858,0	903,7	920,4	933,7	696,7	703,7
Valeur ajoutée nette (B.1n)	6.933,7	7.059,2	7.230,9	7.182,9	7.583,3	7.839,0	8.095,6	8.560,6	8.713,3	8.753,6
Total Emplois	9.740,1	9.937,9	10.032,8	10.087,8	10.818,4	11.036,8	11.559,5	12.514,8	12.218,4	12.520,6
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	6.933,7	7.059,2	7.230,9	7.182,9	7.583,3	7.839,0	8.095,6	8.560,6	8.713,3	8.753,6
Total Ressources	6.933,7	7.059,2	7.230,9	7.182,9	7.583,3	7.839,0	8.095,6	8.560,6	8.713,3	8.753,6
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	6.916,1	7.034,6	7.205,2	7.154,1	7.546,7	7.802,8	8.060,5	8.522,8	8.674,8	8.714,2
Salaires et traitements bruts (D.11)	4.840,0	4.888,1	5.073,2	5.030,1	5.432,2	5.575,7	5.767,0	6.108,4	6.154,0	6.149,1
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	2.076,1	2.146,5	2.132,0	2.124,0	2.114,5	2.227,1	2.293,5	2.414,4	2.520,8	2.565,1
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	272,7	285,1	371,2	397,6	391,7	419,8	427,0	456,6	474,9	474,8
A destination des administrations publiques	272,7	285,1	371,2	397,6	391,7	419,8	427,0	456,6	474,9	474,8
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.803,4	1.861,4	1.760,8	1.726,4	1.722,8	1.807,3	1.866,5	1.957,8	2.045,9	2.090,3
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	17,6	24,6	25,7	28,8	36,6	36,2	35,1	37,8	38,5	39,4
Total Emplois	6.933,7	7.059,2	7.230,9	7.182,9	7.583,3	7.839,0	8.095,6	8.560,6	8.713,3	8.753,6
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	17,6	24,6	25,7	28,8	36,6	36,2	35,1	37,8	38,5	39,4
Impôts sur la production et les importations (D.2)	26.450,8	25.863,0	26.415,0	28.554,0	29.855,3	31.674,1	32.383,5	32.825,6	32.491,6	34.737,4
Impôts sur les produits (D.21)	25.778,7	25.620,3	26.088,3	28.255,4	29.564,8	30.780,2	32.337,4	32.392,5	32.042,6	34.276,8
Taxe du type TVA (D.211)	16.999,3	18.020,4	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8	23.175,8	24.796,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	8.147,8	6.925,8	7.189,8	7.690,9	7.781,7	7.827,9	8.025,0	7.852,5	7.983,4	8.556,9
Autres impôts sur la production (D.29)	672,1	242,7	326,7	298,6	290,5	893,9	46,1	433,1	449,0	460,6
Subventions (D.3)	-1.419,4	-1.336,4	-1.637,5	-1.267,7	-2.030,6	-2.357,0	-2.960,1	-3.361,7	-3.567,9	-4.266,3
Subventions sur les produits (D.31)	-1.208,6	-1.182,0	-1.483,6	-1.019,1	-1.689,7	-1.648,2	-1.819,9	-1.892,7	-1.656,9	-1.682,9
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-1.208,6	-1.182,0	-1.483,6	-1.019,1	-1.689,7	-1.648,2	-1.819,9	-1.892,7	-1.656,9	-1.682,9

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres subventions sur la production (D.39)	-210,8	-154,4	-153,9	-248,6	-340,9	-708,8	-1.140,2	-1.469,0	-1.911,0	-2.583,4
Revenus de la propriété (D.4)	1.493,8	1.163,0	1.025,2	657,8	939,0	933,4	1.084,8	1.484,4	1.247,8	1.822,2
Intérêts (D.41)	744,1	592,6	573,5	433,9	418,5	436,5	445,1	599,7	526,9	431,9
En provenance des administrations publiques	11,9	17,9	18,0	26,6	28,0	42,1	33,7	62,7	55,4	25,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	11,9	17,9	18,0	26,6	28,0	42,1	33,7	62,7	55,4	25,8
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	732,2	574,7	555,5	407,3	390,5	394,4	411,4	537,0	471,5	406,1
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	703,1	563,3	548,6	409,0	375,9	375,5	370,0	511,1	405,4	366,6
Revenus distribués des sociétés (D.42)	747,9	569,0	449,9	222,1	518,5	494,5	637,3	882,9	718,4	1.386,6
Dividendes (D.421)	740,7	560,7	448,4	219,7	514,5	485,9	635,5	878,9	717,8	1.385,4
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	7,2	8,3	1,5	2,4	4,0	8,6	1,8	4,0	0,6	1,2
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	1,8	1,4	1,8	1,8	2,0	2,4	2,4	1,8	2,5	3,7
Total Ressources	26.542,8	25.714,2	25.828,4	27.972,9	28.800,3	30.286,7	30.543,3	30.986,1	30.210,0	32.332,7
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	15.745,5	14.642,3	13.737,6	13.040,3	12.439,5	12.331,8	12.393,2	12.493,8	11.845,9	11.582,8
Intérêts (D.41)	15.745,5	14.642,3	13.737,6	13.040,3	12.439,5	12.331,8	12.393,2	12.493,8	11.845,9	11.582,8
Versés aux administrations publiques	293,4	384,9	261,5	286,2	299,0	300,6	313,6	255,3	303,5	295,9
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	9,3	31,4	17,0	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7	4,4	4,5
Versés aux administrations locales	51,0	26,2	15,7	14,6	22,5	36,5	39,7	11,1	2,8	2,2
Versés aux administrations de sécurité sociale	233,1	327,3	228,8	261,1	266,0	252,7	262,0	233,5	296,3	289,2
Versés aux autres secteurs	15.452,1	14.257,4	13.476,1	12.754,1	12.140,5	12.031,2	12.079,6	12.238,5	11.542,4	11.286,9
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	15.459,7	14.335,4	13.493,5	12.762,1	12.182,3	12.062,6	12.097,7	12.253,8	11.564,9	11.292,7
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	10.797,3	11.071,9	12.090,8	14.932,6	16.360,8	17.954,9	18.150,1	18.492,3	18.364,1	20.749,9
Total Emplois	26.542,8	25.714,2	25.828,4	27.972,9	28.800,3	30.286,7	30.543,3	30.986,1	30.210,0	32.332,7
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	10.797,3	11.071,9	12.090,8	14.932,6	16.360,8	17.954,9	18.150,1	18.492,3	18.364,1	20.749,9
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	41.718,9	41.859,5	41.462,1	43.928,1	46.615,7	47.703,9	49.107,5	52.232,7	46.221,8	49.653,5
Impôts sur le revenu (D.51)	40.765,4	41.552,3	41.147,2	43.576,1	45.797,4	47.426,0	48.920,2	52.038,6	45.998,1	49.394,1
En provenance des administrations publiques	54,6	49,7	104,9	25,8	28,0	41,6	52,9	-4,8	9,6	9,3
En provenance des autres secteurs	40.710,8	41.502,6	41.042,3	43.550,3	45.769,4	47.384,4	48.867,3	52.043,4	45.988,5	49.384,8
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	8.091,5	8.141,6	7.911,6	8.991,4	9.815,8	11.372,2	11.762,5	11.602,5	8.530,7	9.601,0
En provenance des ménages	32.477,7	33.170,9	32.926,3	34.396,5	35.815,9	35.921,2	36.974,4	40.329,0	37.326,7	39.659,6
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	141,6	190,1	204,4	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9	131,1	124,2
Autres impôts courants (D.59)	953,5	307,2	314,9	352,0	818,3	277,9	187,3	194,1	223,7	259,4
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	953,5	307,2	314,9	352,0	818,3	277,9	187,3	194,1	223,7	259,4
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	96,3	103,0	103,9	150,8	401,6	159,4	182,1	213,3	208,6	236,4
En provenance des ménages	816,2	166,9	175,1	162,9	376,0	74,9	-27,1	-51,4	-13,3	-9,5

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	41,0	37,3	35,9	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2	28,4	32,5
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	3.127,8	3.250,7	3.529,5	3.551,9	3.627,0	3.779,2	4.122,0	4.251,7	4.447,9	4.558,6
Cotisations sociales effectives (D.611)	1.324,4	1.389,3	1.768,7	1.825,5	1.904,2	1.971,9	2.255,5	2.293,9	2.402,0	2.468,3
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	275,0	306,2	611,2	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8	834,5	881,6
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	275,0	306,2	611,2	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8	834,5	881,6
A charge des administrations publiques	150,5	164,0	468,5	480,7	482,1	491,4	532,7	527,8	597,3	642,4
A charge des autres secteurs	124,5	142,2	142,7	132,5	126,1	122,7	222,4	241,0	237,2	239,2
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	917,6	945,7	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	917,6	945,7	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	131,8	137,4	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	131,8	137,4	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	1.803,4	1.861,4	1.760,8	1.726,4	1.722,8	1.807,3	1.866,5	1.957,8	2.045,9	2.090,3
Autres transferts courants (D.7)	739,4	797,6	878,6	677,9	841,7	903,5	793,9	877,5	787,9	732,2
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	236,5	279,8	327,6	192,1	158,8	128,0	146,1	150,6	163,7	179,8
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	236,5	279,8	327,6	192,1	158,8	128,0	146,1	150,6	163,7	179,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	111,5	139,0	210,6	54,1	8,1	6,3	8,3	6,5	6,7	9,4
En provenance des administrations locales	0,1	0,1	0,1	0,6	1,5	45,8	37,7	40,5	38,1	39,2
En provenance des administrations de sécurité sociale	124,9	140,7	116,9	137,4	149,2	75,9	100,1	103,6	118,9	131,2
Coopération internationale courante (D.74)	187,4	209,9	49,0	96,1	129,7	119,0	89,0	57,7	68,0	40,7
En provenance des états membres de l'Union européenne	160,0	184,7	15,0	86,2	111,6	112,0	82,0	33,0	33,0	15,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	27,1	24,9	33,6	9,5	17,7	6,7	6,8	24,4	34,8	25,5
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2
Transferts courants divers (D.75)	315,5	307,9	502,0	389,7	553,2	656,5	558,8	669,2	556,2	511,7
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	315,5	307,9	502,0	389,7	553,2	656,5	558,8	669,2	556,2	511,7
En provenance des sociétés non financières	117,6	94,1	103,1	106,7	124,1	115,4	54,8	102,1	76,5	94,2
En provenance des sociétés financières	0,0	2,4	0,2	2,4	1,6	1,2	2,6	2,8	2,9	7,6
En provenance des ménages	197,9	211,3	253,4	280,6	317,7	332,6	338,5	373,0	375,5	409,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,1	145,3	0,0	109,8	207,3	162,9	191,3	101,3	0,0

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	145,3	0,0	109,8	207,3	162,9	191,3	101,3	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	56.383,4	56.979,7	57.961,0	63.090,5	67.445,2	70.341,5	72.173,5	75.854,2	69.821,7	75.694,2
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	33,4	29,9	87,8	8,5	17,2	34,8	46,3	-11,8	1,4	1,1
Impôts sur le revenu (D.51)	33,4	29,9	87,8	8,5	17,2	34,8	46,3	-11,8	1,4	1,1
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	4.843,8	5.015,2	5.304,7	5.760,5	5.943,4	6.125,1	7.176,2	7.648,0	8.075,3	8.190,6
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	1.396,3	1.449,0	1.539,3	1.819,7	1.940,5	2.061,3	2.962,0	3.141,8	3.297,0	3.392,2
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	1.803,4	1.861,4	1.860,7	1.876,4	1.895,8	1.927,3	1.974,5	2.056,8	2.132,9	2.197,7
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	1.644,1	1.704,8	1.904,7	2.064,4	2.107,1	2.136,5	2.239,7	2.449,4	2.645,4	2.600,7
Autres transferts courants (D.7)	42.489,3	41.707,6	44.393,8	48.677,0	52.257,1	54.816,5	56.929,2	61.657,6	62.250,8	66.367,0
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	39.505,6	38.457,0	40.712,6	44.739,1	48.008,2	50.534,8	53.282,9	57.683,5	57.601,7	61.652,5
Transferts de recettes fiscales	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6
Aux administrations locales	77,5	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7
Aux administrations de sécurité sociale	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	10.632,6	11.341,4	12.275,2	12.486,2	12.924,7	13.530,6	13.846,4	15.070,6	15.367,0	18.260,5
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	2.955,7	3.164,0	3.416,4	3.526,5	3.762,2	4.012,7	4.249,9	4.576,8	4.861,4	5.120,6
Aux administrations locales	1.354,1	1.858,4	2.176,3	2.288,5	2.396,6	2.567,6	2.666,7	2.942,1	2.999,1	3.112,0
Aux administrations de sécurité sociale	6.322,8	6.319,0	6.682,5	6.671,2	6.765,9	6.950,3	6.929,8	7.551,7	7.506,5	10.027,9
Coopération internationale courante (D.74)	543,4	563,3	663,6	624,8	642,2	650,6	615,2	679,6	676,5	775,3
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	67,9	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	1,8	19,5
Versée aux institutions de l'Union européenne	31,5	59,1	87,0	92,6	92,0	99,3	97,0	124,2	130,1	136,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	511,9	504,2	508,7	532,2	550,2	551,3	518,2	554,2	544,6	619,8
Transferts courants divers (D.75)	2.440,3	2.687,3	3.017,6	3.313,1	3.606,7	3.631,1	3.031,1	3.294,5	3.972,6	3.939,2
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	2.440,3	2.687,3	3.017,6	3.313,1	3.606,7	3.631,1	3.031,1	3.294,5	3.972,6	3.939,2
Versés aux sociétés non financières	519,6	516,7	519,4	513,4	526,7	546,2	0,0	0,0	0,5	0,5
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	46,3	58,5	67,5	79,9	231,1	170,8	106,1	134,5	303,7	400,8
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	304,5	324,1	383,3	346,0	342,7	362,7	377,4	378,3	392,5	395,0
Versés au reste du monde	1.569,9	1.788,0	2.047,4	2.373,8	2.506,2	2.551,4	2.547,6	2.781,7	3.275,9	3.142,9
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,3	0,7	0,2	0,5	0,6	0,4	0,8	0,9	0,8	0,8
Versés aux institutions de l'Union européenne	1.417,6	1.621,5	1.905,7	2.222,8	2.351,8	2.389,1	2.381,2	2.536,2	2.990,4	2.856,9
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	1.116,9	1.338,2	1.610,7	1.960,5	2.124,2	2.139,9	2.148,7	2.233,0	2.739,3	2.684,3
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	152,0	165,8	141,5	150,5	153,8	161,9	165,6	244,6	284,7	285,2
Revenu disponible (B.6n)	9.016,9	10.227,0	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.560,4	-505,8	1.135,5
Total Emplois	56.383,4	56.979,7	57.961,0	63.090,5	67.445,2	70.341,5	72.173,5	75.854,2	69.821,7	75.694,2

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	9.016,9	10.227,0	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.560,4	-505,8	1.135,5
Total Ressources	9.016,9	10.227,0	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.560,4	-505,8	1.135,5
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	1.213,7	1.264,6	1.385,6	126,1	164,4	135,0	137,8	122,6	235,9	296,4
Prestations sociales en nature (D.631)	1.145,2	1.139,6	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	39,0	149,8	203,4
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	1.145,2	1.139,6	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	39,0	149,8	203,4
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	1.145,2	1.139,6	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	39,0	149,8	203,4
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	68,5	125,0	125,8	69,8	75,4	75,6	80,4	83,6	86,1	93,0
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.803,2	8.962,4	6.789,1	8.518,4	9.063,1	9.230,1	7.884,0	6.437,8	-741,7	839,1
Total Emplois	9.016,9	10.227,0	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.560,4	-505,8	1.135,5
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	9.016,9	10.227,0	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.560,4	-505,8	1.135,5
Total Ressources	9.016,9	10.227,0	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.560,4	-505,8	1.135,5
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	10.076,6	10.238,0	10.345,6	9.120,6	9.599,9	9.689,1	10.160,5	10.860,2	10.553,6	10.478,9
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	1.213,7	1.264,6	1.385,6	126,1	164,4	135,0	137,8	122,6	235,9	296,4
Dépenses de consommation collective (P.32)	8.862,9	8.973,4	8.960,0	8.994,5	9.435,5	9.554,1	10.022,7	10.737,6	10.317,7	10.182,5
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Epargne (B.8n)	-1.059,7	-11,0	-2.170,9	-476,1	-372,4	-324,0	-2.138,7	-4.299,8	-11.059,4	-9.343,4
Total Emplois	9.016,9	10.227,0	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.560,4	-505,8	1.135,5
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.803,2	8.962,4	6.789,1	8.518,4	9.063,1	9.230,1	7.884,0	6.437,8	-741,7	839,1
Total Ressources	7.803,2	8.962,4	6.789,1	8.518,4	9.063,1	9.230,1	7.884,0	6.437,8	-741,7	839,1
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	8.862,9	8.973,4	8.960,0	8.994,5	9.435,5	9.554,1	10.022,7	10.737,6	10.317,7	10.182,5
Consommation collective effective (P.42)	8.862,9	8.973,4	8.960,0	8.994,5	9.435,5	9.554,1	10.022,7	10.737,6	10.317,7	10.182,5
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	-1.059,7	-11,0	-2.170,9	-476,1	-372,4	-324,0	-2.138,7	-4.299,8	-11.059,4	-9.343,4
Total Emplois	7.803,2	8.962,4	6.789,1	8.518,4	9.063,1	9.230,1	7.884,0	6.437,8	-741,7	839,1
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	-1.059,7	-11,0	-2.170,9	-476,1	-372,4	-324,0	-2.138,7	-4.299,8	-11.059,4	-9.343,4
Transferts en capital à recevoir (D.9)	487,6	170,7	5.133,9	804,5	855,5	446,9	215,0	227,6	234,6	272,8
Impôts en capital (D.91)	133,5	83,6	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	193,6

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Aides à l'investissement (D.92)	11,4	18,2	10,4	4,0	5,0	4,1	4,0	0,0	10,0	37,8
En provenance des administrations publiques	1,7	1,7	0,9	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	1,7	1,7	0,9	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	9,7	16,5	9,5	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0	10,0	37,8
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	8,0	11,0	8,0	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0	10,0	37,8
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	1,7	5,5	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	342,7	68,9	5.025,1	186,2	727,1	239,3	48,3	56,0	39,7	41,4
En provenance des administrations publiques	174,3	2,7	2,3	3,2	4,0	97,5	3,1	5,1	6,6	6,1
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	3,3	2,7	2,3	3,2	4,0	3,2	3,1	5,1	6,6	6,1
En provenance des administrations de sécurité sociale	171,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,3	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	168,4	66,2	5.022,8	183,0	723,1	141,8	45,2	50,9	33,1	35,3
En provenance des sociétés non financières	138,8	41,1	4.999,6	151,1	687,7	19,1	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	9,1	6,5	7,6	9,0	10,0	18,4	26,7	24,1	28,9	31,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	20,5	18,6	15,6	22,9	25,4	104,3	18,5	26,8	4,2	4,2
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,4	5,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	20,1	13,2	15,6	22,9	25,4	104,3	18,5	26,8	4,2	4,2
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-2.462,6	-1.067,3	-2.319,7	-1.135,1	-8.898,5	-1.567,3	-2.201,0	-1.912,4	-3.565,4	-2.271,4
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-840,2	-914,7	-1.590,9	-193,4	-1.071,2	-1.165,3	-1.359,5	-1.495,3	-1.781,7	-1.830,6
Versées aux administrations publiques	-84,5	-45,8	-87,4	-58,7	-59,8	-50,9	-56,8	-82,1	-104,8	-158,9
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-49,5	-31,8	-75,7	-45,7	-45,4	-40,1	-45,6	-63,0	-77,8	-128,0
Versées aux administrations locales	-35,0	-14,0	-11,7	-13,0	-14,4	-10,8	-11,2	-19,1	-27,0	-30,9
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-755,7	-868,9	-1.503,5	-134,7	-1.011,4	-1.114,4	-1.302,7	-1.413,2	-1.676,9	-1.671,7
Versées aux sociétés non financières	-632,8	-707,5	-1.338,5	-51,3	-859,5	-946,6	-1.135,6	-1.214,0	-1.376,6	-1.447,5
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,6	-0,3	-0,2
Versées au reste du monde	-122,8	-161,3	-164,9	-83,3	-151,8	-167,7	-167,0	-198,6	-300,0	-224,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	-27,7	-66,7	-22,7	-22,7	-39,5	-22,8	-22,8	-22,7	-85,9	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-95,1	-94,6	-142,2	-60,6	-112,3	-144,9	-144,2	-175,9	-214,1	-224,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-1.622,4	-152,6	-728,8	-941,7	-7.827,3	-402,0	-841,5	-417,1	-1.783,7	-440,8
Versés aux administrations publiques	-1.365,8	-1,0	-58,8	-617,5	-102,4	-4,9	-0,9	-0,1	-19,8	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	-58,8	-442,4	-75,0	0,0	0,0	0,0	-19,6	0,0
Versés aux administrations locales	-2,4	-1,0	0,0	-0,4	-27,4	-4,9	-0,9	-0,1	-0,2	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	-1.363,4	0,0	0,0	-174,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-256,6	-151,6	-670,0	-324,2	-7.724,9	-397,1	-840,6	-417,0	-1.763,9	-440,8
Versés aux sociétés non financières	-48,5	-14,3	-553,0	38,2	-7.414,6	-35,8	-180,2	-5,2	-1.028,2	-28,7

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Versés aux sociétés financières	-0,9	-6,1	-50,1	-83,0	-76,8	-60,5	-381,8	-61,6	-155,1	-140,1
Versés aux ménages	-41,9	-20,3	-16,5	-141,4	-8,4	-33,8	-36,8	-37,5	-349,3	-24,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	-165,3	-110,9	-50,4	-138,0	-225,1	-267,0	-241,8	-312,7	-231,3	-248,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	-12,2	-6,3	-8,8	-9,4	-5,7	-9,4
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-165,3	-110,9	-50,4	-138,0	-212,9	-260,7	-233,0	-303,3	-225,6	-238,6
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-3.034,7	-907,6	643,3	-806,7	-8.415,4	-1.444,4	-4.124,7	-5.984,6	-14.390,2	-11.342,0
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-3.034,7	-907,6	643,3	-806,7	-8.415,4	-1.444,4	-4.124,7	-5.984,6	-14.390,2	-11.342,0
Total Variations des actifs	-3.034,7	-907,6	643,3	-806,7	-8.415,4	-1.444,4	-4.124,7	-5.984,6	-14.390,2	-11.342,0
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-3.034,7	-907,6	643,3	-806,7	-8.415,4	-1.444,4	-4.124,7	-5.984,6	-14.390,2	-11.342,0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-3.034,7	-907,6	643,3	-806,7	-8.415,4	-1.444,4	-4.124,7	-5.984,6	-14.390,2	-11.342,0
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	318,4	535,0	439,4	430,4	510,2	53,2	623,2	736,8	812,5	601,9
Formation brute de capital fixe (P.51)	318,4	535,0	439,4	430,4	510,2	53,2	623,2	736,8	812,5	601,9
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	213,7	400,3	268,2	240,9	311,6	-165,3	391,1	483,7	581,8	351,0
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	571,1	573,6	470,3	476,3	437,9	459,5	464,0	508,7	618,9	388,4
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	4,2	8,9	0,1	0,5	0,2	0,1	0,6	10,4	3,0	4,2
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-361,6	-182,2	-202,2	-235,9	-126,5	-624,9	-73,5	-35,4	-40,1	-41,6
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	104,7	134,7	171,2	189,5	198,6	218,5	232,1	253,1	230,7	250,9
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	104,7	134,7	171,2	189,5	198,6	218,5	232,1	253,1	230,7	250,9
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-568,2	-569,0	-565,9	-569,9	-858,0	-903,7	-920,4	-933,7	-696,7	-703,7
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-399,5	-182,5	2,9	7,7	-82,8	-430,4	8,5	7,3	3,1	-9,9
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	50,7	-180,4	2,9	7,7	-82,8	-430,4	8,5	7,3	3,1	2,3
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	-450,2	-2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-12,2
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-2.385,4	-691,1	766,9	-674,9	-7.984,8	-163,5	-3.836,0	-5.795,0	-14.509,1	-11.230,3
Total Variations des actifs	-3.034,7	-907,6	643,3	-806,7	-8.415,4	-1.444,4	-4.124,7	-5.984,6	-14.390,2	-11.342,0

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	19.577,4	21.490,9	22.458,9	23.285,9	24.038,8	25.315,0	26.302,5	27.712,0	29.020,5	29.604,5
Production marchande (P.11)	405,7	628,1	641,5	632,7	661,9	709,6	702,5	696,7	701,1	705,2
Production pour usage final propre (P.12)	60,9	81,2	104,8	109,1	120,8	125,1	136,9	132,6	151,1	158,7
Autre production non marchande (P.13)	19.110,8	20.781,6	21.712,6	22.544,1	23.256,1	24.480,3	25.463,1	26.882,7	28.168,3	28.740,6
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	1.113,7	1.255,3	1.305,4	1.328,2	1.324,2	1.476,9	1.442,8	1.497,6	1.510,3	1.640,8
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	17.997,1	19.526,3	20.407,2	21.215,9	21.931,9	23.003,4	24.020,3	25.385,1	26.658,0	27.099,8
Total Ressources	19.577,4	21.490,9	22.458,9	23.285,9	24.038,8	25.315,0	26.302,5	27.712,0	29.020,5	29.604,5
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	3.503,9	4.382,4	4.586,3	4.745,2	4.770,8	5.162,7	5.268,4	5.462,4	5.934,6	5.799,0
Valeur ajoutée brute (B.1b)	16.073,5	17.108,5	17.872,6	18.540,7	19.268,0	20.152,3	21.034,1	22.249,6	23.085,9	23.805,5
Consommation de capital fixe (K.1)	2.299,3	2.371,5	2.492,1	2.559,1	2.617,3	2.830,0	2.963,9	3.099,6	3.052,1	3.189,1
Valeur ajoutée nette (B.1n)	13.774,2	14.737,0	15.380,5	15.981,6	16.650,7	17.322,3	18.070,2	19.150,0	20.033,8	20.616,4
Total Emplois	19.577,4	21.490,9	22.458,9	23.285,9	24.038,8	25.315,0	26.302,5	27.712,0	29.020,5	29.604,5
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	13.774,2	14.737,0	15.380,5	15.981,6	16.650,7	17.322,3	18.070,2	19.150,0	20.033,8	20.616,4
Total Ressources	13.774,2	14.737,0	15.380,5	15.981,6	16.650,7	17.322,3	18.070,2	19.150,0	20.033,8	20.616,4
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	13.774,2	14.737,0	15.380,5	15.981,7	16.650,7	17.322,2	18.070,2	19.150,0	20.033,8	20.616,4
Salaires et traitements bruts (D.11)	9.840,8	10.449,5	10.829,9	11.155,7	11.614,9	12.005,2	12.461,0	13.162,4	13.685,5	14.020,8
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	3.933,4	4.287,5	4.550,6	4.826,0	5.035,8	5.317,0	5.609,2	5.987,6	6.348,3	6.595,6
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	1.139,7	1.232,7	1.327,8	1.396,2	1.396,8	1.466,9	1.552,2	1.633,1	1.729,1	1.787,4
A destination des administrations publiques	1.134,1	1.226,0	1.320,7	1.383,7	1.385,3	1.450,5	1.528,1	1.616,7	1.715,4	1.773,6
A destination des autres secteurs	5,6	6,7	7,1	12,5	11,5	16,4	27,1	16,4	13,7	13,8
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	2.793,7	3.054,8	3.222,8	3.429,8	3.639,0	3.850,1	4.054,0	4.354,5	4.619,2	4.808,2
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Emplois	13.774,2	14.737,0	15.380,5	15.981,6	16.650,7	17.322,3	18.070,2	19.150,0	20.033,8	20.616,4
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	1.901,2	3.450,5	3.640,9	3.774,9	4.145,5	4.408,2	4.668,3	4.604,0	4.246,7	4.686,3
Impôts sur les produits (D.21)	974,0	2.429,0	2.610,0	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6	3.165,4	3.581,8
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	974,0	2.429,0	2.610,0	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6	3.165,4	3.581,8
Autres impôts sur la production (D.29)	927,2	1.021,5	1.030,9	980,3	972,2	962,5	1.013,7	1.036,4	1.081,3	1.104,5
Subventions (D.3)	-838,6	-950,4	-971,7	-898,6	-1.313,0	-1.299,4	-1.407,2	-1.428,1	-1.268,0	-1.475,9
Subventions sur les produits (D.31)	0,0	0,0	0,0	0,0	-263,1	-264,3	-306,2	-253,5	-56,2	-169,4
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0,0	0,0	0,0	0,0	-263,1	-264,3	-306,2	-253,5	-56,2	-169,4

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres subventions sur la production (D.39)	-838,6	-950,4	-971,7	-898,6	-1.049,9	-1.035,1	-1.101,0	-1.174,6	-1.211,8	-1.306,5
Revenus de la propriété (D.4)	179,7	210,7	182,6	217,7	190,8	197,9	276,4	312,5	284,1	263,0
Intérêts (D.41)	131,8	132,9	90,0	106,7	78,3	108,1	182,4	220,9	162,9	113,7
En provenance des administrations publiques	9,3	31,4	17,0	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7	4,4	4,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	9,3	31,4	17,0	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7	4,4	4,5
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	122,5	101,5	73,0	96,2	67,8	96,7	170,5	210,2	158,5	109,2
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	116,9	97,5	69,5	92,6	63,9	93,8	164,5	203,1	127,2	88,3
Revenus distribués des sociétés (D.42)	18,5	35,8	52,6	74,6	70,5	38,0	39,5	30,8	67,6	59,1
Dividendes (D.421)	18,5	35,8	52,6	74,6	70,5	38,0	39,5	30,8	67,6	59,1
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	8,5	8,9	8,7	9,0	9,7	10,2	10,9	13,4	9,7	9,9
Loyers (D.45)	20,9	33,1	31,3	27,4	32,3	41,6	43,6	47,4	43,9	80,3
Total Ressources	1.242,3	2.710,8	2.851,8	3.093,9	3.023,3	3.306,8	3.537,5	3.488,4	3.262,8	3.473,4
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	769,1	666,6	669,5	597,2	460,2	373,3	465,5	522,2	603,4	640,6
Intérêts (D.41)	769,1	660,1	665,9	593,5	456,8	364,8	461,2	521,2	600,6	637,8
Versés aux administrations publiques	45,5	56,8	80,3	88,6	63,1	73,5	70,1	94,7	71,1	48,7
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	11,9	17,9	18,0	26,6	28,0	42,1	33,7	62,7	55,4	25,8
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	5,3	8,5	35,3	37,0	16,3	15,8	22,2	19,1	2,2	1,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	28,3	30,4	27,0	25,0	18,8	15,6	14,2	12,9	13,5	21,9
Versés aux autres secteurs	723,6	603,3	585,6	504,9	393,7	291,3	391,1	426,5	529,5	589,1
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	753,5	715,7	649,8	566,2	499,8	447,7	482,7	468,4	613,8	719,7
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	7	4	4	3	9	4	1	3	3
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	473,2	2.044,2	2.182,3	2.496,7	2.563,1	2.933,5	3.072,0	2.966,2	2.659,4	2.832,8
Total Emplois	1.242,3	2.710,8	2.851,8	3.093,9	3.023,3	3.306,8	3.537,5	3.488,4	3.262,8	3.473,4
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	473,2	2.044,2	2.182,3	2.496,7	2.563,1	2.933,5	3.072,0	2.966,2	2.659,4	2.832,8
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	82,8	813,1	1.000,4	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.015,3	948,9	563,3	987,7
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	-222,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-174,7	-548,6	-160,4
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	0,0	-222,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-174,7	-548,6	-160,4
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	-222,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-174,7	-548,6	-160,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	82,8	1.035,6	1.000,9	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.148,1
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	82,8	1.035,6	1.000,9	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.148,1
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	82,8	1.035,6	1.000,9	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.148,1

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	2.793,7	3.086,6	3.251,3	3.467,6	3.676,5	3.891,8	4.091,6	4.399,9	4.659,3	4.848,3
Cotisations sociales effectives (D.611)	0,0	31,8	28,5	37,8	37,5	41,7	37,6	45,4	40,1	40,1
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	20,2	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,9
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	20,2	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,9
A charge des administrations publiques	0,0	20,2	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,9
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	11,6	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	10,2
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	11,6	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	10,2
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	2.793,7	3.054,8	3.222,8	3.429,8	3.639,0	3.850,1	4.054,0	4.354,5	4.619,2	4.808,2
Autres transferts courants (D.7)	28.651,4	26.055,4	27.464,6	28.287,5	30.060,0	31.170,7	32.979,5	35.124,5	34.824,0	35.002,3
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	57,6	57,7	63,3	74,0	84,3	80,3	79,7	85,9	90,8	92,6
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	28.391,4	25.813,3	27.192,5	27.985,0	29.679,8	30.769,3	32.582,3	34.690,4	34.480,3	34.481,8
Transferts de recettes fiscales	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	3.093,4	3.325,3	3.553,9	3.754,0	3.967,9	4.169,2	4.502,7	4.760,9	5.120,0	5.339,2
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	2.955,7	3.164,0	3.416,4	3.526,5	3.762,2	4.012,7	4.249,9	4.576,8	4.861,4	5.120,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	137,7	161,3	137,5	184,8	169,1	123,3	199,9	132,0	193,5	163,8
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	42,7	36,6	33,2	52,9	52,1	65,1	54,8
Coopération internationale courante (D.74)	74,7	40,6	72,6	46,4	81,5	132,5	69,8	117,9	65,5	103,9
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	74,7	40,6	72,6	46,4	81,5	132,5	69,8	117,9	65,5	103,9
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	127,7	143,8	136,2	182,1	214,4	188,6	247,7	230,3	187,4	324,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	127,7	143,8	136,2	182,1	214,4	188,6	247,7	230,3	187,4	324,0
En provenance des sociétés non financières	0,0	2,9	22,4	33,5	35,1	42,9	43,3	21,4	3,6	3,1
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	127,7	140,9	113,8	148,6	179,3	145,7	204,4	208,9	183,8	320,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	32.001,1	31.999,3	33.898,6	35.272,5	37.348,8	39.036,0	41.158,4	43.439,5	42.706,0	43.671,1
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	9,6	9,6	6,9	7,2	0,5	1,1	0,6	0,4	0,4	0,2
Impôts sur le revenu (D.51)	9,6	9,6	6,9	7,2	0,5	1,1	0,6	0,4	0,4	0,2
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	3.240,9	3.503,5	3.707,5	3.955,7	4.197,6	4.427,4	4.682,9	5.004,3	5.320,3	5.500,3
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	29,6	31,4	33,1	35,8	37,3	39,2	41,8	44,6	44,6
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	2.793,7	3.054,8	3.222,8	3.429,8	3.639,0	3.850,1	4.054,0	4.354,5	4.619,2	4.808,2
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	447,2	419,1	453,3	492,8	522,8	540,0	589,7	608,0	656,5	647,5
Autres transferts courants (D.7)	7.102,3	7.503,9	8.314,7	8.488,9	8.968,6	9.487,4	9.918,9	10.846,0	11.183,2	11.655,2
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	77,2	83,6	84,2	91,3	99,9	99,3	98,7	106,4	112,5	114,7
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	5.573,4	5.870,2	6.475,2	6.410,0	6.824,9	7.216,8	7.430,8	8.036,2	8.146,4	8.376,9
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	5.573,4	5.870,2	6.475,2	6.410,0	6.824,9	7.216,8	7.430,8	8.036,2	8.146,4	8.376,9
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	111,5	139,0	210,6	54,1	8,1	6,3	8,3	6,5	6,7	9,4
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	5.455,3	5.625,4	6.120,7	6.265,2	6.717,7	6.955,7	7.296,5	7.900,7	7.988,9	8.210,3
Aux administrations de sécurité sociale	6,6	105,8	143,9	90,7	99,1	254,8	126,0	129,0	150,8	157,2
Coopération internationale courante (D.74)	9,3	15,7	18,9	20,5	41,8	40,6	45,2	43,9	46,9	40,3
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	9,3	15,7	18,9	20,5	41,8	40,6	45,2	43,9	46,9	40,3
Transferts courants divers (D.75)	1.442,4	1.534,4	1.736,4	1.967,1	2.002,0	2.130,7	2.344,2	2.659,5	2.877,4	3.123,3
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	1.442,4	1.534,4	1.736,4	1.967,1	2.002,0	2.130,7	2.344,2	2.659,5	2.877,4	3.123,3
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1.398,2	1.474,3	1.679,0	1.909,2	1.962,6	2.086,5	2.302,3	2.615,6	2.831,6	3.076,7
Versés au reste du monde	44,2	60,1	57,4	57,9	39,4	44,2	41,9	43,9	45,8	46,6
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	44,2	60,1	57,4	57,9	39,4	44,2	41,9	43,9	45,8	46,6
Revenu disponible (B.6n)	21.648,3	20.982,3	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.588,8	26.202,1	26.515,4
Total Emplois	32.001,1	31.999,3	33.898,6	35.272,5	37.348,8	39.036,0	41.158,4	43.439,5	42.706,0	43.671,1

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	21.648,3	20.982,3	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.588,8	26.202,1	26.515,4
Total Ressources	21.648,3	20.982,3	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.588,8	26.202,1	26.515,4
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	12.516,5	13.463,3	13.995,5	14.608,1	15.338,4	16.165,7	16.903,2	18.023,9	18.783,9	19.436,1
Prestations sociales en nature (D.631)	1.288,5	1.550,3	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.591,9	2.677,9
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	1.288,5	1.550,3	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.591,9	2.677,9
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	1.288,5	1.550,3	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.591,9	2.677,9
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	11.228,0	11.913,0	12.422,7	12.818,2	13.417,6	14.135,8	14.757,2	15.643,5	16.192,0	16.758,2
Revenu disponible ajusté (B.7n)	9.131,8	7.519,0	7.874,0	8.212,6	8.843,7	8.954,4	9.652,8	9.564,9	7.418,2	7.079,3
Total Emplois	21.648,3	20.982,3	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.588,8	26.202,1	26.515,4
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	21.648,3	20.982,3	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.588,8	26.202,1	26.515,4
Total Ressources	21.648,3	20.982,3	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.588,8	26.202,1	26.515,4
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	19.285,5	21.076,6	21.980,0	23.005,8	23.852,7	25.033,3	26.166,3	27.765,5	29.249,9	29.777,7
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	12.516,5	13.463,3	13.995,5	14.608,1	15.338,4	16.165,7	16.903,2	18.023,9	18.783,9	19.436,1
Dépenses de consommation collective (P.32)	6.769,0	7.613,3	7.984,5	8.397,7	8.514,3	8.867,6	9.263,1	9.741,6	10.466,0	10.341,6
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	2	-3	5	2	4	-2	4	-4	-4
Épargne (B.8n)	2.362,8	-96,5	-107,6	-189,7	327,7	82,4	391,3	-180,4	-3.043,3	-3.257,8
Total Emplois	21.648,3	20.982,3	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.588,8	26.202,1	26.515,4
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	9.131,8	7.519,0	7.874,0	8.212,6	8.843,7	8.954,4	9.652,8	9.564,9	7.418,2	7.079,3
Total Ressources	9.131,8	7.519,0	7.874,0	8.212,6	8.843,7	8.954,4	9.652,8	9.564,9	7.418,2	7.079,3
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	6.769,0	7.613,3	7.984,5	8.397,7	8.514,3	8.867,6	9.263,1	9.741,6	10.466,0	10.341,6
Consommation collective effective (P.42)	6.769,0	7.613,3	7.984,5	8.397,7	8.514,3	8.867,6	9.263,1	9.741,6	10.466,0	10.341,6
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	2,2	-2,9	4,6	1,7	4,4	-1,6	3,7	-4,5	-4,5
Épargne (B.8n)	2.362,8	-96,5	-107,6	-189,7	327,7	82,4	391,3	-180,4	-3.043,3	-3.257,8
Total Emplois	9.131,8	7.519,0	7.874,0	8.212,6	8.843,7	8.954,4	9.652,8	9.564,9	7.418,2	7.079,3
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Épargne nette (B.8n)	2.362,8	-96,5	-107,6	-189,7	327,7	82,4	391,3	-180,4	-3.043,3	-3.257,8
Transferts en capital à recevoir (D.9)	1.151,4	1.235,6	1.462,3	2.083,7	1.908,4	2.037,7	2.142,4	2.308,0	2.195,6	2.474,7
Impôts en capital (D.91)	1.072,7	1.172,3	1.292,0	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.296,2

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Aides à l'investissement (D.92)	49,5	31,8	75,7	45,7	45,4	40,1	45,6	63,0	77,8	128,0
En provenance des administrations publiques	49,5	31,8	75,7	45,7	45,4	40,1	45,6	63,0	77,8	128,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	49,5	31,8	75,7	45,7	45,4	40,1	45,6	63,0	77,8	128,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	29,2	31,5	94,6	475,7	113,6	47,8	43,8	46,5	68,0	50,5
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	58,8	445,3	77,9	2,1	2,4	6,3	28,4	9,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	58,8	442,4	75,0	0,0	0,0	0,0	19,6	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	2,9	2,9	2,1	2,4	6,3	8,8	9,6
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	29,2	31,5	35,8	30,4	35,7	45,7	41,4	40,2	39,6	40,9
En provenance des sociétés non financières	23,0	16,4	20,8	14,2	14,0	16,1	19,7	19,1	19,8	14,6
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	2,1	13,6	11,2	14,4	16,0	9,0	10,7	9,1	9,2	8,8
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	4,1	1,5	3,8	1,8	5,7	20,6	11,0	12,0	10,6	17,5
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	4,1	1,5	3,8	1,8	5,7	20,6	11,0	12,0	10,6	17,5
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-1.853,7	-1.784,5	-1.808,4	-2.397,7	-2.424,2	-2.333,6	-2.156,6	-3.093,2	-2.438,6	-2.349,4
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-1.746,7	-1.774,9	-1.798,8	-1.849,3	-1.965,9	-2.133,1	-1.966,6	-2.078,9	-2.218,8	-2.163,5
Versées aux administrations publiques	-538,3	-492,9	-462,3	-502,7	-655,9	-588,2	-550,3	-523,3	-512,3	-520,6
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-1,7	-1,7	-0,9	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	-536,6	-491,2	-461,4	-502,7	-655,9	-588,1	-550,3	-523,3	-512,3	-520,6
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-1.208,4	-1.282,0	-1.336,5	-1.346,6	-1.310,0	-1.544,9	-1.416,3	-1.555,6	-1.706,5	-1.642,9
Versées aux sociétés non financières	-1.067,0	-1.126,9	-1.155,5	-1.139,1	-1.147,7	-1.389,7	-1.206,7	-1.283,2	-1.346,7	-1.251,2
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-96,0	-108,6	-95,2	-89,6	-97,0	-101,2	-156,4	-206,5	-280,0	-334,8
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-41,9	-45,0	-59,8	-74,2	-54,1	-53,3	-53,2	-65,8	-70,6	-54,0
Versées au reste du monde	-3,5	-1,5	-26,0	-43,7	-11,2	-0,7	0,0	-0,1	-9,2	-2,9
Versées aux états membres de l'Union européenne	-3,5	-1,5	-26,0	-43,7	-11,2	-0,7	0,0	-0,1	-9,2	-2,9
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-107,0	-9,6	-9,6	-548,4	-458,3	-200,5	-190,0	-1.014,3	-219,8	-185,9
Versés aux administrations publiques	-99,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-825,6	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-625,6	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	-99,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-200,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-7,8	-9,6	-9,6	-548,4	-458,3	-200,5	-190,0	-188,7	-219,8	-185,9
Versés aux sociétés non financières	-7,8	0,0	0,0	-63,0	-314,9	-200,5	-184,6	-182,4	-219,8	-152,7

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	-485,4	-143,4	0,0	-5,4	-6,3	0,0	-33,2
Versés aux ménages	0,0	-9,6	-9,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	1.660,5	-645,4	-453,7	-503,7	-188,1	-213,5	377,1	-965,6	-3.286,3	-3.132,5
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	1.660,5	-645,4	-453,7	-503,7	-188,1	-213,5	377,1	-965,6	-3.286,3	-3.132,5
Total Variations des actifs	1.660,5	-645,4	-453,7	-503,7	-188,1	-213,5	377,1	-965,6	-3.286,3	-3.132,5
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	1.660,5	-645,4	-453,7	-503,7	-188,1	-213,5	377,1	-965,6	-3.286,3	-3.132,5
Total Variations des passifs et de la valeur nette	1.660,5	-645,4	-453,7	-503,7	-188,1	-213,5	377,1	-965,6	-3.286,3	-3.132,5
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	2.006,4	2.108,1	2.012,7	2.064,5	2.046,2	2.077,7	2.086,5	2.227,6	2.286,9	2.549,8
Formation brute de capital fixe (P.51)	2.009,9	2.104,4	2.008,0	2.068,4	2.042,8	2.074,8	2.081,5	2.215,7	2.283,6	2.550,2
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	1.974,9	2.055,3	1.930,4	1.993,8	1.952,0	1.982,4	1.982,4	2.114,6	2.165,3	2.423,7
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	2.012,2	2.118,4	1.984,6	2.317,1	2.073,4	2.156,9	2.064,7	2.200,1	2.268,7	2.486,7
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-37,3	-63,1	-54,2	-323,3	-121,4	-174,5	-82,3	-85,5	-103,4	-63,0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	35,0	49,1	77,6	74,6	90,8	92,4	99,1	101,1	118,3	126,5
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	35,0	49,1	77,6	74,6	90,8	92,4	99,1	101,1	118,3	126,5
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-2.299,3	-2.371,5	-2.492,1	-2.559,1	-2.617,3	-2.830,0	-2.963,9	-3.099,6	-3.052,1	-3.189,1
Variation des stocks (P.52)	-3,5	3,7	4,7	-3,9	3,4	2,9	5,0	11,9	3,3	-0,4
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-143,6
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-143,6
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	1.953,4	-382,0	25,7	-9,1	377,0	538,8	1.254,5	-93,6	-2.521,1	-2.349,6
Total Variations des actifs	1.660,5	-645,4	-453,7	-503,7	-188,1	-213,5	377,1	-965,6	-3.286,3	-3.132,5

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	12.211,7	13.724,5	14.188,1	14.518,1	15.468,3	16.441,4	16.999,3	17.861,0	18.664,0	19.527,6
Production marchande (P.11)	669,7	729,6	744,4	787,6	821,4	871,8	902,6	883,9	891,0	918,0
Production pour usage final propre (P.12)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autre production non marchande (P.13)	11.542,0	12.994,9	13.443,7	13.730,5	14.646,9	15.569,6	16.096,7	16.977,1	17.773,0	18.609,6
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	526,5	572,7	608,9	638,9	680,6	602,1	697,5	726,2	771,6	803,8
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	11.015,5	12.422,2	12.834,8	13.091,6	13.966,3	14.967,5	15.399,2	16.250,9	17.001,4	17.805,8
Total Ressources	12.211,7	13.724,5	14.188,1	14.518,1	15.468,3	16.441,4	16.999,3	17.861,0	18.664,0	19.527,6
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	2.324,0	2.744,1	2.722,8	2.754,6	2.946,4	3.055,8	2.984,5	3.092,0	3.378,8	3.511,9
Valeur ajoutée brute (B.1b)	9.887,7	10.980,4	11.465,3	11.763,5	12.521,9	13.385,6	14.014,8	14.769,0	15.285,2	16.015,7
Consommation de capital fixe (K.1)	1.252,1	1.286,6	1.333,9	1.384,9	1.489,2	1.658,2	1.803,4	1.939,0	1.912,8	2.059,3
Valeur ajoutée nette (B.1n)	8.635,6	9.693,8	10.131,4	10.378,6	11.032,7	11.727,4	12.211,4	12.830,0	13.372,4	13.956,4
Total Emplois	12.211,7	13.724,5	14.188,1	14.518,1	15.468,3	16.441,4	16.999,3	17.861,0	18.664,0	19.527,6
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	8.635,6	9.693,8	10.131,4	10.378,6	11.032,7	11.727,4	12.211,4	12.830,0	13.372,4	13.956,4
Total Ressources	8.635,6	9.693,8	10.131,4	10.378,6	11.032,7	11.727,4	12.211,4	12.830,0	13.372,4	13.956,4
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	8.635,6	9.693,8	10.131,4	10.378,6	11.032,7	11.727,5	12.211,3	12.830,0	13.372,4	13.956,4
Salaires et traitements bruts (D.11)	6.249,2	7.070,4	7.244,8	7.444,5	7.958,0	8.421,4	8.739,8	9.191,0	9.493,5	9.865,3
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	2.386,4	2.623,4	2.886,6	2.934,1	3.074,7	3.306,1	3.471,5	3.639,0	3.878,9	4.091,1
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	1.430,5	1.605,3	1.833,0	1.826,9	2.019,4	2.028,0	2.096,6	2.219,6	2.385,5	2.551,8
A destination des administrations publiques	1.136,5	1.300,4	1.506,6	1.524,8	1.689,7	1.751,0	1.815,8	1.913,6	2.064,6	2.184,0
A destination des autres secteurs	294,0	304,9	326,4	302,1	329,7	277,0	280,8	306,0	320,9	367,8
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	955,9	1.018,1	1.053,6	1.107,2	1.055,3	1.278,1	1.374,9	1.419,4	1.493,4	1.539,3
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Total Emplois	8.635,6	9.693,8	10.131,4	10.378,6	11.032,7	11.727,4	12.211,4	12.830,0	13.372,4	13.956,4
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	3.207,6	3.587,4	3.842,3	3.949,1	4.087,4	4.241,5	4.391,8	4.457,1	4.511,6	4.729,1
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	3.207,6	3.587,4	3.842,3	3.949,1	3.987,0	4.241,5	4.391,8	4.457,1	4.511,6	4.729,1
Subventions (D.3)	-302,1	-314,2	-320,7	-326,6	-332,1	-397,4	-383,9	-283,0	-261,5	-279,0
Subventions sur les produits (D.31)	-157,5	-150,3	-136,8	-139,5	-142,0	-163,2	-158,7	-61,1	-42,7	-130,6
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-157,5	-150,3	-136,8	-139,5	-142,0	-163,2	-158,7	-61,1	-42,7	-130,6

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres subventions sur la production (D.39)	-144,6	-163,9	-183,9	-187,1	-190,1	-234,2	-225,2	-221,9	-218,8	-148,4
Revenus de la propriété (D.4)	1.257,3	1.138,7	1.093,4	839,7	888,3	1.134,7	1.106,5	1.188,5	1.054,0	973,7
Intérêts (D.41)	164,4	132,4	136,2	135,9	140,3	173,6	227,7	262,4	197,5	187,3
En provenance des administrations publiques	56,3	34,7	51,0	51,6	38,8	52,3	61,9	30,2	5,0	3,2
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	51,0	26,2	15,7	14,6	22,5	36,5	39,7	11,1	2,8	2,2
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	5,3	8,5	35,3	37,0	16,3	15,8	22,2	19,1	2,2	1,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	108,1	97,7	85,2	84,3	101,5	121,3	165,8	232,2	192,5	184,1
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	87,0	85,0	69,2	65,6	74,5	92,2	135,6	207,5	123,5	100,1
Revenus distribués des sociétés (D.42)	993,0	894,9	840,9	545,8	581,5	844,0	758,9	801,7	730,8	649,2
Dividendes (D.421)	961,5	860,6	811,1	515,8	551,5	805,4	707,2	745,3	693,1	613,9
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	31,5	34,3	29,8	30,0	30,0	38,6	51,7	56,4	37,7	35,3
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	6,2	6,4	6,3	6,6	7,1	7,4	7,9	9,7	7,0	7,1
Loyers (D.45)	93,7	105,0	110,0	151,4	159,4	109,7	112,0	114,7	118,7	130,1
Total Ressources	4.162,8	4.411,9	4.615,0	4.462,2	4.643,6	4.978,7	5.114,5	5.362,6	5.304,1	5.423,8
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	657,1	587,3	647,6	651,1	550,6	500,0	647,5	738,5	566,1	488,2
Intérêts (D.41)	653,1	585,0	645,6	649,1	548,5	498,2	645,4	736,7	565,1	487,3
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	653,1	585,0	645,6	649,1	548,5	498,2	645,4	736,7	565,1	487,3
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	692,2	747,5	731,4	736,4	730,7	785,5	822,8	817,8	717,2	651,1
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	4	2	2	2	2	2	2	2	1	1
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	3.505,7	3.824,6	3.967,4	3.811,1	4.093,0	4.478,7	4.467,0	4.624,1	4.738,0	4.935,6
Total Emplois	4.162,8	4.411,9	4.615,0	4.462,2	4.643,6	4.978,7	5.114,5	5.362,6	5.304,1	5.423,8
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	3.505,7	3.824,6	3.967,4	3.811,1	4.093,0	4.478,7	4.467,0	4.624,1	4.738,0	4.935,6
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	2.078,3	2.250,0	2.391,6	2.421,0	2.529,0	2.789,2	3.267,1	2.547,9	3.589,2	3.291,4
Impôts sur le revenu (D.51)	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0	3.208,0	2.897,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0	3.208,0	2.897,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0	3.208,0	2.897,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	197,6	222,5	218,6	239,0	257,0	318,2	351,1	391,9	381,2	394,4
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	197,6	222,5	218,6	239,0	257,0	318,2	351,1	391,9	381,2	394,4
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	197,6	222,5	218,6	239,0	257,0	318,2	351,1	391,9	381,2	394,4

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	977,7	1.038,3	1.073,6	1.128,9	1.077,8	1.296,6	1.395,4	1.440,8	1.514,8	1.558,6
Cotisations sociales effectives (D.611)	21,8	20,2	20,0	21,7	22,5	18,5	20,5	21,4	21,4	19,3
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	1,5	1,5	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	1,5	1,5	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4
A charge des administrations publiques	1,5	1,5	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	20,3	18,7	18,4	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,4	14,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	20,3	18,7	18,4	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,4	14,9
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	955,9	1.018,1	1.053,6	1.107,2	1.055,3	1.278,1	1.374,9	1.419,4	1.493,4	1.539,3
Autres transferts courants (D.7)	7.139,3	7.787,8	8.653,1	8.925,4	9.501,3	9.943,8	10.385,9	11.295,1	11.449,3	11.820,2
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	38,2	38,3	42,1	49,2	56,1	53,5	53,1	57,3	60,6	61,8
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	6.920,1	7.606,0	8.471,2	8.720,7	9.288,2	9.695,8	10.117,3	10.982,1	11.155,3	11.497,1
Transferts de recettes fiscales	77,5	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	77,5	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	6.842,6	7.511,0	8.325,9	8.579,1	9.139,3	9.549,8	9.991,2	10.870,9	11.016,3	11.348,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	1.354,1	1.858,4	2.176,3	2.288,5	2.396,6	2.567,6	2.666,7	2.942,1	2.999,1	3.112,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	5.455,3	5.625,4	6.120,7	6.265,2	6.717,7	6.955,7	7.296,5	7.900,7	7.988,9	8.210,3
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	33,2	27,2	28,9	25,4	25,0	26,5	28,0	28,1	28,3	26,1
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	15,0	15,3	15,6	15,9	16,2	16,5	16,8
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	15,0	15,3	15,6	15,9	16,2	16,5	16,8
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	181,0	143,5	139,8	140,5	141,7	178,9	199,6	239,5	216,9	244,5
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	181,0	143,5	139,8	140,5	141,7	178,9	199,6	239,5	216,9	244,5
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,7	9,7	9,3	10,4	9,3
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	181,0	143,5	139,8	140,5	141,7	171,2	189,9	230,2	206,5	235,2
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	13.701,0	14.900,7	16.085,7	16.286,4	17.201,1	18.508,3	19.515,4	19.907,9	21.291,3	21.605,8
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	11,7	10,2	10,2	10,1	10,3	5,7	6,0	6,6	7,8	8,0
Impôts sur le revenu (D.51)	11,7	10,2	10,2	10,1	10,3	5,7	6,0	6,6	7,8	8,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.575,8	1.764,3	1.797,3	1.708,6	1.682,7	1.917,6	2.000,6	2.156,1	2.298,0	2.350,6
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	5,0	5,4	5,6	5,9	6,0	6,2	6,7	6,9	7,5	7,8
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	976,1	1.036,8	1.072,0	1.126,4	1.075,2	1.294,3	1.391,4	1.436,8	1.510,7	1.554,2
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	594,7	722,1	719,7	576,3	601,5	617,1	602,5	712,4	779,8	788,6
Autres transferts courants (D.7)	670,0	734,8	725,6	774,1	793,1	908,4	1.011,5	994,4	1.132,0	1.107,5
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	56,0	60,7	61,0	66,2	72,4	72,0	71,4	77,0	81,4	83,1
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	137,8	161,4	137,6	185,4	170,6	169,1	237,6	172,5	231,6	203,0
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	137,8	161,4	137,6	185,4	170,6	169,1	237,6	172,5	231,6	203,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,1	0,1	0,1	0,6	1,5	45,8	37,7	40,5	38,1	39,2
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	137,7	161,3	137,5	184,8	169,1	123,3	199,9	132,0	193,5	163,8
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	476,2	512,7	527,0	522,5	550,1	667,3	702,5	744,9	819,0	821,4
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	476,2	512,7	527,0	522,5	550,1	667,3	702,5	744,9	819,0	821,4
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,3	6,1	7,6	1,9
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	252,1	275,2	285,5	276,2	298,4	106,8	108,8	124,2	151,6	150,4
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	224,1	237,5	241,5	246,3	251,7	559,5	592,4	614,6	659,8	669,1
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	11.443,5	12.391,4	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.750,8	17.853,5	18.139,7
Total Emplois	13.701,0	14.900,7	16.085,7	16.286,4	17.201,1	18.508,3	19.515,4	19.907,9	21.291,3	21.605,8

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	11.443,5	12.391,4	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.750,8	17.853,5	18.139,7
Total Ressources	11.443,5	12.391,4	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.750,8	17.853,5	18.139,7
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	5.163,3	5.481,2	5.609,2	5.826,4	6.098,6	6.669,9	6.980,0	7.586,2	7.730,2	8.060,2
Prestations sociales en nature (D.631)	363,6	384,4	423,7	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	290,2	287,4
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	363,6	384,4	423,7	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	290,2	287,4
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	363,6	384,4	423,7	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	290,2	287,4
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	4.799,7	5.096,8	5.185,5	5.578,7	5.845,8	6.429,0	6.739,8	7.299,7	7.440,0	7.772,8
Revenu disponible ajusté (B.7n)	6.280,2	6.910,2	7.943,4	7.967,2	8.616,4	9.006,7	9.517,3	9.164,6	10.123,3	10.079,5
Total Emplois	11.443,5	12.391,4	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.750,8	17.853,5	18.139,7
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	11.443,5	12.391,4	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.750,8	17.853,5	18.139,7
Total Ressources	11.443,5	12.391,4	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.750,8	17.853,5	18.139,7
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	11.379,1	12.806,6	13.258,5	13.339,3	14.219,1	15.208,4	15.639,4	16.537,4	17.291,6	18.093,2
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	5.163,3	5.481,2	5.609,2	5.826,4	6.098,6	6.669,9	6.980,0	7.586,2	7.730,2	8.060,2
Dépenses de consommation collective (P.32)	6.215,8	7.325,4	7.649,3	7.512,9	8.120,5	8.538,5	8.659,4	8.951,2	9.561,4	10.033,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	1	-1	-2	-1	-1	-1	0	0	-1	-1
Epargne (B.8n)	63,6	-414,1	295,7	455,0	496,6	469,7	857,5	213,4	563,4	48,0
Total Emplois	11.443,5	12.391,4	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.750,8	17.853,5	18.139,7
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	6.280,2	6.910,2	7.943,4	7.967,2	8.616,4	9.006,7	9.517,3	9.164,6	10.123,3	10.079,5
Total Ressources	6.280,2	6.910,2	7.943,4	7.967,2	8.616,4	9.006,7	9.517,3	9.164,6	10.123,3	10.079,5
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	6.215,8	7.325,4	7.649,3	7.512,9	8.120,5	8.538,5	8.659,4	8.951,2	9.561,4	10.033,0
Consommation collective effective (P.42)	6.215,8	7.325,4	7.649,3	7.512,9	8.120,5	8.538,5	8.659,4	8.951,2	9.561,4	10.033,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,8	-1,1	-1,6	-0,7	-0,7	-1,5	0,4	0,0	-1,5	-1,5
Epargne (B.8n)	63,6	-414,1	295,7	455,0	496,6	469,7	857,5	213,4	563,4	48,0
Total Emplois	6.280,2	6.910,2	7.943,4	7.967,2	8.616,4	9.006,7	9.517,3	9.164,6	10.123,3	10.079,5
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	63,6	-414,1	295,7	455,0	496,6	469,7	857,5	213,4	563,4	48,0
Transferts en capital à recevoir (D.9)	605,1	559,2	621,7	582,0	754,1	653,0	594,8	1.208,4	579,7	580,2
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Aides à l'investissement (D.92)	571,6	505,2	473,1	515,7	670,3	598,9	561,5	542,4	539,3	551,5
En provenance des administrations publiques	571,6	505,2	473,1	515,7	670,3	598,9	561,5	542,4	539,3	551,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	35,0	14,0	11,7	13,0	14,4	10,8	11,2	19,1	27,0	30,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	536,6	491,2	461,4	502,7	655,9	588,1	550,3	523,3	512,3	520,6
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	33,5	54,0	148,6	66,3	83,8	54,1	33,3	666,0	40,4	28,7
En provenance des administrations publiques	2,4	1,0	0,0	0,4	27,4	4,9	0,9	625,7	0,2	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	2,4	1,0	0,0	0,4	27,4	4,9	0,9	0,1	0,2	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	625,6	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	31,1	53,0	148,6	65,9	56,4	49,2	32,4	40,3	40,2	28,7
En provenance des sociétés non financières	20,9	44,7	137,7	56,5	47,0	43,7	26,1	33,5	31,7	23,9
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	10,2	8,3	10,9	9,4	9,4	5,5	6,3	6,8	8,5	4,8
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-269,4	-269,8	-646,3	-390,2	-300,7	-221,5	-222,7	-275,6	-271,3	-273,6
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-266,1	-249,1	-371,5	-207,1	-247,8	-99,8	-112,0	-100,8	-70,8	-141,3
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-266,1	-249,1	-371,5	-207,1	-247,8	-99,8	-112,0	-100,8	-70,8	-141,3
Versées aux sociétés non financières	-197,5	-167,3	-288,1	-130,7	-156,4	-71,0	-79,4	-69,8	-37,5	-103,9
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-36,1	-46,6	-46,4	-40,5	-55,5	-5,6	-5,9	-5,9	-5,5	-5,5
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-32,5	-35,2	-37,0	-35,9	-35,9	-23,2	-26,7	-25,1	-27,8	-31,9
Versées au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-3,3	-20,7	-274,8	-183,1	-52,9	-121,7	-110,7	-174,8	-200,5	-132,3
Versés aux administrations publiques	-3,3	-2,7	-2,3	-6,1	-6,9	-5,3	-5,5	-11,4	-15,4	-15,7
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-3,3	-2,7	-2,3	-3,2	-4,0	-3,2	-3,1	-5,1	-6,6	-6,1
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	-2,9	-2,9	-2,1	-2,4	-6,3	-8,8	-9,6
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	0,0	-18,0	-272,5	-177,0	-46,0	-116,4	-105,2	-163,4	-185,1	-116,6
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	-247,5	0,0	0,0	-96,3	-81,4	-149,2	-175,2	-96,4

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Versés aux sociétés financières	0,0	-18,0	-25,0	-177,0	-46,0	-20,1	-23,8	-14,2	-9,9	-20,2
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	399,3	-124,7	271,1	646,8	950,0	901,2	1.229,6	1.146,2	871,8	354,6
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	399,3	-124,7	271,1	646,8	950,0	901,2	1.229,6	1.146,2	871,8	354,6
Total Variations des actifs	399,3	-124,7	271,1	646,8	950,0	901,2	1.229,6	1.146,2	871,8	354,6
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	399,3	-124,7	271,1	646,8	950,0	901,2	1.229,6	1.146,2	871,8	354,6
Total Variations des passifs et de la valeur nette	399,3	-124,7	271,1	646,8	950,0	901,2	1.229,6	1.146,2	871,8	354,6
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	1.948,1	1.732,4	2.013,0	2.067,2	2.464,7	2.825,9	2.472,5	2.353,2	2.617,1	2.526,6
Formation brute de capital fixe (P.51)	1.948,1	1.732,4	2.013,0	2.067,2	2.464,7	2.825,9	2.472,5	2.353,2	2.617,1	2.526,6
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	1.948,1	1.732,4	2.013,0	2.067,2	2.464,7	2.825,9	2.472,5	2.353,2	2.617,1	2.526,6
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	1.984,8	1.769,1	2.057,1	2.193,0	2.525,4	2.868,2	2.525,2	2.405,7	2.685,3	2.580,9
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-36,7	-36,7	-44,1	-125,8	-60,7	-42,3	-52,7	-52,5	-68,2	-54,3
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-1.252,1	-1.286,6	-1.333,9	-1.384,9	-1.489,2	-1.658,2	-1.803,4	-1.939,0	-1.912,8	-2.059,3
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	32,7	23,1	16,1	18,8	24,0	-37,6	-6,0	7,4	15,7	-25,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	32,7	23,1	16,1	18,8	24,0	-37,6	-6,0	7,4	15,7	-25,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-329,4	-593,6	-424,1	-54,3	-49,5	-228,9	566,5	724,6	151,8	-87,7
Total Variations des actifs	399,3	-124,7	271,1	646,8	950,0	901,2	1.229,6	1.146,2	871,8	354,6

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	1.762,9	1.879,0	1.952,6	2.000,8	2.068,7	2.146,6	2.221,8	2.310,7	2.433,5	2.566,5
Production marchande (P.11)	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7
Production pour usage final propre (P.12)	46,7	31,3	13,2	16,5	17,0	18,8	19,7	21,0	19,1	20,8
Autre production non marchande (P.13)	1.704,5	1.836,0	1.927,7	1.972,6	2.040,0	2.116,1	2.190,4	2.278,0	2.402,7	2.534,0
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	15,2	13,1	13,0	13,3	10,0	13,1	16,6	15,9	23,7	28,6
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	1.689,3	1.822,9	1.914,7	1.959,3	2.030,0	2.103,0	2.173,8	2.262,1	2.379,0	2.505,4
Total Ressources	1.762,9	1.879,0	1.952,6	2.000,8	2.068,7	2.146,6	2.221,8	2.310,7	2.433,5	2.566,5
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	701,1	749,0	779,5	805,2	836,6	864,2	894,5	929,0	983,4	1.036,1
Valeur ajoutée brute (B.1b)	1.061,8	1.130,0	1.173,1	1.195,6	1.232,1	1.282,4	1.327,3	1.381,7	1.450,1	1.530,4
Consommation de capital fixe (K.1)	61,5	63,9	57,1	46,4	40,2	42,2	45,4	47,9	48,1	49,4
Valeur ajoutée nette (B.1n)	1.000,3	1.066,1	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,9	1.333,8	1.402,0	1.481,0
Total Emplois	1.762,9	1.879,0	1.952,6	2.000,8	2.068,7	2.146,6	2.221,8	2.310,7	2.433,5	2.566,5
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	1.000,3	1.066,1	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,9	1.333,8	1.402,0	1.481,0
Total Ressources	1.000,3	1.066,1	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,9	1.333,8	1.402,0	1.481,0
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	1.000,3	1.066,1	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,9	1.333,8	1.402,0	1.481,0
Salaires et traitements bruts (D.11)	751,5	804,8	847,6	876,9	906,5	943,8	973,3	1.001,3	1.042,0	1.101,8
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	248,8	261,3	268,4	272,3	285,4	296,4	308,6	332,5	360,0	379,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	235,3	246,1	252,4	255,6	267,7	277,2	288,8	311,7	338,1	356,1
A destination des administrations publiques	235,3	246,1	252,4	255,6	267,7	277,2	288,8	311,7	338,1	356,1
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	13,5	15,2	16,0	16,7	17,7	19,2	19,8	20,8	21,9	23,1
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Emplois	1.000,3	1.066,1	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,9	1.333,8	1.402,0	1.481,0
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	844,8	971,5	989,8	1.229,3	1.242,1	1.297,7	1.222,2	1.319,6	1.291,9	1.345,5
Impôts sur les produits (D.21)	744,7	875,6	883,2	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3	1.118,5	1.148,2
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	744,7	875,6	883,2	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3	1.118,5	1.148,2
Autres impôts sur la production (D.29)	100,1	95,9	106,6	172,2	77,6	167,4	122,7	217,3	173,4	197,3
Subventions (D.3)	-640,3	-607,6	-750,1	-903,8	-1.150,5	-1.470,2	-1.736,2	-2.124,6	-2.301,3	-2.737,6
Subventions sur les produits (D.31)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres subventions sur la production (D.39)	-640,3	-607,6	-750,1	-903,8	-1.150,5	-1.470,2	-1.736,2	-2.124,6	-2.301,3	-2.737,6
Revenus de la propriété (D.4)	386,6	470,1	369,3	326,6	324,8	331,2	359,8	384,4	372,3	362,8
Intérêts (D.41)	386,6	470,1	369,3	326,6	324,8	331,2	359,8	384,4	372,3	362,8
En provenance des administrations publiques	261,4	357,7	255,8	286,1	284,8	268,3	276,2	246,4	309,8	311,1
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	233,1	327,3	228,8	261,1	266,0	252,7	262,0	233,5	296,3	289,2
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	28,3	30,4	27,0	25,0	18,8	15,6	14,2	12,9	13,5	21,9
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	125,2	112,4	113,5	40,5	40,0	62,9	83,6	138,0	62,5	51,7
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	111,8	104,9	105,6	36,1	33,8	53,4	73,1	124,1	41,1	32,9
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dividendes (D.421)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	591,1	834,0	609,0	652,1	416,4	158,7	-154,2	-420,6	-637,1	-1.029,3
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	18,0	7,8	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,6	6,3
Intérêts (D.41)	18,0	7,8	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,6	6,3
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	18,0	7,8	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,6	6,3
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	18,2	7,8	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,6	8,9
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	573,1	826,2	603,1	644,4	415,7	158,2	-155,2	-421,1	-639,7	-1.035,6
Total Emplois	591,1	834,0	609,0	652,1	416,4	158,7	-154,2	-420,6	-637,1	-1.029,3
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	573,1	826,2	603,1	644,4	415,7	158,2	-155,2	-421,1	-639,7	-1.035,6
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	853,3	894,9	943,6	1.051,5	1.053,9	1.104,2	1.205,5	1.247,1	1.316,4	1.325,9
Impôts sur le revenu (D.51)	670,5	690,1	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	670,5	690,1	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	670,5	690,1	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	35.311,8	37.012,0	37.447,7	38.565,1	39.420,7	40.971,0	43.240,3	45.737,4	46.640,3	47.694,1
Cotisations sociales effectives (D.611)	35.298,3	36.996,8	37.431,7	38.548,4	39.403,0	40.951,8	43.220,5	45.716,6	46.618,4	47.671,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	21.651,5	22.846,7	23.110,9	23.715,5	24.323,3	25.429,1	26.863,6	28.332,9	28.811,0	29.424,8
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	21.651,5	22.846,7	23.110,9	23.715,5	24.323,3	25.429,1	26.863,6	28.332,9	28.811,0	29.424,8
A charge des administrations publiques	2.626,6	2.871,9	2.960,9	3.051,2	3.222,4	3.378,2	3.496,3	3.731,3	3.961,8	4.111,8
A charge des autres secteurs	19.024,8	19.974,8	20.150,0	20.664,3	21.100,9	22.050,9	23.367,3	24.601,6	24.849,2	25.313,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	10.638,7	10.987,4	11.078,7	11.426,9	11.559,6	11.822,0	12.504,0	13.037,0	13.233,9	13.566,6
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	10.631,8	10.982,8	11.076,8	11.425,6	11.558,3	11.820,9	12.503,0	13.036,0	13.232,8	13.565,5
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,9	4,6	1,9	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	3.008,1	3.162,7	3.242,1	3.406,0	3.520,1	3.700,7	3.852,9	4.346,7	4.573,5	4.679,6
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.960,3	3.115,3	3.194,0	3.357,9	3.470,8	3.646,6	3.799,3	4.285,6	4.512,4	4.618,5
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	47,8	47,4	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1
Cotisations sociales imputées (D.612)	13,5	15,2	16,0	16,7	17,7	19,2	19,8	20,8	21,9	23,1
Autres transferts courants (D.7)	9.903,0	11.079,1	11.554,8	14.758,7	16.186,7	17.503,1	18.331,1	20.331,8	20.499,8	24.391,7
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	9.826,9	10.957,4	11.479,9	14.642,2	16.087,7	17.463,2	18.286,6	20.252,9	20.392,7	24.285,8
Transferts de recettes fiscales	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	6.329,4	6.424,8	6.826,4	6.761,9	6.865,0	7.205,1	7.055,8	7.680,7	7.657,3	10.185,1
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	6.322,8	6.319,0	6.682,5	6.671,2	6.765,9	6.950,3	6.929,8	7.551,7	7.506,5	10.027,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	6,6	105,8	143,9	90,7	99,1	254,8	126,0	129,0	150,8	157,2
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	76,1	121,7	74,9	116,5	99,0	39,9	44,5	78,9	107,1	105,9
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	76,1	121,7	74,9	116,5	99,0	39,9	44,5	78,9	107,1	105,9
En provenance des sociétés non financières	75,8	121,4	74,6	116,2	98,7	39,6	44,2	78,6	102,1	100,9
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	5,0	5,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	46.641,2	49.812,2	50.549,2	55.019,7	57.077,0	59.736,5	62.621,7	66.895,2	67.816,8	72.376,1
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	30.230,2	32.072,1	33.530,3	34.595,9	35.825,8	36.820,0	37.727,8	40.161,4	43.233,8	44.631,6
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	30.188,8	32.026,4	33.481,8	34.549,5	35.777,9	36.763,5	37.675,1	40.105,4	43.174,4	44.562,4
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	13,5	15,2	16,0	16,7	17,7	19,2	19,8	20,8	21,9	23,1
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	27,9	30,5	32,5	29,7	30,2	37,3	32,9	35,2	37,5	46,1
Autres transferts courants (D.7)	319,2	304,3	307,5	459,6	462,7	404,2	509,6	563,8	559,9	661,6
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	158,1	167,9	145,8	205,5	210,8	135,6	181,0	183,8	212,3	212,1
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	158,1	167,9	145,8	205,5	210,8	135,6	181,0	183,8	212,3	212,1
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	124,9	140,7	116,9	137,4	149,2	75,9	100,1	103,6	118,9	131,2
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	42,7	36,6	33,2	52,9	52,1	65,1	54,8
Aux administrations locales	33,2	27,2	28,9	25,4	25,0	26,5	28,0	28,1	28,3	26,1
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	21,5	19,1	19,7	52,6	61,3	19,7	52,3
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	21,5	19,1	19,7	52,6	61,3	19,7	52,3
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	161,1	136,4	161,7	232,6	232,8	248,9	276,0	318,7	327,9	397,2
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	161,1	136,4	161,7	232,6	232,8	248,9	276,0	318,7	327,9	397,2
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	161,1	136,4	161,7	232,6	232,8	248,9	276,0	318,7	327,9	397,2
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	16.091,8	17.435,8	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.023,1	27.082,9
Total Emplois	46.641,2	49.812,2	50.549,2	55.019,7	57.077,0	59.736,5	62.621,7	66.895,2	67.816,8	72.376,1

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	16.091,8	17.435,8	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.023,1	27.082,9
Total Ressources	16.091,8	17.435,8	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.023,1	27.082,9
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	15.653,1	16.184,5	17.594,7	20.188,3	21.125,3	21.579,3	22.701,9	24.803,0	26.474,8	27.336,2
Prestations sociales en nature (D.631)	13.963,8	14.361,6	15.680,0	18.229,0	19.095,3	19.476,3	20.528,1	22.540,9	24.095,8	24.830,8
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	1.347,4	1.403,7	1.544,0	1.724,1	1.780,7	1.904,8	2.013,6	2.256,6	2.437,8	2.457,9
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	12.616,5	12.957,9	14.136,0	16.504,9	17.314,6	17.571,5	18.514,5	20.284,3	21.658,0	22.372,9
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	12.616,5	12.957,9	14.136,0	16.504,9	17.314,6	17.571,5	18.514,5	20.284,3	21.658,0	22.372,9
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	1.689,3	1.822,9	1.914,7	1.959,3	2.030,0	2.103,0	2.173,8	2.262,1	2.379,0	2.505,4
Revenu disponible ajusté (B.7n)	438,7	1.251,3	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.451,7	-253,3
Total Emplois	16.091,8	17.435,8	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.023,1	27.082,9
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	16.091,8	17.435,8	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.023,1	27.082,9
Total Ressources	16.091,8	17.435,8	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.023,1	27.082,9
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	15.653,1	16.184,5	17.594,7	20.188,3	21.125,3	21.579,3	22.701,9	24.803,0	26.474,8	27.336,2
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	15.653,1	16.184,5	17.594,7	20.188,3	21.125,3	21.579,3	22.701,9	24.803,0	26.474,8	27.336,2
Dépenses de consommation collective (P.32)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Epargne (B.8n)	438,7	1.251,3	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.451,7	-253,3
Total Emplois	16.091,8	17.435,8	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.023,1	27.082,9
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	438,7	1.251,3	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.451,7	-253,3
Total Ressources	438,7	1.251,3	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.451,7	-253,3
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation collective effective (P.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	438,7	1.251,3	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.451,7	-253,3
Total Emplois	438,7	1.251,3	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.451,7	-253,3
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	438,7	1.251,3	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.451,7	-253,3
Transferts en capital à recevoir (D.9)	1.491,5	27,8	58,7	261,3	60,9	29,8	38,5	237,8	63,3	33,1
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Aides à l'investissement (D.92)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	1.491,5	27,8	58,7	261,3	60,9	29,8	38,5	237,8	63,3	33,1
En provenance des administrations publiques	1.462,6	0,0	0,0	174,7	0,0	0,0	0,0	200,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	1.363,4	0,0	0,0	174,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	99,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	28,9	27,8	58,7	86,6	60,9	29,8	38,5	37,8	63,3	33,1
En provenance des sociétés non financières	28,9	27,8	58,7	86,6	60,9	29,8	38,5	37,8	63,3	33,1
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-190,8	-11,0	-14,2	-6,2	-10,6	-111,5	-15,5	-16,8	-19,2	-12,4
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-190,8	-11,0	-14,2	-6,2	-10,6	-111,5	-15,5	-16,8	-19,2	-12,4
Versés aux administrations publiques	-171,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-94,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-171,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-94,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-19,8	-11,0	-14,2	-6,2	-10,6	-17,2	-15,5	-16,8	-19,2	-12,4
Versés aux sociétés non financières	-18,3	-9,3	-12,5	-4,3	-9,3	-4,3	-7,7	-8,2	-8,9	-2,1

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	-1,5	-1,7	-1,7	-1,9	-1,3	-12,9	-7,8	-8,6	-10,3	-10,3
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	1.739,4	1.268,1	-838,8	31,0	-286,5	851,3	1.705,4	1.588,0	-2.407,6	-232,6
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	1.739,4	1.268,1	-838,8	31,0	-286,5	851,3	1.705,4	1.588,0	-2.407,6	-232,6
Total Variations des actifs	1.739,4	1.268,1	-838,8	31,0	-286,5	851,3	1.705,4	1.588,0	-2.407,6	-232,6
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	1.739,4	1.268,1	-838,8	31,0	-286,5	851,3	1.705,4	1.588,0	-2.407,6	-232,6
Total Variations des passifs et de la valeur nette	1.739,4	1.268,1	-838,8	31,0	-286,5	851,3	1.705,4	1.588,0	-2.407,6	-232,6
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	122,8	74,1	88,2	40,7	50,2	48,2	59,3	49,5	48,4	89,5
Formation brute de capital fixe (P.51)	122,8	74,1	88,2	40,7	50,2	48,2	59,3	49,5	48,4	89,5
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	76,1	42,8	75,0	24,2	33,2	29,4	39,6	28,5	29,3	68,7
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	76,1	42,8	75,0	24,2	33,2	29,4	39,6	28,5	29,3	68,7
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	46,7	31,3	13,2	16,5	17,0	18,8	19,7	21,0	19,1	20,8
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	46,7	31,3	13,2	16,5	17,0	18,8	19,7	21,0	19,1	20,8
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-61,5	-63,9	-57,1	-46,4	-40,2	-42,2	-45,4	-47,9	-48,1	-49,4
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	1.678,1	1.257,9	-869,9	36,7	-296,5	845,3	1.691,5	1.586,4	-2.407,9	-272,7
Total Variations des actifs	1.739,4	1.268,1	-838,8	31,0	-286,5	851,3	1.705,4	1.588,0	-2.407,6	-232,6

3. Impôts et cotisations sociales effectives par type

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Impôts sur la production et les importations (D.2)	32.404,4	33.872,4	34.888,0	37.507,3	39.330,3	41.621,5	42.665,8	43.206,3	42.541,8	45.498,3
Impôts sur les produits (D.21)	27.497,4	28.924,9	29.581,5	32.107,1	34.003,0	35.356,2	37.091,5	37.062,4	36.326,5	39.006,8
Taxes du type TVA (D.211)	16.999,3	18.020,4	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8	23.175,8	24.796,0
TVA grevant les produits	16.999,3	18.020,4	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8	23.175,8	24.796,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9
Droits d'accises sur les huiles minérales	49,6	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	211,9	234,1	253,1	263,4	264,0	266,5	294,3	292,2	290,4	312,6
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	150,6	155,0	169,7	156,1	158,8	163,7	163,8	167,5	166,6	171,1
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	23,9	24,6	28,1	28,9	30,6	33,2	38,7	42,2	49,5	57,1
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	104,3	105,4	113,4	110,9	111,2	113,7	114,5	114,1	115,3	115,9
Droits d'accises sur les bières	9,9	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	67,7	72,2	76,3	43,3	22,4	22,1	22,0	22,2	23,7	24,3
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	13,7	12,8	13,2	13,9	13,6	12,8	12,4	12,8	13,0	13,1
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	91,7	171,5	147,3	148,0	154,2	154,9	159,8
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	9.866,5	10.230,4	10.683,0	11.542,6	12.219,9	12.403,9	12.779,1	12.522,4	12.267,3	13.286,9
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	5.236,4	5.511,8	5.774,4	6.291,0	6.419,1	6.144,4	6.248,0	6.097,8	6.256,5	6.714,9
Droits d'accises sur les huiles minérales	3.346,0	3.384,3	3.458,8	3.673,7	3.729,4	3.623,9	3.705,3	3.616,1	3.700,2	3.917,1
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	1.049,1	1.280,8	1.328,8	1.373,2	1.401,0	1.476,9	1.526,3	1.449,4	1.520,9	1.572,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	56,4	58,1	44,6	58,4	59,5	61,3	61,4	62,6	62,4	64,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Droits d'accises sur les bières	196,8	192,0	191,9	186,8	183,5	183,4	181,1	175,3	173,1	177,8
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	83,0	88,5	93,5	53,0	27,3	27,0	27,0	27,3	29,0	29,8
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	30,9	30,1	31,1	29,8	28,2	27,4	27,7	27,6	26,0	25,6
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	35,2	28,5	30,1	43,8	56,5	59,0	43,2	51,2	44,3	51,2
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	8,4	5,8	5,7	7,5	8,2	8,3
Cotisation sur l'énergie	201,4	192,0	264,1	367,9	345,4	362,3	341,0	330,9	335,2	383,2
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	77,5	159,6	272,3	122,9	143,6	162,0	175,0	291,6
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	223,2	229,7	234,6	211,1	117,6	33,6	19,4	7,1	3,6	3,4
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	12,6	26,4	18,5	20,8	17,3	13,2	12,9	12,4	10,7	15,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	112,1	172,4	147,4	147,9	154,1	155,4	160,6
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,7	13,5	12,1	14,9
Ecotaxes	1,7	1,3	0,8	0,7	0,3	0,3	0,8	0,8	0,3	0,3
Droits de timbres (D.214 B)	157,7	159,7	159,0	134,7	119,1	45,4	2,8	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	157,7	159,7	159,0	134,7	119,1	45,4	2,8	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	2.430,3	2.377,1	2.541,4	2.714,3	3.129,2	3.476,4	3.701,1	3.544,9	3.095,9	3.493,0
Droits d'enregistrement	2.030,0	2.063,1	2.202,9	2.393,0	2.861,3	3.118,1	3.324,7	3.271,2	2.820,1	3.209,8
Droits d'hypothèque	39,3	47,9	58,3	61,5	80,6	79,7	75,7	69,7	74,4	75,3
Droits de greffe	38,6	38,6	34,6	30,4	30,6	31,2	31,2	31,6	33,5	34,4
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	247,2	174,4	199,2	166,2	146,9	241,8	233,9	129,0	129,4	133,7
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	75,2	53,1	46,4	63,2	9,8	5,6	3,1	0,3	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	32,5	43,1	38,5	39,8
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	267,7	252,4	247,5	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8	343,3	378,6
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	267,7	252,4	247,5	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8	343,3	378,6
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	44,3	46,2	43,0	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1	74,4	76,8
Taxes sur les jeux et les paris	44,3	46,2	43,0	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1	74,4	76,8
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	1.329,1	1.408,8	1.517,2	1.566,7	1.622,2	1.818,0	1.929,7	1.970,3	2.018,6	2.122,8
Taxes sur les contrats d'assurance	665,8	722,6	779,2	804,0	826,2	997,9	1.097,0	1.102,1	1.128,0	1.224,6
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	47,8	48,6	50,5	50,1	50,4	52,4	53,7	56,8	53,1	44,4
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	464,4	473,4	502,0	518,6	545,9	551,1	559,8	563,0	570,3	581,3
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	97,4	105,7	123,3	127,4	128,9	129,7	141,1	152,6	155,2	156,4
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	47,3	52,3	54,8	59,8	63,5	79,5	70,6	88,5	104,6	108,9
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	6,4	6,2	7,4	6,8	7,3	7,4	7,5	7,3	7,4	7,2
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	311,9	277,5	245,6	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9	240,4	240,7
Bénéfices de la loterie nationale	311,9	277,5	245,6	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9	240,4	240,7
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	89,1	196,9	154,9	304,2	377,6	319,5	277,1	243,6	238,2	260,1
Taxe d'affichage	1,3	1,3	2,3	3,0	1,8	1,9	2,8	2,2	2,9	2,9
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	85,0	192,7	149,7	298,2	372,8	314,5	271,1	238,0	231,7	253,2
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	2,8	2,9	2,9	3,0	3,0	3,1	3,2	3,4	3,6	4,0

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres impôts sur la production (D.29)	4.907,0	4.947,5	5.306,5	5.400,2	5.327,3	6.265,3	5.574,3	6.143,9	6.215,3	6.491,5
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	3.060,1	3.411,4	3.638,0	3.678,9	3.705,2	3.821,7	3.950,7	4.101,7	4.230,1	4.417,0
Précompte immobilier (PP)	1.970,2	2.225,9	2.373,4	2.423,2	2.448,8	2.528,1	2.615,8	2.712,3	2.799,8	2.928,3
Précompte immobilier (Soc)	985,1	1.112,5	1.186,8	1.172,9	1.183,8	1.224,3	1.268,9	1.314,6	1.357,9	1.415,9
Taxe d'ouverture	10,8	4,2	3,6	3,4	3,2	2,3	0,4	0,3	0,3	0,3
Taxe de patente	5,3	5,4	5,5	5,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C). A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	88,7	63,4	68,7	74,1	69,3	66,9	65,6	74,5	72,1	72,5
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	601,1	640,3	631,1	651,6	703,6	650,9	697,6	673,7	715,8	706,2
Taxe de circulation payée par les entreprises	380,5	391,6	417,2	425,5	447,4	439,5	491,4	492,9	518,7	527,5
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	49,2	53,8	44,8	46,3	49,5	41,8	55,8	53,9	48,6	57,8
Eurovignette	90,0	111,5	81,5	98,4	128,6	107,6	115,7	121,1	148,1	120,7
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	81,4	83,4	87,6	81,4	78,1	62,0	34,7	5,8	0,4	0,2
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	23,8	22,3	22,0	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3	5,2	2,3
Taxe sur les centres de coordination	23,8	22,3	22,0	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3	5,2	2,3
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	210,0	207,5	228,3	230,3	164,3	193,6	178,1	179,7	179,1	192,6
Taxe sur les déchets industriels (RF et RW)	72,5	69,0	74,8	62,2	66,4	76,0	68,2	71,5	56,0	54,0
Taxe sur le lisier (RF)	4,6	5,5	4,0	7,2	9,9	9,7	10,7	7,6	4,4	4,7
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	132,9	133,0	149,5	160,9	88,0	107,9	99,2	100,6	118,7	133,9
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	1.012,0	666,0	787,1	817,9	734,5	1.586,7	738,3	1.181,5	1.085,1	1.173,4
Annuité de brevets	5,7	7,3	7,1	8,7	7,5	7,7	7,2	11,2	9,0	5,5
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	73,7	52,8	73,5	74,0	73,7	75,9	73,7	73,7	73,7	82,6
Cotisation unique des sociétés	99,3	95,9	101,0	138,1	148,6	161,2	166,0	172,0	176,8	184,8
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	4,7	6,2	5,5	5,8	5,9	7,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,8	0,0	5,6	34,1	-75,7	0,0	-48,8	39,5	-9,3	5,5
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	365,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0	250,0	250,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	484,3	-251,4	-72,6	-43,9	-52,1
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	21,0	0,0	0,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	467,5	510,0	578,9	563,0	575,7	739,4	786,1	701,9	622,9	690,1
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	44.733,3	45.817,5	45.797,7	48.421,3	51.247,8	52.637,3	54.595,4	56.976,6	51.690,7	55.258,5
Impôts sur le revenu (D.51)	43.316,6	44.047,4	44.064,0	46.578,5	48.894,0	50.746,6	52.671,1	54.989,8	49.705,1	53.162,6
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	35.029,0	35.666,0	35.843,1	37.398,9	38.912,5	39.241,8	40.725,3	43.280,2	41.033,7	43.428,1
Précompte mobilier (PP)	1.788,7	1.726,2	1.626,2	1.773,9	2.063,7	2.225,1	2.351,1	2.604,8	2.059,4	2.186,7
Précompte professionnel (PP)	29.821,3	30.334,9	30.616,4	31.932,0	33.187,1	34.922,7	36.463,2	38.792,1	39.141,1	40.303,6
Versements anticipés (PP)	1.945,7	1.879,7	1.851,1	1.732,6	1.861,2	1.788,4	1.756,2	1.728,0	1.546,9	1.617,7
Rôles (PP)	770,1	967,1	978,7	1.097,0	921,8	-614,2	-885,7	-866,5	-2.865,2	-1.745,2
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	13,8	11,1	7,2	7,4	8,7	11,3	18,5	15,9	10,7	16,8
Cotisation spéciale de sécurité sociale	670,0	689,8	743,9	820,1	824,1	849,3	956,3	969,6	1.047,4	1.031,8
Cotisation sur les hauts revenus	0,5	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	16,9	30,1	30,8	31,8	20,3	15,1	8,8
Autres impôts sur le revenu	18,9	56,9	19,2	18,7	15,3	28,1	33,6	15,7	78,1	7,8
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	8.091,4	8.141,6	7.911,6	8.991,4	9.815,8	11.372,2	11.762,5	11.602,5	8.530,7	9.601,0

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Précompte mobilier (Soc)	606,7	581,3	502,1	465,0	557,5	530,0	689,3	680,8	536,4	556,9
Versements anticipés (Soc)	7.124,6	6.585,5	6.600,4	7.975,7	8.398,1	9.004,8	9.743,4	9.637,0	6.844,8	7.699,6
Impôts des non-résidents (Soc)	16,8	-2,3	-13,0	-6,3	34,5	57,1	40,9	46,1	62,3	43,0
Rôles (Soc)	330,4	951,7	811,6	546,6	817,0	1.763,7	1.269,6	1.224,2	1.048,2	1.297,7
Autres impôts sur le revenu	12,9	25,4	10,5	10,4	8,7	16,6	19,3	14,4	39,0	3,8
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	196,2	239,8	309,3	188,2	165,7	132,6	183,3	107,1	140,7	133,5
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	141,6	190,1	204,4	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9	131,1	124,2
Autres impôts sur le revenu	54,6	49,7	104,9	25,8	28,0	41,6	52,9	-4,8	9,6	9,3
Autres impôts courants (D.59)	1.416,7	1.770,1	1.733,7	1.842,8	2.353,8	1.890,7	1.924,3	1.986,8	1.985,6	2.095,9
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	374,2	419,7	402,6	497,1	547,9	726,6	680,5	747,9	685,9	751,1
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	54,1	74,6	63,5	76,9	89,1	149,3	163,3	192,4	180,1	187,9
Taxes sur les ASBL	41,0	37,3	35,9	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2	28,4	32,5
Taxe annuelle sur les titres côtés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	96,3	103,0	103,9	150,8	188,8	209,1	252,5	243,3	208,6	236,7
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0	-16,5	2,8	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0
Impôts de capitation (D.59 B)	30,8	80,0	76,1	62,1	70,5	71,5	60,7	58,4	58,9	60,3
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	30,8	14,7	12,0	3,4	2,4	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	65,3	64,1	58,7	68,1	70,5	60,7	58,4	58,9	60,3
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	938,7	1.194,8	1.177,1	1.199,4	1.216,1	1.172,0	1.235,0	1.166,3	1.148,1	1.187,1
Taxe de circulation payée par les ménages	775,9	795,6	848,8	856,9	893,3	875,5	981,9	984,3	1.036,5	1.053,6
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	162,8	166,9	175,1	162,9	156,2	123,9	69,4	11,6	0,9	0,5
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	232,3	153,2	179,6	166,6	172,6	183,7	170,4	110,7	133,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	73,0	75,6	77,9	84,2	519,3	-79,4	-51,9	14,2	92,7	97,4
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	219,8	-49,0	-96,5	-63,0	-14,2	-13,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	212,8	-119,7	-53,9	-32,8	0,0	-0,3
Autres taxes	73,0	75,6	77,9	84,2	86,7	89,3	98,5	110,0	106,9	110,7
Impôts en capital (D.91)	1.206,2	1.255,9	1.390,4	2.176,6	1.872,8	2.153,3	2.215,7	2.370,1	2.234,7	2.489,8
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	1.133,1	1.172,3	1.292,0	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.296,2
Droits de succession	1.072,7	1.117,5	1.229,3	1.395,8	1.484,9	1.611,1	1.702,2	1.881,7	1.779,9	1.965,9
Droits sur les donations	60,4	54,8	62,7	166,5	264,5	338,7	350,8	316,8	269,9	330,3
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	73,1	83,6	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	193,6
Taxe sur l'épargne à long terme	73,1	83,6	98,4	116,2	123,4	153,4	162,7	171,6	184,9	193,6
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	498,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	78.343,9	80.945,8	82.076,1	88.105,2	92.450,9	96.412,1	99.476,9	102.553,0	96.467,2	103.246,6
Cotisations sociales effectives (D.611)	36.644,5	38.438,1	39.248,9	40.433,4	41.367,2	42.983,9	45.534,1	48.077,3	49.081,9	50.198,7
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	21.928,0	23.174,6	23.743,6	24.358,5	24.961,4	26.072,1	27.649,4	29.141,2	29.679,4	30.340,7
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	21.928,0	23.174,6	23.743,6	24.358,5	24.961,4	26.072,1	27.649,4	29.141,2	29.679,4	30.340,7
A charge des administrations publiques	2.778,7	3.057,6	3.450,9	3.561,7	3.734,4	3.898,5	4.059,7	4.298,6	4.593,0	4.788,5
A charge des autres secteurs	19.149,3	20.117,0	20.292,7	20.796,8	21.227,0	22.173,6	23.589,7	24.842,6	25.086,4	25.552,2

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	11.576,6	11.963,4	12.112,2	12.512,4	12.714,7	13.024,4	13.851,5	14.406,9	14.647,5	14.992,6
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	11.569,7	11.958,8	12.110,3	12.511,1	12.713,4	13.023,3	13.850,5	14.405,9	14.646,4	14.991,5
Sur les salaires et traitements bruts	11.569,7	11.958,8	12.110,3	12.511,1	12.713,4	13.023,3	13.850,5	14.405,9	14.646,4	14.991,5
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,9	4,6	1,9	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	3.139,9	3.300,1	3.393,1	3.562,5	3.691,1	3.887,4	4.033,2	4.529,2	4.755,0	4.865,4
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	3.092,1	3.252,7	3.345,0	3.514,4	3.641,8	3.833,3	3.979,6	4.468,1	4.693,9	4.804,3
A charge des travailleurs indépendants	2.207,0	2.301,2	2.361,1	2.466,3	2.532,4	2.679,8	2.792,4	3.184,4	3.356,3	3.467,6
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	885,1	951,5	983,9	1.048,1	1.109,4	1.153,5	1.187,2	1.283,7	1.337,6	1.336,7
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	47,8	47,4	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	47,8	47,4	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	114.988,4	119.383,9	121.325,0	128.538,6	133.818,1	139.396,0	145.011,0	150.630,3	145.549,1	153.445,3

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Impôts sur la production et les importations (D.2)	26.450,8	25.863,0	26.415,0	28.554,0	29.855,3	31.674,1	32.383,5	32.825,6	32.491,6	34.737,4
Impôts sur les produits (D.21)	25.778,7	25.620,3	26.088,3	28.255,4	29.564,8	30.780,2	32.337,4	32.392,5	32.042,6	34.276,8
Taxes du type TVA (D.211)	16.999,3	18.020,4	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8	23.175,8	24.796,0
TVA grevant les produits	16.999,3	18.020,4	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8	23.175,8	24.796,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9
Droits d'accises sur les huiles minérales	49,6	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	211,9	234,1	253,1	263,4	264,0	266,5	294,3	292,2	290,4	312,6
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	150,6	155,0	169,7	156,1	158,8	163,7	163,8	167,5	166,6	171,1
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	23,9	24,6	28,1	28,9	30,6	33,2	38,7	42,2	49,5	57,1
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	104,3	105,4	113,4	110,9	111,2	113,7	114,5	114,1	115,3	115,9
Droits d'accises sur les bières	9,9	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	67,7	72,2	76,3	43,3	22,4	22,1	22,0	22,2	23,7	24,3
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	13,7	12,8	13,2	13,9	13,6	12,8	12,4	12,8	13,0	13,1
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	91,7	171,5	147,3	148,0	154,2	154,9	159,8
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	8.147,8	6.925,8	7.189,8	7.690,9	7.781,7	7.827,9	8.025,0	7.852,5	7.983,4	8.556,9
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	5.013,2	5.282,1	5.539,8	6.079,9	6.201,1	6.110,8	6.228,6	6.090,7	6.252,9	6.711,5
Droits d'accises sur les huiles minérales	3.346,0	3.384,3	3.458,8	3.673,7	3.729,4	3.623,9	3.705,3	3.616,1	3.700,2	3.917,1
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	1.049,1	1.280,8	1.328,8	1.373,2	1.401,0	1.476,9	1.526,3	1.449,4	1.520,9	1.572,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	56,4	58,1	44,6	58,4	59,5	61,3	61,4	62,6	62,4	64,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Droits d'accises sur les bières	196,8	192,0	191,9	186,8	183,5	183,4	181,1	175,3	173,1	177,8
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	83,0	88,5	93,5	53,0	27,3	27,0	27,0	27,3	29,0	29,8
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	30,9	30,1	31,1	29,8	28,2	27,4	27,7	27,6	26,0	25,6
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	35,2	28,5	30,1	43,8	56,5	59,0	43,2	51,2	44,3	51,2
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	8,4	5,8	5,7	7,5	8,2	8,3
Cotisation sur l'énergie	201,4	192,0	264,1	367,9	345,4	362,3	341,0	330,9	335,2	383,2
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	77,5	159,6	171,9	122,9	143,6	162,0	175,0	291,6
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	12,6	26,4	18,5	20,8	17,3	13,2	12,9	12,4	10,7	15,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	112,1	172,4	147,4	147,9	154,1	155,4	160,6
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,7	13,5	12,1	14,9
Ecotaxes	1,7	1,3	0,8	0,7	0,3	0,3	0,8	0,8	0,3	0,3
Droits de timbres (D.214 B)	157,7	159,7	159,0	134,7	119,1	45,4	2,8	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	157,7	159,7	159,0	134,7	119,1	45,4	2,8	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	1.723,8	476,4	456,5	443,7	401,4	441,5	461,4	410,3	351,8	370,0
Droits d'enregistrement	1.323,5	162,4	118,0	122,4	133,5	83,2	85,0	136,6	76,0	86,8
Droits d'hypothèque	39,3	47,9	58,3	61,5	80,6	79,7	75,7	69,7	74,4	75,3
Droits de greffe	38,6	38,6	34,6	30,4	30,6	31,2	31,2	31,6	33,5	34,4
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	247,2	174,4	199,2	166,2	146,9	241,8	233,9	129,0	129,4	133,7
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	75,2	53,1	46,4	63,2	9,8	5,6	3,1	0,3	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	32,5	43,1	38,5	39,8
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	267,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	267,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	672,2	728,8	786,6	810,8	833,5	1.005,3	1.104,5	1.109,4	1.135,4	1.231,8
Taxes sur les contrats d'assurance	665,8	722,6	779,2	804,0	826,2	997,9	1.097,0	1.102,1	1.128,0	1.224,6
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	6,4	6,2	7,4	6,8	7,3	7,4	7,5	7,3	7,4	7,2
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	311,9	277,5	245,6	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9	240,4	240,7
Bénéfices de la loterie nationale	311,9	277,5	245,6	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9	240,4	240,7
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	1,3	1,3	2,3	3,0	1,8	1,9	2,8	2,2	2,9	2,9
Taxe d'affichage	1,3	1,3	2,3	3,0	1,8	1,9	2,8	2,2	2,9	2,9
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres impôts sur la production (D.29)	672,1	242,7	326,7	298,6	290,5	893,9	46,1	433,1	449,0	460,6
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	5,3	5,4	5,5	5,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	5,3	5,4	5,5	5,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	491,9	83,4	87,6	81,4	78,1	62,0	34,7	5,8	0,4	1,7
Taxe de circulation payée par les entreprises	320,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	90,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	81,4	83,4	87,6	81,4	78,1	62,0	34,7	5,8	0,4	0,2
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	23,8	22,3	22,0	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3	5,2	2,3
Taxe sur les centres de coordination	23,8	22,3	22,0	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3	5,2	2,3
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	151,1	131,6	211,6	190,4	192,6	819,4	1,8	420,0	443,4	456,6
Annuité de brevets	5,7	7,3	7,1	8,7	7,5	7,7	7,2	11,2	9,0	5,5
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	73,7	52,8	73,5	74,0	73,7	75,9	73,7	73,7	73,7	82,6
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0	250,0	250,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	484,3	-251,4	-72,6	-43,9	-52,1
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	21,0	0,0	0,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	71,7	71,5	110,0	107,7	111,4	139,5	172,3	157,7	154,6	170,6
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	41.718,9	41.859,5	41.462,1	43.928,1	46.615,7	47.703,9	49.107,5	52.232,7	46.221,8	49.653,5
Impôts sur le revenu (D.51)	40.765,4	41.552,3	41.147,2	43.576,1	45.797,4	47.426,0	48.920,2	52.038,6	45.998,1	49.394,1
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	32.477,8	33.170,9	32.926,3	34.396,5	35.815,9	35.921,2	36.974,4	40.329,0	37.326,7	39.659,6
Précompte mobilier (PP)	1.788,7	1.726,2	1.626,2	1.773,9	2.063,7	2.225,1	2.351,1	2.604,8	2.059,4	2.186,7
Précompte professionnel (PP)	29.821,3	30.334,9	30.616,4	31.932,0	33.187,1	34.922,7	36.584,9	38.962,4	39.663,7	40.374,1
Versements anticipés (PP)	1.945,7	1.879,7	1.851,1	1.732,6	1.861,2	1.788,4	1.756,2	1.728,0	1.546,9	1.617,7
Rôles (PP)	-1.110,6	-837,9	-1.193,8	-1.085,0	-1.350,2	-3.085,2	-3.801,7	-3.018,1	-6.047,2	-4.552,3
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	13,8	11,1	7,2	7,4	8,7	11,3	18,5	15,9	10,7	16,8
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	16,9	30,1	30,8	31,8	20,3	15,1	8,8
Autres impôts sur le revenu	18,9	56,9	19,2	18,7	15,3	28,1	33,6	15,7	78,1	7,8
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	8.091,4	8.141,6	7.911,6	8.991,4	9.815,8	11.372,2	11.762,5	11.602,5	8.530,7	9.601,0

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Précompte mobilier (Soc)	606,7	581,3	502,1	465,0	557,5	530,0	689,3	680,8	536,4	556,9
Versements anticipés (Soc)	7.124,6	6.585,5	6.600,4	7.975,7	8.398,1	9.004,8	9.743,4	9.637,0	6.844,8	7.699,6
Impôts des non-résidents (Soc)	16,8	-2,3	-13,0	-6,3	34,5	57,1	40,9	46,1	62,3	43,0
Rôles (Soc)	330,4	951,7	811,6	546,6	817,0	1.763,7	1.269,6	1.224,2	1.048,2	1.297,7
Autres impôts sur le revenu	12,9	25,4	10,5	10,4	8,7	16,6	19,3	14,4	39,0	3,8
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	196,2	239,8	309,3	188,2	165,7	132,6	183,3	107,1	140,7	133,5
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	141,6	190,1	204,4	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9	131,1	124,2
Autres impôts sur le revenu	54,6	49,7	104,9	25,8	28,0	41,6	52,9	-4,8	9,6	9,3
Autres impôts courants (D.59)	953,5	307,2	314,9	352,0	818,3	277,9	187,3	194,1	223,7	259,4
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	137,3	140,3	139,8	189,1	229,5	322,7	268,3	278,3	237,0	269,2
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	41,0	37,3	35,9	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2	28,4	32,5
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	96,3	103,0	103,9	150,8	188,8	209,1	252,5	243,3	208,6	236,7
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0	-16,5	2,8	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paievements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	816,2	166,9	175,1	162,9	156,2	123,9	69,4	11,6	0,9	3,5
Taxe de circulation payée par les ménages	653,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	162,8	166,9	175,1	162,9	156,2	123,9	69,4	11,6	0,9	0,5
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	432,6	-168,7	-150,4	-95,8	-14,2	-13,3
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	219,8	-49,0	-96,5	-63,0	-14,2	-13,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	212,8	-119,7	-53,9	-32,8	0,0	-0,3
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital (D.91)	133,5	83,6	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	193,6
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	60,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	60,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	73,1	83,6	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	193,6
Taxe sur l'épargne à long terme	73,1	83,6	98,4	116,2	123,4	153,4	162,7	171,6	184,9	193,6
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	498,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	68.303,2	67.806,1	67.975,5	73.096,4	76.594,4	79.581,5	81.653,7	85.229,9	78.898,3	84.584,5
Cotisations sociales effectives (D.611)	1.324,4	1.389,3	1.768,7	1.825,5	1.904,2	1.971,9	2.255,5	2.293,9	2.402,0	2.468,3
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	275,0	306,2	611,2	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8	834,5	881,6
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	275,0	306,2	611,2	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8	834,5	881,6
A charge des administrations publiques	150,5	164,0	468,5	480,7	482,1	491,4	532,7	527,8	597,3	642,4
A charge des autres secteurs	124,5	142,2	142,7	132,5	126,1	122,7	222,4	241,0	237,2	239,2

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	917,6	945,7	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	917,6	945,7	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9
Sur les salaires et traitements bruts	917,6	945,7	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	131,8	137,4	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	131,8	137,4	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	131,8	137,4	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	69.627,6	69.195,4	69.744,2	74.921,9	78.498,6	81.553,4	83.909,2	87.523,8	81.300,3	87.052,8

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Impôts sur la production et les importations (D.2)	1.901,2	3.450,5	3.640,9	3.774,9	4.145,5	4.408,2	4.668,3	4.604,0	4.246,7	4.686,3
Impôts sur les produits (D.21)	974,0	2.429,0	2.610,0	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6	3.165,4	3.581,8
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	974,0	2.429,0	2.610,0	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6	3.165,4	3.581,8
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	223,2	229,7	234,6	211,1	117,6	33,6	19,4	7,1	3,6	3,4
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	223,2	229,7	234,6	211,1	117,6	33,6	19,4	7,1	3,6	3,4
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	706,5	1.900,7	2.084,9	2.270,6	2.727,8	3.034,9	3.239,7	3.134,6	2.744,1	3.123,0
Droits d'enregistrement	706,5	1.900,7	2.084,9	2.270,6	2.727,8	3.034,9	3.239,7	3.134,6	2.744,1	3.123,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	252,4	247,5	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8	343,3	378,6
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	252,4	247,5	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8	343,3	378,6
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	44,3	46,2	43,0	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1	74,4	76,8
Taxes sur les jeux et les paris	44,3	46,2	43,0	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1	74,4	76,8
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres impôts sur la production (D.29)	927,2	1.021,5	1.030,9	980,3	972,2	962,5	1.013,7	1.036,4	1.081,3	1.104,5
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	245,5	251,4	236,7	195,8	195,4	191,6	188,4	202,8	204,6	217,0
Précompte immobilier (PP)	97,3	122,4	109,2	104,7	109,0	108,1	107,6	113,0	116,3	128,2
Précompte immobilier (Soc)	48,7	61,4	55,2	13,6	13,9	14,3	14,8	15,0	15,9	16,0
Taxe d'ouverture	10,8	4,2	3,6	3,4	3,2	2,3	0,4	0,3	0,3	0,3
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	88,7	63,4	68,7	74,1	69,3	66,9	65,6	74,5	72,1	72,5
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	74,6	521,3	505,6	531,5	584,8	548,9	618,2	623,1	668,2	656,5
Taxe de circulation payée par les entreprises	25,4	356,0	379,3	386,8	406,7	399,5	446,7	448,1	471,5	478,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	49,2	53,8	44,8	46,3	49,5	41,8	55,8	53,9	48,6	57,8
Eurovignette	0,0	111,5	81,5	98,4	128,6	107,6	115,7	121,1	148,1	120,7
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	210,0	207,5	228,3	230,3	164,3	193,6	178,1	179,7	179,1	192,6
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	72,5	69,0	74,8	62,2	66,4	76,0	68,2	71,5	56,0	54,0
Taxe sur le lisier (RF)	4,6	5,5	4,0	7,2	9,9	9,7	10,7	7,6	4,4	4,7
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	132,9	133,0	149,5	160,9	88,0	107,9	99,2	100,6	118,7	133,9
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	397,1	41,3	60,3	22,7	27,7	28,4	29,0	30,8	29,4	38,4
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	365,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	32,1	41,3	60,3	22,7	27,7	28,4	29,0	30,8	29,4	38,4
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	82,8	813,1	1.000,4	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.015,3	948,9	563,3	987,7
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	-222,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-174,7	-548,6	-160,4
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	0,0	-222,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-174,7	-548,6	-160,4
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-121,7	-170,3	-522,6	-70,5
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	-222,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-4,4	-26,0	-89,9
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	82,8	1.035,6	1.000,9	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.148,1
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres côtés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	30,8	80,0	76,1	62,1	70,5	71,5	60,7	58,4	58,9	60,3
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	30,8	14,7	12,0	3,4	2,4	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	65,3	64,1	58,7	68,1	70,5	60,7	58,4	58,9	60,3
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	52,0	955,6	924,8	958,6	978,7	968,5	1.076,3	1.065,2	1.053,0	1.087,8
Taxe de circulation payée par les ménages	52,0	723,3	771,6	779,0	812,1	795,9	892,6	894,8	942,3	954,8
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	232,3	153,2	179,6	166,6	172,6	183,7	170,4	110,7	133,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital (D.91)	1.072,7	1.172,3	1.292,0	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.296,2
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	1.072,7	1.172,3	1.292,0	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.296,2
Droits de succession	1.072,7	1.117,5	1.229,3	1.395,8	1.484,9	1.611,1	1.702,2	1.881,7	1.779,9	1.965,9
Droits sur les donations	0,0	54,8	62,7	166,5	264,5	338,7	350,8	316,8	269,9	330,3
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	3.056,7	5.435,9	5.933,3	6.357,9	6.944,1	7.398,0	7.736,6	7.751,4	6.859,8	7.970,2
Cotisations sociales effectives (D.611)	0,0	31,8	28,5	37,8	37,5	41,7	37,6	45,4	40,1	40,1
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	20,2	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,9
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	20,2	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,9
A charge des administrations publiques	0,0	20,2	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,9
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	11,6	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	10,2
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	11,6	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	10,2
Sur les salaires et traitements bruts	0,0	11,6	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	10,2
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	3.056,7	5.467,7	5.961,8	6.395,7	6.981,6	7.439,7	7.774,2	7.796,8	6.899,9	8.010,3

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Impôts sur la production et les importations (D.2)	3.207,6	3.587,4	3.842,3	3.949,1	4.087,4	4.241,5	4.391,8	4.457,1	4.511,6	4.729,1
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres impôts sur la production (D.29)	3.207,6	3.587,4	3.842,3	3.949,1	3.987,0	4.241,5	4.391,8	4.457,1	4.511,6	4.729,1
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	2.809,3	3.154,6	3.395,8	3.477,8	3.509,7	3.630,0	3.762,3	3.898,9	4.025,5	4.200,0
Précompte immobilier (PP)	1.872,9	2.103,5	2.264,2	2.318,5	2.339,8	2.420,0	2.508,2	2.599,3	2.683,5	2.800,1
Précompte immobilier (Soc)	936,4	1.051,1	1.131,6	1.159,3	1.169,9	1.210,0	1.254,1	1.299,6	1.342,0	1.399,9
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	34,6	35,6	37,9	38,7	40,7	40,0	44,7	44,8	47,2	48,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	34,6	35,6	37,9	38,7	40,7	40,0	44,7	44,8	47,2	48,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	363,7	397,2	408,6	432,6	436,6	571,5	584,8	513,4	438,9	481,1
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	363,7	397,2	408,6	432,6	436,6	571,5	584,8	513,4	438,9	481,1
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	2.078,3	2.250,0	2.391,6	2.421,0	2.529,0	2.789,2	3.267,1	2.547,9	3.589,2	3.291,4
Impôts sur le revenu (D.51)	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0	3.208,0	2.897,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0	3.208,0	2.897,0
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0	3.208,0	2.897,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	197,6	222,5	218,6	239,0	257,0	318,2	351,1	391,9	381,2	394,4
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	54,1	74,6	63,5	76,9	89,1	149,3	163,3	192,4	180,1	187,9
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	54,1	74,6	63,5	76,9	89,1	149,3	163,3	192,4	180,1	187,9
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres côtés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	70,5	72,3	77,2	77,9	81,2	79,6	89,3	89,5	94,2	95,8
Taxe de circulation payée par les ménages	70,5	72,3	77,2	77,9	81,2	79,6	89,3	89,5	94,2	95,8
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	73,0	75,6	77,9	84,2	86,7	89,3	98,5	110,0	106,9	110,7
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	73,0	75,6	77,9	84,2	86,7	89,3	98,5	110,0	106,9	110,7
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	5.285,9	5.837,4	6.233,9	6.370,1	6.616,4	7.030,7	7.658,9	7.005,0	8.100,8	8.020,5
Cotisations sociales effectives (D.611)	21,8	20,2	20,0	21,7	22,5	18,5	20,5	21,4	21,4	19,3
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	1,5	1,5	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	1,5	1,5	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4
A charge des administrations publiques	1,5	1,5	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	20,3	18,7	18,4	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,4	14,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	20,3	18,7	18,4	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,4	14,9
Sur les salaires et traitements bruts	20,3	18,7	18,4	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,4	14,9
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	5.307,7	5.857,6	6.253,9	6.391,8	6.638,9	7.049,2	7.679,4	7.026,4	8.122,2	8.039,8

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Impôts sur la production et les importations (D.2)	844,8	971,5	989,8	1.229,3	1.242,1	1.297,7	1.222,2	1.319,6	1.291,9	1.345,5
Impôts sur les produits (D.21)	744,7	875,6	883,2	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3	1.118,5	1.148,2
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	744,7	875,6	883,2	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3	1.118,5	1.148,2
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	656,9	680,0	730,6	755,9	788,7	812,7	825,2	860,9	883,2	891,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	47,8	48,6	50,5	50,1	50,4	52,4	53,7	56,8	53,1	44,4
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	464,4	473,4	502,0	518,6	545,9	551,1	559,8	563,0	570,3	581,3
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	97,4	105,7	123,3	127,4	128,9	129,7	141,1	152,6	155,2	156,4
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	47,3	52,3	54,8	59,8	63,5	79,5	70,6	88,5	104,6	108,9
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	87,8	195,6	152,6	301,2	375,8	317,6	274,3	241,4	235,3	257,2
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	85,0	192,7	149,7	298,2	372,8	314,5	271,1	238,0	231,7	253,2
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	2,8	2,9	2,9	3,0	3,0	3,1	3,2	3,4	3,6	4,0

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres impôts sur la production (D.29)	100,1	95,9	106,6	172,2	77,6	167,4	122,7	217,3	173,4	197,3
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	100,1	95,9	106,6	172,2	77,6	167,4	122,7	217,3	173,4	197,3
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation inique des sociétés	99,3	95,9	101,0	138,1	148,6	161,2	166,0	172,0	176,8	184,8
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	4,7	6,2	5,5	5,8	5,9	7,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,8	0,0	5,6	34,1	-75,7	0,0	-48,8	39,5	-9,3	5,5
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	853,3	894,9	943,6	1.051,5	1.053,9	1.104,2	1.205,5	1.247,1	1.316,4	1.325,9
Impôts sur le revenu (D.51)	670,5	690,1	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	670,5	690,1	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	670,0	689,8	743,9	820,1	824,1	849,3	956,3	969,6	1.047,4	1.031,8
Cotisation sur les hauts revenus	0,5	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	1.698,1	1.866,4	1.933,4	2.280,8	2.296,0	2.401,9	2.427,7	2.566,7	2.608,3	2.671,4
Cotisations sociales effectives (D.611)	35.298,3	36.996,8	37.431,7	38.548,4	39.403,0	40.951,8	43.220,5	45.716,6	46.618,4	47.671,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	21.651,5	22.846,7	23.110,9	23.715,5	24.323,3	25.429,1	26.863,6	28.332,9	28.811,0	29.424,8
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	21.651,5	22.846,7	23.110,9	23.715,5	24.323,3	25.429,1	26.863,6	28.332,9	28.811,0	29.424,8
A charge des administrations publiques	2.626,7	2.871,9	2.960,9	3.051,2	3.222,4	3.378,2	3.496,3	3.731,3	3.961,8	4.111,8
A charge des autres secteurs	19.024,8	19.974,8	20.150,0	20.664,3	21.100,9	22.050,9	23.367,3	24.601,6	24.849,2	25.313,0

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	10.638,7	10.987,4	11.078,7	11.426,9	11.559,6	11.822,0	12.504,0	13.037,0	13.233,9	13.566,6
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	10.631,8	10.982,8	11.076,8	11.425,6	11.558,3	11.820,9	12.503,0	13.036,0	13.232,8	13.565,5
Sur les salaires et traitements bruts	10.631,8	10.982,8	11.076,8	11.425,6	11.558,3	11.820,9	12.503,0	13.036,0	13.232,8	13.565,5
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,9	4,6	1,9	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	3.008,1	3.162,7	3.242,1	3.406,0	3.520,1	3.700,7	3.852,9	4.346,7	4.573,5	4.679,6
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.960,3	3.115,3	3.194,0	3.357,9	3.470,8	3.646,6	3.799,3	4.285,6	4.512,4	4.618,5
A charge des travailleurs indépendants	2.207,0	2.301,2	2.361,1	2.466,3	2.532,4	2.679,8	2.792,4	3.184,4	3.356,3	3.467,6
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	753,3	814,1	832,9	891,6	938,4	966,8	1.006,9	1.101,2	1.156,1	1.150,9
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	47,8	47,4	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	47,8	47,4	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	36.996,4	38.863,2	39.365,1	40.829,2	41.699,0	43.353,7	45.648,2	48.283,3	49.226,7	50.342,4

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Impôts sur la production et les importations (D.2)	1.828,9	1.600,5	1.700,2	1.515,7	1.686,8	1.746,1	1.909,2	2.080,9	1.636,3	1.693,7
Impôts sur les produits (D.21)	1.828,9	1.600,5	1.700,2	1.515,7	1.686,8	1.746,1	1.909,2	2.080,9	1.636,3	1.693,7
Taxes du type TVA (D.211)	818,1	570,6	555,7	335,4	421,4	445,8	459,1	461,3	424,3	433,5
TVA grevant les produits	818,1	570,6	555,7	335,4	421,4	445,8	459,1	461,3	424,3	433,5
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	964,9	979,5	1.114,5	1.141,2	1.208,3	1.287,9	1.388,0	1.419,8	1.154,1	1.218,7
Droits sur les importations (D.2121)	941,6	956,0	1.086,0	1.118,3	1.191,6	1.269,4	1.365,2	1.395,3	1.128,5	1.195,6
Droits d'entrée, y compris droits CECA	941,6	956,0	1.086,0	1.118,3	1.191,6	1.269,4	1.365,2	1.395,3	1.128,5	1.195,6
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	23,3	23,5	28,5	22,9	16,7	18,5	22,8	24,5	25,6	23,1
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	23,3	23,5	28,5	22,9	16,7	18,5	22,8	24,5	25,6	23,1
Prélèvements agricoles	23,3	23,5	28,5	22,9	16,7	18,5	22,8	24,5	25,6	23,1
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	45,9	50,4	30,0	39,1	57,1	12,4	62,1	199,8	57,9	41,5
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	45,9	50,4	30,0	39,1	57,1	12,4	62,1	199,8	57,9	41,5
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	45,9	50,4	30,0	39,1	57,1	12,4	62,1	199,8	57,9	41,5
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	198,5	225,0	220,2	234,5	243,6	254,3	270,4	284,5	310,8	343,2
Impôts sur le revenu (D.51)	198,5	225,0	220,2	234,5	243,6	254,3	270,4	284,5	310,8	343,2
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	198,5	225,0	220,2	234,5	243,6	254,3	270,4	284,5	310,8	343,2
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	198,5	225,0	220,2	234,5	243,6	254,3	270,4	284,5	310,8	343,2
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	2.027,4	1.825,5	1.920,4	1.750,2	1.930,4	2.000,4	2.179,6	2.365,4	1.947,1	2.036,9
Cotisations sociales effectives (D.611)	154,4	161,1	186,6	197,1	193,8	219,9	250,3	259,5	275,4	339,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	154,4	161,1	186,6	197,1	193,8	219,9	250,3	259,5	275,4	339,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	154,4	161,1	186,6	197,1	193,8	219,9	250,3	259,5	275,4	339,0
Sur les salaires et traitements bruts	154,4	161,1	186,6	197,1	193,8	219,9	250,3	259,5	275,4	339,0
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	2.181,8	1.986,6	2.107,0	1.947,3	2.124,2	2.220,3	2.429,9	2.624,9	2.222,5	2.375,9

3.7 PRÉLEVÉS POUR FINANCER D'AUTRES SOUS-SECTEURS

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Transferts de recettes fiscales	28.873,1	27.115,6	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6
TVA grevant les produits	9.671,7	9.938,5	10.294,4	10.607,8	11.345,6	11.847,4	12.288,9	13.205,2	13.002,7	12.950,6
Précompte professionnel (PP)	15.626,3	12.549,5	13.344,2	13.623,2	14.366,3	14.752,7	15.790,7	16.724,3	16.357,6	16.192,0
Aux administrations locales	77,5	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7
TVA grevant les produits	77,5	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7
Aux administrations de sécurité sociale	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7
TVA grevant les produits	3.488,5	4.438,8	4.523,1	7.607,8	8.432,1	9.019,2	9.728,4	10.992,4	8.737,8	11.312,8
Droits d'accise	0,0	0,0	62,5	208,2	741,9	754,2	870,4	893,3	938,5	893,0
Droits d'accise sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur le tabac	0,0	0,0	62,5	208,2	611,9	624,2	740,4	763,3	808,5	763,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	130,0	130,0	130,0	130,0	130,0	130,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2.333,3	1.170,7
Précompte mobilier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	430,4	447,4	494,2	457,7	464,6
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	2,1	2,5	2,5	2,6
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	76,6	74,6	121,3	119,5
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	51,1	53,0	54,5	53,6
Rôles (NR)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Rôles (PP) - Stock options	9,0	93,8	67,9	55,8	33,6	37,4	38,8	51,9	82,2	79,4
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	8,5	15,1	15,4	15,9	10,2	7,5	4,4
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

4. Détail des prestations sociales

4.1 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Détail des prestations sociales	56.651,9	59.791,0	63.276,1	66.343,6	69.007,4	71.096,6	74.559,2	80.216,5	86.055,2	88.672,6
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	16.761,1	17.435,9	18.936,3	20.322,9	21.357,9	21.806,5	22.971,7	25.246,8	27.127,7	27.999,5
Soins de santé	15.052,2	15.372,2	16.744,5	18.052,8	18.896,1	19.255,6	20.285,8	22.262,3	23.778,0	24.491,1
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	13.910,5	14.212,5	15.488,8	16.685,1	17.520,5	17.858,8	18.790,5	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	1.046,6	1.065,2	1.166,1	1.281,4	1.293,9	1.322,8	1.424,3	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	65,4	64,5	59,6	56,3	51,7	44,0	41,0	34,0	35,8	24,4
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	29,7	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,7	23,9	23,9
Assurance soins	0,0	68,5	133,2	168,6	186,0	198,5	217,5	245,3	279,0	290,7
Autres prestations sociales en nature	1.708,9	1.995,2	2.058,6	2.101,5	2.275,8	2.352,4	2.468,4	2.739,2	3.070,7	3.217,7
Prestations sociales en espèces	39.890,8	42.355,1	44.339,8	46.020,7	47.649,5	49.290,1	51.587,5	54.969,7	58.927,5	60.673,1
Indemnités maladie-invalidité	3.023,3	3.207,7	3.366,1	3.485,4	3.636,4	3.838,5	4.143,8	4.553,5	4.921,8	5.340,9
Salariés	2.870,0	3.042,0	3.179,1	3.289,5	3.434,0	3.617,0	3.891,9	4.275,3	4.621,5	5.021,3
Indépendants	153,3	165,7	187,0	195,9	202,4	221,5	251,9	278,2	300,3	319,6
Chômage	4.637,1	5.355,7	5.746,9	6.024,2	6.120,8	6.096,9	5.746,4	5.774,2	6.902,9	6.878,9
Prépensions	1.153,1	1.144,0	1.183,5	1.238,9	1.256,6	1.300,7	1.359,2	1.442,7	1.501,9	1.565,1
Interruption de carrière et crédit-temps	273,6	352,4	432,0	487,9	556,4	589,5	646,5	699,9	749,5	782,2
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	15.109,7	15.721,8	16.253,1	16.663,9	17.320,8	17.822,8	18.441,2	19.807,0	20.900,4	21.559,0
Salariés	12.974,2	13.544,6	14.013,0	14.353,6	14.921,1	15.325,2	15.821,8	16.947,9	17.875,9	18.417,4
Indépendants	1.867,8	1.905,2	1.959,1	2.023,3	2.109,3	2.197,4	2.310,7	2.537,2	2.693,7	2.813,3
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	267,7	272,0	281,0	287,0	290,4	300,2	308,7	321,9	330,8	328,3
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	6.756,6	7.219,9	7.558,9	8.115,1	8.600,1	9.198,6	10.454,1	11.153,1	11.867,8	12.405,8
Fonds des veuves et orphelins	878,5	913,9	933,4	954,6	977,3	996,3	1.019,6	1.054,6	1.082,4	1.085,2
Pool des parastataux	172,5	179,9	212,2	227,3	229,2	239,2	256,7	276,0	297,7	317,2
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	508,7	527,8	566,6	585,8	778,4	837,4	864,9	999,7	1.159,1	1.316,9
Personnel statutaire de LA POSTE	314,1	329,4	338,7	354,1	372,1	391,2	413,3	457,7	482,2	499,7
Fonds des Pensions de la Police intégrée	5,5	25,8	55,0	83,5	113,0	147,4	182,6	226,2	266,0	301,2
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	200,2	225,7	236,9	253,2	265,2	278,0	285,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	788,4	813,1	840,8	854,7
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	12,0	12,0	10,9	10,8	34,2	62,3	60,0	60,6	61,5	60,3
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	4.426,6	4.708,4	4.911,6	5.192,1	5.379,0	5.833,9	6.219,7	6.620,8	7.002,9	7.226,8
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	438,7	522,7	530,5	506,7	491,2	454,0	395,7	379,2	397,2	458,8
Allocations familiales (secteur privé)	3.509,1	3.605,9	3.669,8	3.734,2	3.827,6	3.963,8	4.074,9	4.284,9	4.492,8	4.571,0
Salariés	3.149,0	3.243,2	3.309,1	3.377,2	3.469,0	3.589,1	3.687,0	3.859,2	4.040,1	4.111,7
Indépendants	332,2	332,2	328,2	327,3	328,4	337,4	355,0	390,5	415,2	413,2
Prestations familiales garanties	27,9	30,5	32,5	29,7	30,2	37,3	32,9	35,2	37,5	46,1
Allocations familiales (secteur public)	923,8	958,1	966,8	996,4	1.021,9	1.059,1	1.079,3	1.136,4	1.170,2	1.189,9
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	281,9	302,3	322,9	334,5	355,4	375,2	379,5	396,9	421,2	428,8
Régime d'employeurs	641,9	655,8	643,9	661,9	666,5	683,9	699,8	739,5	749,0	761,1
Accidents de travail	164,2	169,1	164,1	169,2	176,1	178,4	182,7	189,7	188,6	196,2
Maladies professionnelles	325,0	326,0	329,9	325,5	327,1	325,0	325,5	340,8	329,5	327,5
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	420,1	536,2	514,4	417,7	439,7	462,8	477,7	569,9	631,2	626,3
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	257,7	257,7	263,7	283,4	275,8	268,8	339,9	429,7	390,3	435,6
Allocations aux handicapés	1.025,6	1.107,2	1.295,4	1.356,0	1.397,4	1.427,1	1.484,4	1.594,8	1.724,8	1.772,4
Pensions de guerre	236,0	223,2	212,0	200,3	190,5	182,0	167,6	157,4	141,5	126,9
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	1.094,7	1.141,1	1.242,2	1.272,1	1.240,6	1.188,8	1.139,2	1.234,5	1.266,2	1.262,8
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	111,5	121,7	157,7	148,2	168,9	227,4	194,0
Autres prestations sociales en espèces	981,2	1.029,1	1.141,0	1.139,0	1.140,0	1.229,6	1.376,9	1.432,3	1.520,7	1.438,6

4.2 PAYÉES PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Détail des prestations sociales	5.989,1	6.154,8	6.564,5	5.816,8	6.032,4	6.184,5	7.233,6	7.687,0	8.225,1	8.394,0
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	1.145,2	1.139,6	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	39,0	149,8	203,4
Soins de santé	1.145,2	1.139,6	1.259,8	56,3	51,7	44,0	41,0	34,0	35,8	24,4
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	1.001,4	996,2	1.108,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	78,4	78,9	92,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	65,4	64,5	59,6	56,3	51,7	44,0	41,0	34,0	35,8	24,4
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	37,3	15,4	16,4	5,0	114,0	179,0
Prestations sociales en espèces	4.843,9	5.015,2	5.304,7	5.760,5	5.943,4	6.125,1	7.176,2	7.648,0	8.075,3	8.190,6
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	2.854,4	2.991,8	3.103,0	3.393,7	3.544,6	3.699,5	4.641,2	4.885,5	5.120,4	5.279,3
Fonds des veuves et orphelins	878,5	913,9	933,4	954,6	977,3	996,3	1.019,6	1.054,6	1.082,4	1.085,2
Pool des parastataux	172,5	179,9	212,2	227,3	229,2	239,2	256,7	276,0	297,7	317,2
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de LA POSTE	314,1	329,4	338,7	354,1	372,1	391,2	413,3	457,7	482,2	499,7
Fonds des Pensions de la Police intégrée	5,5	25,8	55,0	83,5	113,0	147,4	182,6	226,2	266,0	301,2
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	200,2	225,7	236,9	253,2	265,2	278,0	285,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	788,4	813,1	840,8	854,7
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	12,0	12,0	10,9	10,8	34,2	62,3	60,0	60,6	61,5	60,3
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	1.471,8	1.530,8	1.552,8	1.563,2	1.593,1	1.626,2	1.667,4	1.732,1	1.800,3	1.820,0
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,5	56,0
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	259,5	257,3	232,4	235,0	222,5	220,3	223,7	237,1	231,3	231,9
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	259,5	257,3	232,4	235,0	222,5	220,3	223,7	237,1	231,3	231,9
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	257,7	257,7	263,7	283,4	275,8	268,8	339,9	429,7	390,3	435,6
Allocations aux handicapés	1.025,6	1.107,2	1.295,4	1.356,0	1.397,4	1.427,1	1.484,4	1.594,8	1.724,8	1.772,4
Pensions de guerre	236,0	223,2	212,0	200,3	190,5	182,0	167,6	157,4	141,5	126,9
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	111,5	121,7	157,7	148,2	168,9	227,4	194,0
Autres prestations sociales en espèces	210,7	178,0	198,2	180,6	190,9	169,7	171,2	174,6	239,6	150,5

4.3 PAYÉES PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Détail des prestations sociales	4.529,4	5.053,8	5.280,3	5.745,6	6.118,4	6.457,3	6.828,9	7.384,7	7.912,2	8.178,2
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	1.288,5	1.550,3	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.591,9	2.677,9
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	1.288,5	1.550,3	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.591,9	2.677,9
Prestations sociales en espèces	3.240,9	3.503,5	3.707,5	3.955,7	4.197,6	4.427,4	4.682,9	5.004,3	5.320,3	5.500,3
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	2.456,4	2.703,4	2.860,2	3.054,0	3.249,3	3.443,1	3.636,2	3.914,9	4.165,8	4.347,3
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	2.107,0	2.282,3	2.433,4	2.649,3	2.855,4	3.083,2	3.323,8	3.612,1	3.856,6	4.025,6
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	349,4	421,1	426,8	404,7	393,9	359,9	312,4	302,8	309,2	321,7
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	337,3	351,4	362,6	375,8	389,7	407,0	417,8	439,6	453,4	460,9
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	337,3	351,4	362,6	375,8	389,7	407,0	417,8	439,6	453,4	460,9
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	447,2	448,7	484,7	525,9	558,6	577,3	628,9	649,8	701,1	692,1

4.4 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Détail des prestations sociales	1.939,4	2.148,7	2.221,0	1.956,3	1.935,5	2.158,5	2.240,8	2.442,5	2.588,3	2.638,0
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	363,6	384,4	423,7	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	290,2	287,4
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	363,6	384,4	423,7	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	290,2	287,4
Prestations sociales en espèces	1.575,8	1.764,3	1.797,3	1.708,6	1.682,7	1.917,6	2.000,6	2.156,0	2.298,1	2.350,6
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	937,1	996,9	1.029,1	1.081,6	1.027,8	1.218,6	1.311,8	1.353,0	1.422,5	1.462,3
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	847,8	895,3	925,4	979,6	930,5	1.124,5	1.228,5	1.276,6	1.346,0	1.381,2
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	89,3	101,6	103,7	102,0	97,3	94,1	83,3	76,4	76,5	81,1
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	31,6	31,9	32,9	34,4	36,6	37,4	38,5	42,0	42,4	45,2
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	31,6	31,9	32,9	34,4	36,6	37,4	38,5	42,0	42,4	45,2
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	420,1	536,2	514,4	417,7	439,7	462,8	477,7	569,9	631,2	626,3
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	187,0	199,3	220,9	174,9	178,6	198,8	172,6	191,1	202,0	216,8

4.5 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Détail des prestations sociales	44.194,0	46.433,7	49.210,3	52.824,9	54.921,1	56.296,3	58.255,9	62.702,3	67.329,6	69.462,4
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	13.963,8	14.361,6	15.680,0	18.229,0	19.095,3	19.476,3	20.528,1	22.540,9	24.095,8	24.830,8
Soins de santé	13.907,0	14.232,6	15.484,7	17.996,5	18.844,4	19.211,6	20.244,8	22.228,3	23.742,2	24.466,7
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	12.909,1	13.216,3	14.380,6	16.685,1	17.520,5	17.858,8	18.790,5	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	968,2	986,3	1.074,1	1.281,4	1.293,9	1.322,8	1.424,3	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	29,7	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,7	23,9	23,9
Assurance soins	0,0	68,5	133,2	168,6	186,0	198,5	217,5	245,3	279,0	290,7
Autres prestations sociales en nature	56,8	60,5	62,1	63,9	64,9	66,2	65,8	67,3	74,6	73,4
Prestations sociales en espèces	30.230,2	32.072,1	33.530,3	34.595,9	35.825,8	36.820,0	37.727,8	40.161,4	43.233,8	44.631,6
Indemnités maladie-invalidité	3.023,3	3.207,7	3.366,1	3.485,4	3.636,4	3.838,5	4.143,8	4.553,5	4.921,8	5.340,9
Salariés	2.870,0	3.042,0	3.179,1	3.289,5	3.434,0	3.617,0	3.891,9	4.275,3	4.621,5	5.021,3
Indépendants	153,3	165,7	187,0	195,9	202,4	221,5	251,9	278,2	300,3	319,6
Chômage	4.637,1	5.355,7	5.746,9	6.024,2	6.120,8	6.096,9	5.746,4	5.774,2	6.902,9	6.878,9
Prépensions	1.153,1	1.144,0	1.183,5	1.238,9	1.256,6	1.300,7	1.359,2	1.442,7	1.501,9	1.565,1
Interruption de carrière et crédit-temps	273,6	352,4	432,0	487,9	556,4	589,5	646,5	699,9	749,5	782,2
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	15.109,7	15.721,8	16.253,1	16.663,9	17.320,8	17.822,8	18.441,2	19.807,0	20.900,4	21.559,0
Salariés	12.974,2	13.544,6	14.013,0	14.353,6	14.921,1	15.325,2	15.821,8	16.947,9	17.875,9	18.417,4
Indépendants	1.867,8	1.905,2	1.959,1	2.023,3	2.109,3	2.197,4	2.310,7	2.537,2	2.693,7	2.813,3
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	267,7	272,0	281,0	287,0	290,4	300,2	308,7	321,9	330,8	328,3
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	508,7	527,8	566,6	585,8	778,4	837,4	864,9	999,7	1.159,1	1.316,9
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	508,7	527,8	566,6	585,8	778,4	837,4	864,9	999,7	1.159,1	1.316,9
Personnel statutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur privé)	3.509,1	3.605,9	3.669,8	3.734,2	3.827,6	3.963,8	4.074,9	4.284,9	4.492,8	4.571,0
Salariés	3.149,0	3.243,2	3.309,1	3.377,2	3.469,0	3.589,1	3.687,0	3.859,2	4.040,1	4.111,7
Indépendants	332,2	332,2	328,2	327,3	328,4	337,4	355,0	390,5	415,2	413,2
Prestations familiales garanties	27,9	30,5	32,5	29,7	30,2	37,3	32,9	35,2	37,5	46,1
Allocations familiales (secteur public)	295,4	317,5	338,9	351,2	373,1	394,4	399,3	417,7	443,1	451,9
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	281,9	302,3	322,9	334,5	355,4	375,2	379,5	396,9	421,2	428,8
Régime d'employeurs	13,5	15,2	16,0	16,7	17,7	19,2	19,8	20,8	21,9	23,1
Accidents de travail	164,2	169,1	164,1	169,2	176,1	178,4	182,7	189,7	188,6	196,2
Maladies professionnelles	325,0	326,0	329,9	325,5	327,1	325,0	325,5	340,8	329,5	327,5
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	1.094,7	1.141,1	1.242,2	1.272,1	1.240,6	1.188,8	1.139,2	1.234,5	1.266,2	1.262,8
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	136,3	203,1	237,2	257,6	211,9	283,8	404,2	416,8	378,0	379,2

Nouveautés méthodologiques

Révision de l'établissement des statistiques pour le secteur des pouvoirs locaux

Grâce à des progrès significatifs dans la mise à disposition de données de base, l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) a pu procéder à un profond remaniement de sa méthode pour l'établissement des statistiques des pouvoirs locaux pour la période 2004 - 2010. La qualité perfectible des comptes SEC1995 pour les pouvoirs locaux constitue depuis plusieurs années une préoccupation pour l'ICN, le Conseil supérieur des Finances et Eurostat. La méthode précédente était basée sur des données détaillées qui provenaient d'enquêtes pour une année de référence et qui étaient complétées par des données de contreparties, des informations administratives et des études externes¹. Les dernières données en matière de comptes ou de budgets dataient de 2000 pour les provinces, de 2003 pour les communes et de 1997 pour les CPAS.

Tant l'ICN que le Conseil supérieur des Finances et Eurostat étaient d'avis que la situation n'était pas optimale. L'ICN avait déjà, à plusieurs reprises depuis 2004, appelé, tant dans ses publications annuelles que par des lettres aux ministres compétents ou en participant à des groupes de travail, à améliorer cette situation. Pour l'établissement des statistiques macro-économiques, il est essentiel de pouvoir disposer à temps de données de base de bonne qualité.

Il a été profité de la révision des statistiques des administrations locales de la période 2004-2010 pour intégrer les données les plus récentes des autres sous-secteurs des administrations publiques. Ces mises à jour n'ont toutefois qu'un impact limité sur les comptes publics.

1. Degré de couverture des données de base

Le secteur des pouvoirs locaux (S.1313) tel que défini selon les comptes nationaux comprend actuellement en Belgique les dix provinces, les 589 communes, les 195 zones de police et les 589 centres publics d'action sociale (CPAS) - compte non tenu des hôpitaux et maisons de soins sans personnalité juridique -, l'agglomération bruxelloise, les polders et waterings, et les autres unités publiques locales qui n'offrent pas de services marchands.

1. La méthode précédente est décrite dans EDP consolidated inventory of sources and methods, Belgium, September 2007. L'inventaire a été publié à la demande d'Eurostat et est disponible sur le site web de la Banque. (http://www.nbb.be/doc/DQ/E_pdf_EDP/BE_2007september_inventory_EN.pdf)

TABEAU 3 SCHÉMA DES POUVOIRS LOCAUX EN BELGIQUE

	<u>Royaume</u>	<u>Région flamande</u>	<u>Communauté germanophone</u>	<u>Région wallonne</u>	<u>Région de Bruxelles-Capitale</u>
Provinces	10	5	-	5	-
Communes	589	308	9	253	19
CPAS	589	308	9	253	19
Zones de police locales	195	117	2	70	6
Autres	L'agglomération bruxelloise , les polders et wateringues et toutes les autres entités locales (intercommunales, entreprises communales autonomes) qui ne sont pas des producteurs marchands.				

Source: ICN

Afin de pouvoir établir des statistiques pour les pouvoirs locaux, l'ICN devait donc disposer des comptes des communes, des provinces, des zones de police locales, des CPAS et de toutes les autres entités publiques locales faisant partie du secteur des administrations locales qui doivent être mis à disposition de manière informatisée, harmonisée et individuelle par les autorités compétentes. Au cours de l'année 2011, de plus en plus d'autorités de tutelle se sont mises à fournir des informations détaillées sur les comptes des entités locales, ce qui a permis à l'ICN de modifier sa méthode de travail.

La tutelle des pouvoirs locaux est en grande partie défédéralisée en Belgique. Pour les zones de police locales, le contrôle administratif est toutefois organisé par l'autorité fédérale (SPF Intérieur). Le tableau 4 présente la répartition de la tutelle exercée sur les pouvoirs locaux.

TABEAU 4 SCHÉMA DU CONTRÔLE ADMINISTRATIF EXERCÉ SUR LES POUVOIRS LOCAUX EN BELGIQUE

	Wallonie	Bruxelles	Flandre
► Provinces	Région wallonne		Région flamande
► Communes	Région wallonne Communauté germanophone ¹	Région de Bruxelles-Capitale	Région flamande
► CPAS	Région wallonne Communauté germanophone ¹	Cocom	Région flamande
► Zones de police	SPF Intérieur		

Source: ICN

¹ Pour les 9 communes germanophones

La révision des statistiques porte sur la période 2004-2010. Il a été décidé de ne pas remonter avant 2004, compte tenu de l'insuffisance des données de base et du fait que les chiffres de 2003 pour les communes avaient été établis sur la base de données budgétaires et des comptes.

Les données de base fournies sont de natures très diverses, et le degré de couverture ainsi que la période fournie varient fortement¹.

1.1 Données disponibles pour les communes

Le tableau qui suit présente l'ensemble des données disponibles. Pour les communes bruxelloises et flamandes, les données sont quasiment exhaustives pour les années fournies. Pour les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, il s'agit des données pour la période 2008-2010, tandis que pour les communes flamandes, les données sont disponibles pour toute la période.

TABLEAU 5 NOMBRE DE COMPTES DISPONIBLES POUR LES COMMUNES

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de communes bruxelloises					19	19	18
Taux de couverture ¹					100%	100%	97,6%
Nombre de communes flamandes	307	308	307	307	307	308	300
Taux de couverture ¹	99,9%	100%	99,4%	99,8%	99,6%	100,0%	98,5%
Nombre de communes wallonnes			215	217	220	212	206
Taux de couverture ¹			82,0%	83,2%	82,6%	77,8%	77,5%
Nombre de communes belges	307	308	522	524	546	539	524
Taux de couverture ¹	57,8%	57,9%	84,1%	84,7%	94,1%	92,8%	91,6%

Source: ICN

¹ Sur la base du nombre d'habitants.

Pour la Région wallonne, les données des communes ont été fournies pour la période 2006 - 2010. Pour les communes de la Région wallonne, le degré de couverture est légèrement inférieur aux autres régions, et ce pour deux raisons. Bien que la Communauté germanophone a fourni le 1er mars 2012 des données exhaustives pour les communes sous sa tutelle, les données n'ont pu être intégrées dans la révision actuelle et les données des communes germanophones ont été obtenues par une extrapolation basée sur les données des communes wallonnes. Par ailleurs, il manque aussi des grandes villes en raison de problèmes techniques dans les données fournies.

1.2 Données disponibles pour les CPAS

La Commission communautaire commune (Cocom) a fourni des données exhaustives pour les CPAS bruxellois pour la période 2004 - 2009. Pour 2010, quelques données ont déjà été transmises, mais en nombre encore insuffisant. Pour les CPAS flamands, les comptes des CPAS ont été transmis pour la période 2006 - 2010. Pour la Région wallonne, les données 2006 - 2010 ont été fournies. Pour les CPAS de la Région wallonne, le degré de couverture pour 2010 est encore insuffisant.

1. Dans les tableaux de 5 à 7 seules les données reçues avant le 15 février sont mentionnées, les données reçues après n'ont pas pu être utilisées lors de la révision actuelle. Depuis le 15 février, la Communauté germanophone a fourni des données exhaustives pour ses communes pour l'année 2010 et la Cocom a fourni encore les données de 2010 de 9 CPAS.

TABLEAU 6 NOMBRE DE COMPTES DISPONIBLES POUR LES CPAS

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de CPAS bruxellois	19	19	19	19	19	19	7
Taux de couverture ¹	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	28,0%
Nombre de CPAS flamands			308	308	247	248	259
Taux de couverture ¹			100,0%	100,0%	83,3%	82,6%	86,9%
Nombre de CPAS wallons			191	196	208	198	133
Taux de couverture ¹			70,3%	72,8%	76,1%	73,9%	52,9%
Nombre de CPAS belges	19	19	518	523	474	465	399
Taux de couverture ¹	9,6%	9,6%	90,4%	91,2%	82,6%	81,5%	70,0%

Source: ICN

¹ Sur la base du nombre d'habitants.

1.3 Données disponibles pour les provinces

Pour les cinq provinces flamandes, les détails des comptes sont disponibles pour la période 2004 - 2010. Pour les provinces wallonnes, les données ne sont pas encore disponibles, mais elles seront intégrées à terme dans la base de données pour les pouvoirs locaux de la Région wallonne et seront transmises à l'ICN.

1.4 Données disponibles pour les zones de police

L'ICN a demandé au SPF Intérieur de centraliser les comptes des zones de police locales. Les zones de police locales devraient à terme toutes passer à des fichiers permettant un reporting normalisé. Le degré de couverture pour les années les plus récentes est encore faible.

TABLEAU 7 NOMBRE DE COMPTES DISPONIBLES POUR LES ZONES DE POLICE

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de zones de police	136	134	133	128	127	103	30
Taux de couverture ¹	83,5%	79,1%	76,0%	80,1%	80,4%	58,5%	17,0%

Source: ICN

¹ Sur la base de la masse salariale totale renseignée à l'ONSSAPL.

1.5 Autres entités

Le secteur des pouvoirs locaux comprend également un certain nombre d'entités qui doivent être consolidées - telles que les polders et wateringues et les structures de coopération intercommunale qui n'offrent pas de services marchands - mais pour lesquelles les autorités compétentes n'ont pas fourni de données comptables. Pour ces entités, il y a moyen de trouver des informations auprès de l'ONSSAPL, à la Centrale des bilans ou dans les budgets de niveaux de pouvoir plus élevés, ce qui permet d'intégrer les données dans les comptes. L'ICN prévoit de procéder prochainement à une analyse de la classification sectorielle des différentes entités qui sont contrôlées par les pouvoirs locaux, afin d'affiner la définition du secteur des pouvoirs locaux.

2. Systèmes comptables et qualité des données fournies

La compétence en matière de systèmes comptables est dans une large mesure attribuée aux communautés et régions. En conséquence, l'on constate que le fossé se creuse entre les différents systèmes comptables. La diversité des systèmes comptables utilisés par les pouvoirs locaux complique la traduction de la comptabilité en concepts SEC1995 et l'établissement de statistiques publiques, dans la mesure où ces différences ont parfois une incidence sur le traitement statistique. La plupart des pouvoirs locaux (communes et zones de police) tiennent une comptabilité comportant deux piliers, à savoir une comptabilité budgétaire (flux annuels) et une comptabilité générale (comptabilité en partie double comprenant un bilan et un compte de résultat). La comptabilité budgétaire se compose d'un service ordinaire et d'un service extraordinaire¹.

Les données fournies sont les droits nets constatés pour les recettes et les imputations pour les dépenses. Ce choix correspond en principe assez bien avec la date de transaction sauf en ce qui concerne les taxes perçues par les autorités supérieures.

Les données fournies par la Communauté flamande concernant les comptes des CPAS et des provinces sont insuffisantes pour permettre une conversion complète en SEC1995. Par ailleurs, les données transmises sont globalement conformes aux comptes annuels déposés par les entreprises auprès de la Centrale des bilans. Bien que ces données ne se prêtent pas à une conversion complète en SEC1995, elles permettent de calculer des soldes de financement SEC1995 indicatifs, et d'estimer certaines dépenses telles que les investissements. En outre, d'autres sources, telles que l'ONSSAPL, sont mises à profit pour compléter les données.

La Communauté flamande a lancé en 2014 un projet en vue d'instaurer pour toutes les entités locales relevant de son autorité une comptabilité permettant une exploitation plus aisée des données pour l'établissement des statistiques selon la méthodologie SEC1995. La Communauté flamande tiendra l'ICN au courant de l'avancement de ce projet.

3. Conversion des données communales en SEC1995

Les données comptables relatives aux pouvoirs locaux alimentent une base de données et sont traduites à l'aide de tables de conversion en concepts exploitables pour le SEC1995. Les données reçues sont extrapolées dans la base de données pour combler les lacunes concernant les dépenses et recettes. Une fois effectuée cette conversion automatique, il reste à apporter certains ajustements structurels en rapport avec le moment d'enregistrement. Ces ajustements sont en principe opérés à un niveau consolidé. Il faut par ailleurs tenir compte de corrections ponctuelles concernant les transactions elles-mêmes ou le moment d'enregistrement.

3.1 Méthodes d'extrapolation utilisées

En raison du caractère incomplet du degré de couverture, il faut pousser plus loin l'extrapolation pour estimer les données manquantes. Les communes et les CPAS sont classés par groupes en fonction de la typologie socio-économique des communes telle qu'élaborée par Belfius². La finalité de cette classification consiste à regrouper en catégories aussi homogènes que possible les communes présentant un environnement socio-économique comparable. L'extrapolation se fait en majorant les données de base des communes ou des CPAS figurant dans un même groupe en fonction de la population des entités manquantes pour le groupe donné.

Si le degré de couverture est insuffisant, il peut arriver que les résultats présentent des chiffres peu plausibles; si tel est le cas, il est vérifié si une extrapolation sur la base de la masse

1. Le service ordinaire comprend la totalité des recettes et des dépenses qui se produisent chaque année, y compris les remboursements de la dette, tandis que le service extraordinaire est constitué de toutes les recettes et les dépenses qui ont un impact durable sur le patrimoine des collectivités locales (en particulier les investissements).

2. Typologie "socioéconomique" des communes. (<https://www.dexia.be/Fr/smallsites/research/PublicFinance/typo/>)

salariale déclarée par les pouvoirs locaux auprès de l'ONSSAPL est plus plausible. Pour les zones de police locales, étant donné l'importance de la masse salariale dans le total des dépenses, et le fait que les zones de police englobent plusieurs communes, l'extrapolation se fait toujours par rapport à la quote-part des administrations manquantes dans la masse salariale.

Les données manquantes des provinces wallonnes sont estimées sur la base des ratios de comparaison entre la Région wallonne et les provinces flamandes tels que publiés dans des études externes (Belfius).

3.2 Table de passage

Comme évoqué plus haut, la plupart des entités locales (toutes les communes, les CPAS wallons et bruxellois et les zones de police locales) tiennent une comptabilité comportant deux piliers, à savoir une comptabilité budgétaire (flux annuels) et une comptabilité générale (comptabilité en partie double comprenant un bilan et un compte de résultat). C'est principalement la comptabilité budgétaire qui est utilisée pour l'établissement des comptes non financiers. L'on applique à tous les codes économiques de la comptabilité budgétaire un code de transaction correspondant du SEC1995 qui permet une conversion automatique des données comptables communales.

La grille de conversion diffère d'une entité à l'autre, en raison de la diversité des comptabilités en présence.

Contrairement à la plupart des comptabilités locales, le SEC1995 n'établit pas de distinction entre le service ordinaire et le service extraordinaire, et n'utilise pas les soldes calculés par la comptabilité communale. Il y a toutefois moyen d'établir une grille de conversion qui illustre la manière dont l'on transite du solde du service ordinaire (comptabilité communale) aux soldes de financement (SEC1995) pour les corrections structurelles et ponctuelles.

La base utilisée pour les calculs est le solde du service ordinaire, qui s'obtient en calculant les éléments suivants:

Groupe économique ¹	Libellé	Description
+60	Recettes de prestations	Indemnités pour services rendus, produits des locations immobilières
+61	Transferts	Recettes des impôts, dotations générales, subsides
+62	Recettes de dette	Produits de placement, dividendes
-70	Dépenses de personnel	Salaires au sens large
-71	Dépenses de fonctionnement	Achats de biens et services non-durables et dépenses de fonctionnement voirie
-72	Transferts	Transferts aux autres pouvoirs publics et aux autres secteurs
-7X	Dépenses de dette	Remboursements, intérêts

¹ Codes des groupes économiques = codes budgétaires des tableaux récapitulatifs

Il faut inclure une partie des recettes et dépenses déclarées dans le " service extraordinaire ":

Groupe économique ¹	Libellé	Description
+80	Transferts	Transferts de capitaux reçus
+81	Recettes d'investissements	Vente du patrimoine
-90	Transferts	Transferts de capitaux aux autres pouvoirs publics ou aux autres secteurs
-91	Dépenses d'investissements	

¹ Codes des groupes économiques = codes budgétaires des tableaux récapitulatifs

En outre, il faut exclure du service ordinaire certaines des recettes et dépenses de dette. Pour les recettes de dette, il s'agit des remboursements par les débiteurs de l'entité locale, et, pour les dépenses de dette, de remboursements de dettes de l'entité locale. Concrètement, cela donne ceci:

Groupe économique partim ¹	Code économique	Étiquette
-62		Recettes de dette (service ordinaire)
	-861	Remboursements de prêts par entreprises publiques
	-867	Remboursements de prêts par entreprises privées
	-870	Remboursements de prêts par ménages et asbl
	-891	Remboursements de prêts par l'autorité supérieure
	-893	Remboursements de prêts par d'autres pouvoirs
+7X		Dépenses de dette (service ordinaire)
	+911	Remboursements de dettes à charge de la commune
	+912	Remboursements de dettes à charge de l'autorité supérieure
	+913	Remboursements de dettes à charge des tiers
	+918	Remboursements de dettes garanties

¹ Codes des groupes économiques = codes budgétaires des tableaux récapitulatifs

3.3 Corrections structurelles

Contrairement aux corrections décrites plus haut, il s'agit ici de corrections qui ne peuvent pas être apportées au niveau de l'entité locale, les données n'étant pas disponibles à ce niveau.

3.3.1 Flux entre différentes entités des pouvoirs publics

Il existe différents flux monétaires entre les pouvoirs supérieurs (autorité fédérale, sécurité sociale et communautés et régions) et les pouvoirs locaux, ainsi qu'entre les pouvoirs locaux entre eux. Il s'agit notamment de transferts, mais aussi de la collecte des impôts locaux par les pouvoirs publics supérieurs, par exemple les centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques et les centimes additionnels au précompte immobilier. Les enregistrements des montants reçus et des décaissements ne correspondent pas parfaitement, en raison d'une différence de moment d'enregistrement comptable, de la définition du secteur des pouvoirs publics, ou d'erreurs qui se sont glissées dans la codification économique. Par ailleurs, comme il manque encore des données fiables pour les provinces et les CPAS flamands, il est difficile de détecter d'éventuelles erreurs ou incohérences.

3.3.1.1 CENTIMES ADDITIONNELS À L'IMPÔT DES PERSONNES PHYSIQUES ET AU PRÉCOMPTE IMMOBILIER

Pour les impôts perçus par les niveaux de pouvoir supérieurs, les données figurant dans les comptabilités communales sont remplacés par les données fournies par les pouvoirs supérieurs. Pour ces impôts, l'on procède en effet sur la base de la caisse transactionnalisée afin que le moment d'enregistrement coïncide mieux avec le moment de la transaction économique. L'enregistrement dans la comptabilité communale peut différer considérablement, car les comptes communaux prévoient parfois des systèmes d'acompte ou des retards dans le versement des recettes.

3.3.1.2 PROBLÈMES CONCERNANT LES FLUX VERS D'AUTRES ENTITÉS DE POUVOIR LOCALES

Différents transferts considérés dans la comptabilité communale comme des transferts à un autre pouvoir local vont en réalité à une entité qui, dans la comptabilité nationale, n'est pas considérée comme faisant partie du secteur des pouvoirs publics. Ceci concerne en particulier des transferts à certaines intercommunales et aux fabriques d'église. Au niveau de l'ensemble

des communes du Royaume, il faut donc procéder à une correction pour tenir compte du solde des transactions qui, du point de vue de la SEC1995, sont erronément encodées par les comptabilités communales comme des transferts internes à des pouvoirs locaux. Ces transferts sont identifiés sur la base des codes fonctionnels et considérés comme une consommation intermédiaire de l'autorité (intercommunales) ou comme des transferts à des associations sans but lucratif (fabriques d'église).

3.3.2 Présence des maisons de repos et des hôpitaux dans les données des CPAS

Les comptes des CPAS comprennent également les maisons de repos, hôpitaux et autres établissements de soins sans personnalité juridique distincte qu'ils gèrent directement. Ces établissements sont considérés dans les comptes nationaux comme des quasi-sociétés appartenant au secteur des sociétés non financières, et doivent être déconsolidés.

Cette déconsolidation s'opère sur la base des codes fonctionnels qui sont attribués aux recettes et dépenses effectuées pour les établissements à déconsolider. Pour éviter que cette déconsolidation ne fausse le solde de financement des CPAS, l'éventuel solde excédentaire des maisons de repos est enregistré comme une recette du CPAS ou le solde négatif comme une dépense de subvention du CPAS.

3.4 Corrections ponctuelles

3.4.1 Recettes de désinvestissements dans les comptabilités des pouvoirs locaux

Ces dernières années, les comptabilités communales ont enregistré des recettes importantes provenant de la vente d'avoirs non financiers - par exemple des réseaux d'éclairage public, de distribution d'eau potable, d'égouttage et de câbles - pour un montant moyen correspondant à 0,1% du PIB.

Si l'ICN ne reçoit pas d'informations complémentaires précisant la nature des opérations spécifiques et démontrant qu'elles peuvent être considérées comme des vraies ventes, elles ne sont pas considérées comme des recettes.

3.4.2 Analyse des participations en capital

Tout comme pour d'autres entités publiques, l'ICN procède à une analyse des participations en capital qui sont prises par le secteur des pouvoirs locaux, pour déterminer si elles peuvent être considérées comme des participations véritables à l'aune du SEC1995, sans impact sur le solde de financement, ou si elles doivent être reclassées comme des dépenses de transfert en capital.

3.4.3 Traitement statistique des intercommunales de financement

Dans les différentes régions, les communes mènent une politique de participation via des intercommunales de financement. Le traitement dans la comptabilité communale n'est toutefois pas le même dans les trois régions. Tandis que les participations que détiennent ces entités de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Région wallonne ne figurent pas directement dans la comptabilité communale, les participations que détiennent les intercommunales de financement flamandes sont intégrées directement dans la comptabilité communale des communes flamandes. Cela entraîne des flux de recettes et de dépenses différents qui doivent être corrigés. L'ICN a choisi, sur la base des informations actuellement disponibles, et dans l'attente d'une analyse plus approfondie, de placer ces intercommunales de financement en dehors du secteur des pouvoirs locaux. Dans la comptabilité des communes flamandes, les dividendes provenant des participations aux intercommunales de financement sont directement enregistrés au titre de perception de dividendes, et l'on procède simultanément à l'enregistrement d'un remboursement d'un prêt à l'intercommunale de financement (souvent un prêt sans intérêts).

Par ailleurs, les éventuels dividendes distribués par les intercommunales de financement sont également enregistrés dans la comptabilité communale. Les intercommunales de financement ne faisant actuellement pas partie du secteur des pouvoirs publics, les dividendes directs sur les participations ne sont pas repris dans les comptes SEC1995; seul l'octroi proprement dit de dividendes par les intercommunales de financement est porté en compte.

3.4.4 Correction des superdividendes

La réorganisation des intérêts du secteur des pouvoirs locaux dans le secteur de l'énergie et de la câblodistribution ont fait apparaître ces dernières années dans les comptabilités communales des recettes de dividendes qui doivent être reclassées selon le SEC1995, car elles sont considérées comme des superdividendes. Ces superdividendes sont considérés, dans le cadre de la méthodologie SEC1995, comme des retraits de capitaux de l'entreprise concernée, et n'ont pas d'incidence sur le solde de financement. Sur la base de l'évolution des dividendes distribués, d'informations des administrations et de sources externes, différents dividendes qui avaient été distribués consécutivement à l'achat de participations importantes dans les différentes régions ont pu être identifiés. L'impact de ce reclassement des superdividendes et des dividendes des intercommunales de financement s'élevait en moyenne à 0,1% du PIB sur la période 2006 - 2010.

4. Établissement des estimations pour le dernier exercice publié

Les premières données comptables étant fournies à l'ICN un an après la clôture de l'exercice, il n'y a, pour la publication en mars et septembre, pas d'informations disponibles pour le dernier exercice pour lequel des statistiques sont publiées.

En l'absence de données de base détaillées, la méthode s'appuie sur des données de contreparties (les taxes perçues par les autorités supérieures), des informations administratives (par exemple la masse salariale) et des études externes.

5. Projets futurs concernant le secteur des pouvoirs locaux

La transmission des données de base constitue un progrès important pour l'amélioration de la qualité des statistiques des pouvoirs locaux. Dans l'avenir deux améliorations ont attendues, d'une part une transmission plus régulière des données, et d'autre part une avancée importante dans le degré de couverture. L'ICN procédera également à un contrôle de la délimitation du secteur des pouvoirs locaux.

Publications de l'ICN et personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont diffusées en version papier mais elles sont toutes disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat Online. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît à la fin septembre (une version en format pdf est disponible à la fin octobre). Elle consiste en tableaux détaillés sur la composition et la répartition du produit intérieur, le compte de production et d'exploitation, les principales catégories de dépenses, les comptes des secteurs et le marché du travail.

2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, totalement cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. Ils incluent aussi les principaux soldes des comptes de l'économie belge. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours (environ 50 jours pour l'estimation du quatrième trimestre). Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 70 jours après la fin du trimestre.

3. Comptes des secteurs institutionnels

Les **comptes annuels** des secteurs institutionnels sont repris dans la publication des comptes nationaux détaillés (voir point 1). Ils sont donc diffusés à la fin du mois de juillet dans la base de données Belgostat Online de la Banque nationale de Belgique.

La séquence complète et détaillée des comptes non financiers des secteurs est publiée. Les secteurs institutionnels sont les suivants : les sociétés non financières, les sociétés financières (et sous-secteurs), les administrations publiques, les ménages, les ISBLSM, ainsi que le reste du monde (et sous-secteurs).

Les **comptes trimestriels** des secteurs institutionnels sont diffusés quatre fois par an, 105 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Ces comptes trimestriels sont cohérents avec leur équivalent annuel (voir ci-dessus) mais sont moins détaillés. L'accent y est mis sur les agrégats les plus pertinents, notamment au travers d'indicateurs clefs et de leurs composantes. Ces comptes reprennent également les comptes trimestriels des administrations publiques qui, avant octobre 2010, étaient repris dans la publication relative aux principaux agrégats.

4. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont repris dans la publication relative aux comptes des secteurs institutionnels (voir point 3).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, au mois de septembre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

5. Tableaux ressources-emplois

A la fin de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

6. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

A la fin de chaque année, les comptes régionaux sont publiés. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute de capital fixe. La publication contient également des chiffres régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

7. Séries historiques

La publication des séries historiques des comptes nationaux suivant le SEC1995 a eu lieu en octobre 2002.

Ces séries historiques, qui couvrent la période 1970-1995, comprennent:

- la composition du produit intérieur brut selon les trois approches des comptes nationaux à prix courants et aux prix de 1995;
- la valeur ajoutée par branche d'activité (31 branches) à prix courants et aux prix de 1995;
- la rémunération des salariés par branche d'activité (31 branches) à prix courants;
- la dépense de consommation finale des ménages par produit (16 produits) à prix courants et aux prix de 1995;
- les comptes des secteurs;
- le stock de capital et investissements à prix courants et aux prix de 1995.

Toutefois, à l'exception du compte des administrations publiques, qui a été établi à partir de l'année 1970 selon le SEC1995, les comptes de secteurs n'ont été rétrapolés que jusqu'en 1985. En effet, ce n'est qu'à partir de cette année que les principales sources d'information concernant les entreprises financières et non financières sont disponibles. Par ailleurs, le compte des sociétés financières n'a pas été rétrapolé par sous-secteur.

8. Personnes de contact

– Méthodologie

Geert Detombe Tél. +32 2 221 30 40 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: geert.detombe@nbb.be

– Optique production du PIB et tableaux des ressources-emplois

Hans De Dyn Tél. +32 2 221 30 38 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: hans.dedyn@nbb.be

– Optique dépenses du PIB et stock de capital

Bernadette Boudry Tél. +32 2 221 47 54 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: bernadette.boudry@nbb.be

– Comptes des secteurs

Catherine Rigo Tel. +32 2 221 44 08 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: catherine.rigo@nbb.be

– Comptes des administrations publiques

Claude Modart Tél. +32 2 221 30 26 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: claudemodart@nbb.be

– Comptes trimestriels, estimation flash et marché du travail

Isabelle Brumagne Tél. +32 2 221 28 77 Fax +32 2 221 31 07
e-mail: isabelle.brumagne@nbb.be

– Comptes régionaux

Monica Maesele Tél. +32 2 221 30 28 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: monica.maesele@nbb.be

– Diffusion des séries (consultations en ligne)

Alexander Foket Tél. +32 2 221 30 45 Fax +32 2 221 32 30
e-mail : alexander.foket@nbb.be

Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

<http://www.nbb.be/app/cal/F/CalThema.htm>

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.

Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
p.c.	pour cent
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue

Liste des abréviations

ASBL	Association sans but lucratif
BCE	Banque centrale européenne
CE	Commission européenne
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CF	Communauté française
CF	Communauté flamande
CG	Communauté germanophone
DLU	Déclaration libératoire unique
ICN	Institut des comptes nationaux
INAMI	Institut national d'assurance maladie-invalidité
INASTI	Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants
ISBLSM	Institutions sans but lucratif au service des ménages
ISSN	International Standard Serial Number
ONEM	Office national de l'emploi
OSSOM	Office de sécurité sociale d'Outre-Mer
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
RF	Région Flamande
RW	Région Wallonne
RB-C	Région Bruxelles-Capitale
SDDS	Special Data Dissemination Standard (IMF)
SEC	Système européen des comptes
SNCB	Société nationale des chemins de fer belges
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Commandes

Sur le site internet de la Banque nationale de Belgique, via la rubrique "e-service", vous pouvez souscrire gratuitement un abonnement par e-mail à cette publication. Elle vous sera envoyée par e-mail à la date de publication.

Via la rubrique "Print-on-demand", il y a la possibilité de commander une version papier de cette publication contre paiement.

<http://www.nbb.be/pub/stats/stats.htm?l=fr&tab=Publications>

Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux et régionaux et conjoncture de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 26 - Fax +32 2 221 32 30
nationalaccounts@nbb.be

Banque nationale de Belgique
Société anonyme
RPM Bruxelles — Numéro d'entreprise: 0203.201.340
Siège social: boulevard de Berlaimont 14 — BE-1000 Bruxelles
www.nbb.be

Éditeur responsable

Rudi Acx

Chef du département Statistique générale

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale
Couverture: BNB TS — Prepress & Image

Publié en mars 2012